

Université de Montréal

L'Autre Basque

par
Sophie Maury

École de criminologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maîtrise (M. Sc.)
en criminologie

Avril, 2011

© Sophie Maury, 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

L'Autre Basque

Présenté par :
Sophie Maury

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Samuel Tanner, président-rapporteur
Carlo Morselli, directeur de recherche
Jean-Pierre Massias, membre du jury

Résumé

Le nationalisme basque est apparu voilà maintenant deux siècles, cependant, il ne connaît un retentissement mondial que depuis environ cinquante ans avec la création de l'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, Pays basque Et Liberté). Fondée pour combattre le régime franquiste, cette organisation est aujourd'hui considérée comme un groupe terroriste par l'ensemble de la communauté internationale. L'organisation va être, toutefois, à la base d'une prise de conscience nationale basque sur la question de l'appartenance à un même peuple et, aujourd'hui, la lutte pour l'autodétermination du Pays basque fait écho tant sur le territoire espagnol que français. Ce mouvement nationaliste, bien qu'indissociable entre le sud et le nord, prendra tout de même des modes d'expression différents même si le nationalisme basque restera toujours rattachée à une violence politique. Le présent terrain de recherche a alors permis de récolter les « perceptions subjectives » de la population basque sur cette violence politique et ainsi, de dégager une violence de la part des Etats espagnol et français. Cette violence d'Etat est principalement caractérisée par une violence symbolique mais elle ira parfois jusqu'à une violence physique. Ainsi, bien plus que les contextes historiques et institutionnels distincts des Etats espagnol et français, c'est la violence disparate des ces deux Etats qui est le facteur de distinction de la violence nationaliste constatée sur le territoire français et espagnol.

Mots-clés : nationalisme basque, terrorisme, violence politique, violence d'Etat, violence symbolique, mouvements sociaux.

Abstract

Basque nationalism has emerged several centuries ago, however, it experienced a global resonance only since the last fifty years with the formation of the armed Basque nationalist and separatist organization *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA). Formed to fight the Franco regime, the organization is now considered as a terrorist group by the entire international community. The organization will, however, raise a Basque national consciousness on the question of belonging to the same people, and today, the conflict for self-determination for the Basque country echoes back in both the Spanish and French territories. This nationalist movement is indissociable between south and north. Different modes of expression are still observed even if the Basque nationalism will always be linked to political violence. The present research work allowed to apprehend the "subjective perceptions" of the Basque population on this political violence and, thus, to highlight a violence from both Spanish and French States. This State violence is mainly characterized by a symbolic violence but it will sometimes lead to physical violence. Therefore, much more than the separate historical and institutional contexts Spanish and French States, the un-harmonized State violence is the distinguishing factor of nationalist violence experienced on French and Spanish territories.

Keywords: Basque nationalism, terrorism, political violence, state violence, symbolic violence, social movement.

Table des matières

Résumé	i
Abstract	ii
Table des matières	iii
Liste des graphiques	v
Liste des photographies.....	vi
Remerciements.....	viii
Introduction	1
Chapitre 1 : Le nationalisme basque : recension des écrits.....	5
1.1 De la lente émergence d'un nationalisme basque à une radicalisation du mouvement.....	7
1.1.1 Origines du nationalisme basque en <i>Iparralde</i>	8
1.1.2 La mise en place d'un véritable mouvement nationaliste en <i>Iparralde</i> .	9
1.1.3 Vers une radicalisation du nationalisme... ..	12
1.2 Problématique.....	16
1.3 La sociologie politique comme cadre d'analyse	22
Chapitre 2 : Méthodologie.....	29
2.1 Sentiment nationaliste basque et violence.....	31
2.1.1 Sentiment nationaliste basque en France et en Espagne ?	32
2.1.2 Lien entre opinion publique et violence entourant le nationalisme basque ?	36
2.2 Population, violence et nationalisme basque	38
2.2.1 La planification et la préparation du terrain de recherche	39
<i>L'entretien semi-directif</i>	39
<i>L'observation directe</i>	42
<i>La collecte de documents écrits</i>	44
<i>Fiabilité et validité</i>	45
2.2.2 Les méthodes à l'épreuve : expérience de terrain	46

Chapitre 3 : Un sentiment nationaliste basque disparate mais prégnant.....	59
3.1 Existence d'un sentiment nationaliste basque	60
3.2 Une interdépendance floue entre opinion publique et violence.....	64
3.3 Premières avancées dans la compréhension du rapport violence / opinion publique	73
Chapitre 4 : La violence : un concept à envisager dans sa globalité	77
4.1 Un processus de fabrication de la violence au regard des militants basques	79
4.1.1 La question culturelle à la base d'une prise de conscience nationale	82
4.1.2 La question politique : une conscience nationale plus théorisée et plus engagée	85
4.1.3 La question de la violence instrumentale comme dernière étape avant la lutte armée	88
4.2 La violence d'Etat : un facteur important dans le processus de fabrication de la violence.....	93
4.2.1 La violence étatique subie.....	94
4.2.2 La violence symbolique : un facteur divergent de poids dans l'expression de la violence politique	101
4.2.3 La violence symbolique : une utilisation bilatérale.....	103
Chapitre 5 : Conclusion	108
Bibliographie	119
Annexe 1 : Echiquier politique <i>abertzale</i> en France	i
Annexe 2 : Déclaration de l'organisation ETA du 8 janvier 2011.....	ii
Annexe 3 : Rapport d'Amnesty International sur des cas de torture en Espagne	iii
Annexe 4 : Quelques repères pour les différents groupes cités	v

Liste des graphiques

Graphique 1 : Elections législatives / générales.....	61
Graphique 2 : Elections régionales / autonomes.....	61
Graphique 3 : Le vote <i>abertzale</i> à travers les élections françaises et la violence entourant le nationalisme basque.....	66
Graphique 4 : Le vote <i>abertzale</i> à travers les élections espagnoles et la violence entourant le nationalisme basque.....	67
Graphique 5 : Processus de fabrication de la violence.....	81
Graphique 6 : Processus de fabrication de la violence utilitaire.....	90
Graphique 7 : Processus de fabrication de la violence <i>abertzale</i>	106

Liste des photographies

Photo 1 : Le chiffre de la colère.....	50
Photo 2 : Rassemblement.....	53
Photo 3 : Affrontements.....	55
Photos 4 et 5 : Lutte pour le logement.....	87
Photos 6 et 7 : La politique comme solution au conflit.....	92
Photos 8 et 9 : Les prisonniers politiques.....	99
Photos 10 et 11 : Revendication d'un territoire, négation d'un autre.....	104
Photo 12 : Tout est dit.....	104
Photo 13 : La langue.....	105

*« Ce sont les circonstances
qui font la conscience et non
la conscience qui fait les
circonstances. »*

Karl Marx

Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord mon directeur de recherche, Carlo Morselli, pour la confiance qu'il m'a accordée, son écoute, sa grande disponibilité et ses judicieux conseils qui ont contribué à alimenter ma réflexion. Sans votre soutien, ce mémoire serait certainement, encore, sur le coin d'un bureau.

Je désire remercier également l'École de criminologie qui a su croire en moi en m'apportant un appui financier avec la Bourse de rédaction. J'ai ainsi pu me consacrer pleinement à la dernière ligne droite de ce mémoire.

Toute ma reconnaissance revient ensuite à mes parents, Corinne et François, pour leur précieux soutien apporté tout au long de mes études. Sans vous je ne serai pas là où je suis aujourd'hui mais surtout, je ne serai pas qui je suis. Merci pour votre présence sans faille, votre réconfort dans mes grands moments de doutes et votre patience dans mes périodes d'indécision. Un grand merci à mes frères, Christophe et Damien, pour toute leur affection ainsi qu'à toute ma famille pour être toujours derrière moi.

Merci à tous mes amies et amis, de France, toujours là malgré la distance, et de Montréal, toujours au rendez-vous pour le soutien moral parfois nécessaire.

Je souhaite remercier sincèrement Martine et Max, Dominique et Jean-Paul, Hélène et Maritxu, sans qui mon terrain n'aurait pu avoir lieu. Et finalement, je remercie toutes les personnes qui ont gentiment accepté de me donner de leur temps pour des entretiens, et sans qui je n'aurais pu écrire ce mémoire.

Introduction

Partagé entre la France (au nord) et l'Espagne (au sud), le peuple basque se bat depuis des siècles pour proclamer son appartenance à une même unité. Peuple fier et combattant, entouré par un mystère quant à son origine et à sa langue (l'*euskara*), il est un acteur emblématique de la lutte pour une libération nationale, voulant alors retrouver une souveraineté perdue.

Déroutante tant au niveau politique que culturel, déconcertante tant au niveau de ses paradoxes que de sa complexité, « la question nationale » au Pays basque, devenue au fil du temps « le problème basque », amène nombre d'entre nous à des simplifications exagérées (Jaureguiberry Francis, 1983).

Fondé sous la dictature franquiste pour résister à l'oppression du peuple basque et affirmer ainsi sa propre identité, le mouvement ETA, légitimé par beaucoup de pays dans le monde au début, aurait pu laisser penser qu'avec la mort de Franco et la transition démocratique qui s'en est suivie il allait prendre fin de lui-même notamment en ce qui concerne la lutte armée qui s'était engagée. Toutefois, l'histoire démontre qu'il en est autrement puisque le plus grand nombre de victimes de l'ETA est rapporté après cette transition démocratique. Aussi, cette organisation va être à la base d'une conscience nationale du peuple basque qui va rayonner aussi bien côté espagnol que côté français. ETA est d'ailleurs souvent qualifié de « grand frère du

sud » par une partie de la population basque française et un mouvement nationaliste radical va se réveiller côté français, incarné principalement dans l'organisation IK.

Cependant, malgré cet effet miroir, la violence entourant ce nationalisme basque côté français sera beaucoup moins importante et persistante qu'en Espagne, faisant dire à Izquierdo (2004) qu'il s'agit des nationalismes en Pays basque, démontrant ainsi la difficulté d'appréhender un tel sujet puisque l'histoire sociale, politique et institutionnelle de l'Espagne et de la France va faire en sorte que les modes d'expression dans ces deux Etats prendront des tournures bien distinctes mais pourtant indissociables.

Dans le cadre de cette recherche, nous tenterons alors de mettre en exergue les facteurs de différenciation d'un niveau de violence à son paroxysme d'un côté et beaucoup moins marquant de l'autre en nous demandant si des facteurs situationnels, organisationnels ou autres peuvent être dégagés pour répondre à notre interrogation. En outre, nous nous concentrerons sur le Pays basque nord (*Iparralde*). En effet, beaucoup d'études ont porté sur le Pays basque sud (*Hegoalde*) délaissant alors le côté nord faisant ainsi penser que rien ou presque rien ne se passait de ce côté-ci de la frontière. Toutefois, en négligeant une partie d'un phénomène il est bien difficile par la suite d'en apprécier toute sa justesse.

Ce mémoire sera alors divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre va mettre en contexte le nationalisme basque des deux côtés des Pyrénées, en insistant tout de même sur son développement en *Iparralde*, afin de donner un aperçu des réalités

historiques, politiques et sociales de la situation. Nous nous interrogerons par la suite sur l'existence d'une différence de niveau de violence en France et en Espagne. La littérature s'intéressant au nationalisme basque va nous laisser entrevoir quelques éléments de réponse quant à cette différence, notamment avec Loyer (1997, 2003) et Izquierdo (2004) qui développent de précises analyses géopolitiques qui, malgré tout, démontreront des limites pour répondre à notre problématique. En effet, de par la mise en contexte du nationalisme basque, un élément important va ressortir : bien plus qu'une différence de niveau de violence entre le nord et le sud, c'est une différence de formes de violence qui va principalement être décelée. Nous allons dès lors envisager cette nouvelle explication qui pourrait être la plus adaptée pour répondre à nos questionnements.

Le deuxième chapitre va se pencher sur le choix méthodologique réalisé pour cette étude ainsi que sur les méthodes employées afin de répondre au mieux à notre question de recherche et aux objectifs spécifiques dégagés. Comme l'étude du Pays basque nord a souvent été mise de côté, notre premier objectif va être de voir si un certain soutien au nationalisme basque de la part de la population basque française peut être caractérisé et si la question de la violence va avoir une influence ou non sur ce soutien. Pour ce faire, nous utiliserons les résultats des votes *abertzale* (nationalistes) aux élections françaises par manque de sondage d'opinion sur le sujet. Par la suite, nous chercherons à obtenir ces votes en fonction des différents partis politiques *abertzale*¹ et nous les conjuguerons à une échelle chronologique détaillant

¹ Puisque ces derniers varient dans leurs positions et notamment en ce qui a trait à l'utilisation de la violence pour affirmer une conviction.

les principaux faits de violence entourant le nationalisme basque avec quelques dates repères supplémentaires. Ces résultats en *Iparralde* seront mis en rapport avec la situation en *Hegoalde* pour mieux envisager la réalité contextuelle et situationnelle du nationalisme basque. Pour notre second objectif nous irons directement chercher auprès de la population basque française son point de vue et son expérience sur la question de la violence entourant le nationalisme basque. La préparation de notre terrain de recherche va nous amener à envisager une combinaison de techniques pour obtenir une base d'informations la plus complète possible. L'entretien semi-directif va être privilégié pour permettre une liberté d'expression aux interviewés. L'observation directe va ensuite être estimée comme un parfait complément à nos entretiens. Finalement, une collecte de documents écrits sera prévue pour compléter toutes informations recueillies.

Les chapitres trois et quatre seront consacrés à la mise en forme des données récoltées, aux résultats obtenus pour chaque objectif spécifique ainsi qu'à leur analyse.

Le cinquième et dernier chapitre reviendra d'abord sur les résultats de nos objectifs ; ensuite, les limites à notre recherche seront discutées ; finalement, une ouverture de notre sujet sera apportée notamment en ce qui a trait au problème de définition entourant certains concepts mais également une piste de réflexion sera considérée quant à un autre cadre analytique à envisager pour l'étude de notre sujet.

Chapitre 1 :

**Le nationalisme basque :
recension des écrits**

Les conquêtes et annexions successives par les Etats français et espagnol auront eu raison du Pays basque qui verra ses sept provinces historiques séparées progressivement entre 1035 et 1789. Le traité des Pyrénées de 1659 fixera d'ailleurs la frontière actuelle laissant l'Alava, la Biscaye, le Guipúzcoa et la Navarre au royaume espagnol, et le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule à la France (Davant Jean-Louis, 2008). Si en France, la Révolution française de 1789 viendra rattacher le Pays basque français au Béarn pour créer un seul département afin de combattre « les langues au profit du français et favoriser ainsi la cohésion nationale » (Urteaga, 2004, p.6), cette assimilation à un Etat centralisateur également voulu en Espagne non seulement n'aboutira jamais mais sera aussi une cause de profonds tourments politiques laissant place à de vives contestations de la part d'une partie du peuple basque. La naissance du nationalisme basque va alors s'inscrire dans de telles circonstances et va n'avoir de cesse que de grandir devenant alors « un des phénomènes nationalitaires européens les plus importants du XXe siècle » (Letamendia, 1987, p.13).

Dans ce chapitre, nous allons consacrer, tout d'abord, une première partie sur l'émergence et la radicalisation du nationalisme basque en insistant particulièrement sur l'histoire de ce dernier en *Iparralde* ; par la suite, dans une seconde partie, nous nous questionnerons sur la différence de niveau de violence entre le nord et le sud dégagée lors de la partie précédente et sur les facteurs pouvant expliquer un tel phénomène en mettant de l'avant un cadre d'analyse déjà soulevé par la littérature;

enfin, dans une dernière partie, nous avancerons un autre cadre d'analyse émanant directement de la mise en contexte du nationalisme basque en France et en Espagne.

1.1 De la lente émergence d'un nationalisme basque à une radicalisation du mouvement

Appartenant à des autorités étatiques distinctes depuis déjà une longue période, c'est véritablement à partir du XIXe siècle que le problème de la séparation du Pays basque sur deux territoires va être soulevé par certains. Pendant longtemps, le Pays basque Sud a vécu en relative autarcie politique mais, avec les différentes guerres carlistes qui vont se succéder entre 1833 et 1876 et avec l'arrivée massive de main-d'œuvre de différentes régions espagnoles pour accroître l'industrie métallurgique initiale, cette organisation va se voir bouleverser (Massey Jacques, 2010 ; Davant Jean-Louis, 2008). Face à ce renversement de situation, les réactions ne seront pas longues à se faire entendre. Le nationalisme basque prendra alors racine du côté basque espagnol et naîtra par la volonté d'un homme, Sabino Arana Goiri, qui, en 1895, va concevoir une idéologie nationaliste et sera le fondateur du PNV (*Partido Nacionalista Vasco* ou parti national basque) duquel nombre de partis politiques s'inspireront par la suite pour défendre l'indépendance du Pays basque. Ce nationalisme basque va par la suite s'étendre au nord sur le sol français, va se développer et se radicaliser sans pour autant que son émergence et son retentissement n'aient exactement les mêmes caractéristiques sur les deux territoires.

1.1.1 Origines du nationalisme basque en *Iparralde*

Bien que la Révolution française ait mis un terme à toute forme de régionalisme, il n'en demeure pas moins que, tout comme les basques espagnols, les basques français se retrouvent au travers d'une culture particulière datant de plusieurs millénaires, au travers d'un territoire identifié et également au travers d'un fort sentiment d'appartenance commun (Urteaga, 2004). C'est ainsi qu'en 1933, Pierre Lafitte, l'un des pères fondateurs du nationalisme basque en France, va créer le mouvement *euskalerriste* ainsi que le journal *Aintzina* qui se veut imprégner de régionalisme et de cléricisme allant même jusqu'à parler d'indépendance du Pays basque. Les fondations du nationalisme basque français étaient posées. Pourtant, même si le mouvement politique ne « prend pas » immédiatement (Vrignon Bixente, 1999, p.18), les contextes internationaux et nationaux allaient consolider ses bases.

En effet, alors que l'Espagne continue à être plongée dans de profonds troubles politiques, économiques, culturels et sociaux, débouchant sur une guerre civile qui se déroulera de 1936 à 1939 et aboutissant à l'instauration d'un régime dictatorial dirigé par Franco, l'*Iparralde* va connaître sa première vague de réfugiés basques commençant alors à prendre conscience de l'enjeu qui se joue derrière la frontière. La seconde vague de réfugiés arrivant à la fin des années 50, principalement constituée de membres de l'ETA², va pousser beaucoup de jeunes vers une idéologie et un mouvement qui jusqu'alors n'avaient pas été structurés. L'influence du peuple

² Euskadi Ta Askatasuna (Pays basque Et Liberté) : mouvement séparatiste basque créé en 1959 pour lutter contre le régime franquiste en Espagne.

« Un nom qui va devenir l'espoir ou la hantise de tout un peuple » (Chalvidant, 2003, p.20)

basque espagnol est alors indéniable sur le nationalisme basque côté français et le soutien de la part des *abertzale* d'*Iparralde* ne faillira jamais (Vrignon, 1999). Mais ce ne sera pas le seul terreau pour le nouvel élan du nationalisme côté français (Urteaga, 2004).

Le gouvernement français est dans une mauvaise passe avec l'Algérie (ancienne colonie française puis partie intégrante du territoire français) qui réclame son indépendance et qui l'obtiendra en 1962 après une guerre qui aura duré 8 ans. Fort de ce succès, « un effet de miroir s'est produit » (Urteaga, 2007, p.10), le peuple basque français va y voir l'occasion d'affirmer une véritable revendication nationale. Enfin, l'indifférence de l'Etat français eu égard la culture basque sera également un facteur prédisposant une revendication forte de la part des basques. Plusieurs projets de lois seront déposés en faveur de l'enseignement de l'*euskara* sans que l'Etat ne s'en préoccupe, faisant dire à Goyhenetche³, cofondateur du journal *Aintzina*, « la France est le pays d'Europe et peut-être du monde qui réserve le pire traitement aux langues et cultures régionales ou tout simplement il les ignore après les avoir féroceement combattues. »

Cette prise de conscience longue mais certaine d'une unité basque va mener à une structuration véritable du nationalisme basque en France.

1.1.2 La mise en place d'un véritable mouvement nationaliste en *Iparralde*

Alors que le régime franquiste, reconnu par un certain nombre d'Etats de l'Occident, fit plonger le nationalisme basque dans une sorte de léthargie profonde où

³ Tel que cité par Eguzki Urteaga, « La question basque en France », 2004, Les essentiels Milan, p.13.

les aînés du PNV ne savaient plus à quoi s'en tenir, jouant alors un « rôle purement décoratif » (Garmendia, 2002, p.175) dans le paysage politique espagnol, en France, ce nationalisme basque, même s'il se développe plus tardivement et plus lentement, va commencer à vraiment se structurer et s'amplifier.

En effet, une partie de la population, opposée à la perte des valeurs traditionnalistes et poussée par l'idéologie d'*Aintzina* de Pierre Lafitte va se tourner vers un nationalisme, un « *abertzalisme* », à l'image des « frères du sud » (Izquierdo, 2001, p.122). Tout va partir d'étudiants basques de Bordeaux qui, supportant mal les changements politiques et économiques s'opérant à cette période et surtout les conséquences pour le peuple basque, vont s'organiser en association, connue sous le nom d'*Embata*, qui à sa date de création en 1953 ne comptait que peu de membres préoccupés principalement par des aspects culturels et « surtout festifs » (Vrignon, 1999, p.22). Mais, petit à petit, plusieurs personnes, intéressées par la redécouverte de leur culture, par « un retour à un passé mythifié » (Izquierdo, 2001, p.123) vont venir gonfler les rangs de cette association qui prendra ensuite un tournant plus politique apportant une réelle revendication nationaliste.

Ainsi, le 15 avril 1963 va apparaître au sein du paysage politique basque la formation *Enbata* : cinq cents personnes vont se rassembler pour fêter l'*Aberrri Eguna*⁴ (Jour de la Patrie) avec notamment la présence de membres dirigeants du PNV et d'ETA, des représentants de divers mouvements nationalistes (catalans,

⁴ Le premier *Aberrri Eguna* eut lieu en 1932 à Bilbao et fut organisé par le PNV. Sous le régime de Franco il fut totalement interdit et en 1963 c'est le premier *Aberrri Eguna* en *Iparralde*. Aujourd'hui encore cette tradition se perpétue.

bretons, occitans et même québécois) et la Charte d'Itxassou va alors être signée (Urteaga, 2007). Selon cette Charte, *Enbata* revendique :

« la création d'un département basque comprenant les trois provinces de la Soule, de Basse-Navarre et du Labourd, département qui jouira d'un Statut de la langue basque. Puis, dans un deuxième temps, dans le cadre de l'Europe Unie, elle demande d'être rattachée à une région politiquement, administrativement et culturellement autonome, rassemblant les sept provinces basques, et fédérée aux autres entités européennes. » (Chaussier, 1996, p.37)⁵

Enbata va alors baser son action sur le soutien aux réfugiés politiques basques qui fuient le régime de Franco, elle va faire un travail d'information auprès du grand public, notamment sur la torture pratiquée par la police espagnole et elle va se présenter aux élections législatives en 1967 et 1968 (Urteaga, 2004).

Parallèlement, la France adoptera « une politique relativement bienveillante » à l'égard de Franco même si elle tolérera à côté de cela la présence du gouvernement basque alors en exil à Paris (Davant, 2008, p.34). Ainsi, l'autre lutte que va mener *Enbata* sera la dénonciation de la politique « collaborationniste » de la France amorçant dès lors un « long combat anti-répressif » pour l'appareil *abertzale* (Vrignon, 1999, p.22). Mais le mouvement va rapidement s'essouffler pour être dissous en 1974 pour cause de collaboration présumée avec ETA (Izquierdo, 2001).

D'autres partis politiques vont alors se créer par la suite mais sans jamais trouver une cohésion réelle engendrant alors un éclatement des *abertzale* sur la scène politique française, ne leur permettant pas de jouer un rôle important sur « le marché politique basque » (Izquierdo, 2001, p.132).

⁵ Jen Daniel Chaussier, « Quel territoire pour le pays basque ? », Paris, Editions L'Harmattan, 1996, tel que cité dans Izquierdo, 2001, p.124.

Toutefois, cette répression de l'Etat français vis-à-vis d'*Enbata* va conduire à la radicalisation de certains membres (Vrignon, 1999) qui mécontents de l'inefficacité de la voie électorale vont commencer à avoir des revendications plus affirmées et extrêmes.

1.1.3 Vers une radicalisation du nationalisme...

Tout comme l'émergence du mouvement nationaliste basque lui-même, son développement vers une radicalisation toujours plus grande va commencer dans le sud pour se prolonger par la suite au nord.

Le symbole le plus médiatique mais également le plus emblématique d'une lutte radicalisée pour l'indépendance du Pays basque est encore aujourd'hui le mouvement ETA en *Hegoalde*. Malgré un manque d'organisation interne et des débuts marqués par de simples inscriptions sur les murs, cette organisation va rapidement choisir d'affronter le régime franquiste par les armes. Les premiers pas d'ETA vers une violence toujours plus élevée vont commencer en 1961 et dureront jusqu'à nos jours. Son histoire sera empreinte de nombreux rebondissements mais aussi d'un grand paradoxe encore aujourd'hui difficile à appréhender. En effet, si ETA, à son commencement, bénéficie d'un large soutien populaire et « d'une sympathie indéniable » de la part de l'opinion européenne, notamment avec le procès de Burgos⁶, et parce que « tout ce qui affaiblit le fascisme à la mode hispanique est le

⁶ Le procès de Burgos en 1970 -relatif à l'assassinat en 1968 de Melitón Manzanas, chef de la police d'Irún, revendiqué par ETA- va voir seize personnes jugées dont six seront condamnées à mort par le régime de Franco qui sous la pression internationale va commuer ces peines de mort en peines de prison.

bienvenu » (Chalvidant, 2003, p.9), il en sera autrement après la transition démocratique survenant quelques temps après la mort de Franco en 1975. L'appui de la population va laisser place à une grande incompréhension puisque le nouveau gouvernement espagnol va entamer un processus d'autonomie pour les régions amenant l'*Euskadi* à être constitué en Communauté autonome⁷ au sein de l'Etat espagnol mais pourtant il ne faudra pas y voir l'abandon de la lutte par l'ETA ; au contraire, l'organisation va tuer bien plus de personnes sous le régime démocratique que sous le régime de Franco.

Cependant, « l'espoir généré par l'expérience de la lutte armée pratiquée par ETA qui ouvre de nouveaux horizons dans le combat pour accéder à l'indépendance [...] » (Urteaga, 2004, p.24) va rayonner en *Iparralde* et en 1970, la naissance d'*Iparretarrak* (IK, littéralement « Ceux d'ETA du Nord ») retiendra l'attention au milieu de l'abondance de groupuscules prêt à reprendre le flambeau de la lutte (Moruzzi, Boulaert, 1988, p.46). Les objectifs sont posés clairement dès le départ et IK souhaite:

« l'accession à une véritable autonomie pour le Pays basque français, prévoyant notamment : l'officialisation de la langue basque ; la création d'institutions politiques, civiles, économiques et culturelles propres ; la reconnaissance et ultérieurement la mise en pratique de droit à l'autodétermination ; le retrait des forces de l'ordre ainsi que l'amnistie des prisonniers politiques ; et la possibilité pour le Pays basque français

⁷ L'autonomie accordée à la communauté autonome basque au sein de l'Etat espagnol sera la plus large pour une région en Europe. Ainsi, elle va avoir son propre Parlement, elle va gérer ses propres finances, le drapeau basque va être reconnu, la langue aussi et cela ira jusqu'à l'acquisition de sa propre police.

La CAPV regroupe trois provinces du Pays basque espagnol : l'Alava, la Biscaye et le Guipuzcoa, mais la Navarre n'en fait pas partie puisque lors de la transition démocratique elle s'est constituée seule en communauté autonome.

d'établir tous les liens qu'il souhaite avec le Pays basque espagnol. »
(Urteaga, 2004, p.24).

La première action d'IK en 1973, l'action de Banka, va consister en la séquestration du directeur d'un centre médico-pédagogique où un conflit social est en train d'éclater avec le personnel. Tous les documents comptables seront volés afin de les divulguer par l'intermédiaire d'*Enbata*, avant qu'IK ne crée par la suite sa propre revue clandestine *Ildo* (Sillon).

Pour IK, le message est clair, « [...] si nous voulons nos droits, si nous voulons notre liberté, nous n'avons qu'un chemin : LA LUTTE. Désormais, nous ne nous tairons pas, nous ne nous arrêterons pas [...] » (Moruzzi, Boulaert, 1988, p.51)⁸.

Moruzzi et Boulaert (1988, p.51) parleront alors du « point de départ de quinze ans de terrorisme basque 'à la française' ». En effet, IK va s'en prendre à tout ce qui représente l'Etat français ou les pouvoirs économiques responsables tels des préfectures, des syndicats d'initiatives, des gendarmeries et bien d'autres locaux emblématiques. Ce seront des attaques par jet de cocktail Molotov ou par explosif, sans oublier les inscriptions tagguées sur l'ensemble des murs des villes du Pays basque français.

Les premières victimes de cette violence, en 1980, vont être des militants eux-mêmes qui, lors de la manipulation d'une bombe, vont se faire exploser : il s'agit de Txomin et Ramuntxo qui seront à jamais les visages historiques de la lutte qu'a choisi de mener IK :

⁸ Reprenant un communiqué d'IK publié dans *Ildo*.

« Txomin et Ramuntxo, en choisissant la lutte armée, avaient tout donné pour Euskadi. Ce sont les deux premiers militants d'Euskadi Nord qui tombent pour sa libération. Leur sacrifice ne sera pas vain, il sera le symbole de notre radicalisation pour continuer la lutte. »⁹

En mars 1982, deux autres victimes de cette violence tomberont sous les balles de pistolets-mitrailleurs. Il s'agira de deux CRS en patrouille mais surtout, il s'agira des premières « morts d'hommes » attribuables au nationalisme basque français. La France va alors se réveiller en état de choc mais IK ne revendiquera jamais ces assassinats et campera toujours sur ses positions malgré le fait que la justice française en ait attribué la responsabilité à Filipe Bidart, alors chef d'IK.

Ce ne sera pas le seul attentat tuant des victimes : août 1983, un gendarme va être tué côté Pays basque français, au cours d'un contrôle de routine ; juin 1987 un agent de la Police des Airs et des Frontières est tué ainsi qu'une militante, Maddi Hegi, tous les deux happés par un train ; août 1987, même situation, un gendarme est tué. Les actions d'IK seront encore revendiquées jusqu'en 2000 mais depuis lors, la population française et le peuple basque français n'en entendent plus parler. IK aura à son compte 106 attentats entre 1973 et 1988 et 155 entre 1989 et 2000 (Loyer, 2003)¹⁰.

A l'heure actuelle, le Pays basque français est touché par ce qu'on appelle la *kale borroka* (guérilla urbaine), un mouvement dans lequel évoluent les jeunes prêts à prendre la relève pour une lutte toujours présente. Les tags, les jets de cocktails Molotov sur des bâtiments touristiques ou même tout matériel urbain, la distribution

⁹ Tel que cité dans Vrignon Bixente, 2007, p.95.

¹⁰ Se rapportant aux chiffres du ministère de l'Intérieur.

de tracts pour la lutte pour l'indépendance, les manifestations, tels sont leurs modes d'action. Loyer et Aguerre (2008) constatent même une recrudescence depuis 2006 du nombre d'attentats à l'explosif avec un « pic spectaculaire » en 2007 de 37 attentats ou tentatives d'attentats dont 20 revendiqués par des groupuscules radicaux.

Bien que très souvent l'*Iparralde* soit laissé de côté dès qu'il s'agit de concevoir le nationalisme basque, il n'en demeure pas moins que c'est le Pays basque dans son ensemble qui est pris dans une véritable tourmente qui ne cesse tous les jours d'inquiéter les gouvernements français et espagnol mais surtout la population sur les deux territoires. L'indépendance du Pays basque et le regroupement des sept provinces « *Zazpiak Bat* » est le but ultime, « unique et obsessionnel » (Chalvidant, 2003, p.10) de la lutte actuelle.

1.2 Problématique

Nous voyons avec ce rapide aperçu du nationalisme basque la grande complexité de la situation tant au niveau historique que culturel, social ou bien politique. L'histoire montre que ce nationalisme ne s'est manifesté ni au même moment ni de la même manière en France et en Espagne. En effet, la situation des basques en France a pendant longtemps été très largement tributaire de ce qu'il se passait du côté des basques espagnols et même si la France a connu des heures sombres et un climat de terreur avec quelques années d'attentats, le niveau de violence sur le sol français n'a jamais été comparable avec celui qui sévit en sol hispanique. Mais pourquoi, à partir de la mise en place de la démocratie en Espagne une telle différence de niveau de

violence est-elle constatée ? Pourquoi avons-nous une violence exacerbée d'un côté et une violence quasi inexistante de l'autre ?

L'enchevêtrement des faits, les différends entre de nombreuses parties, les idéologies qui s'opposent, et surtout le fait que le conflit se situe sur deux territoires distincts sont autant de facteurs à prendre en compte pour une bonne compréhension du sujet mais sont aussi très difficiles à appréhender et à analyser.

Pourtant, la littérature portant sur le Pays basque et le nationalisme en particulier offre un cadre d'analyse bien approprié pour cela, consistant en une approche géopolitique de la situation. Selon Lacoste (1995), la géopolitique est un « savoir-penser l'espace terrestre et les luttes qui s'y déroulent ». Il s'agit donc d'analyser les rivalités de pouvoirs sur des territoires afin d'approcher les divers problèmes qui s'y trouvent tout en présentant les différents points de vue des acteurs entrant en jeu dans la situation actuelle.

C'est ainsi que Loyer (1997, 2003) et Izquierdo (2004) nous ont offert cette longue et méticuleuse analyse pour le Pays basque. Loyer (1997) va faire une étude assez complète prenant en compte tant des phénomènes démographiques, linguistiques qu'historiques, ou politiques... pour essayer de comprendre le conflit qui se déroule dans cet espace relativement restreint. Ainsi, elle se placera à différents niveaux d'analyse pour appréhender l'ensemble de la question basque soit le monde et l'Europe, l'Espagne, le Pays basque (avec la Navarre et l'*Iparralde*) et enfin la communauté autonome basque elle-même. Cette étude permettra de mieux nous faire percevoir les antagonismes des uns par rapport aux autres, les enjeux qui se jouent

dans les luttes de pouvoirs et une partie sera également consacrée à la géographie de la violence nationaliste basque. En effet, les lignes explicatives de la violence feront appel, selon Loyer, à des « questions idéologiques, aux graves problèmes posés par la crise industrielle ou aux explications puisées dans le long temps » ou sinon à plus grande échelle, ce sera le résultat de « concours de circonstances particuliers et de l'existence [...] de groupes actifs et organisés » (1997, p.346). Ainsi, Loyer va englober beaucoup de notions se rapportant au nationalisme basque mais dans cette étude elle ne se basera principalement qu'au territoire espagnol ne faisant que très peu cas de la situation qui a lieu en *Iparralde* et la question de la violence ne sera abordée qu'avec de larges explications. Or, comme nous l'avons vu dans la mise en contexte du nationalisme basque, le Pays basque sud est certes à l'initiative d'un large mouvement mais il n'en demeure pas moins que le Pays basque nord joue lui aussi un rôle et il ne faudrait donc pas négliger cette situation afin d'appréhender au mieux le phénomène du nationalisme basque.

Loyer avec Aguerre (2003) abordent ensuite un peu plus la situation en *Iparralde* et bien qu'ils s'interrogent avant tout sur l'existence encore actuelle de l'ETA malgré un processus démocratique engagé depuis la mort de Franco par l'Espagne, ils soulèvent aussi un point très intéressant, à savoir « l'apparente tranquillité » de la société basque française (p.133). Constatant que ETA a toujours pu se mouvoir sans difficulté au Pays basque nord mais également qu'une certaine violence frappait le territoire, ils vont alors s'intéresser aux personnes qui constituent les nationalistes basques français radicaux en cherchant à savoir d'où ils viennent, comment ils sont structurés et quelles sont leur revendications. Cette analyse de géopolitique interne

nous apporte alors quelques éléments de réflexions sur la violence observée en Pays basque nord.

Izquierdo (2004) nous permet de mieux cerner la différence de situation en France et en Espagne et apporte donc un bon complément aux analyses de Loyer. Il envisage le nationalisme basque non pas comme une entité mais comme deux réalités nationalistes différentes de par « les espaces politiques et institutionnels dans lesquels [elles] s'expriment » (p.47). Selon lui, les particularités historiques des Etats français et espagnol dans lesquels se manifestent ces nationalismes basques engendrent de ce fait des différences dans les modes d'expression. Il y a donc, d'un côté, un Etat espagnol qui dans la difficile construction d'un « nationalisme 'national' » (p.49) explique l'essor de nationalismes périphériques dont le nationalisme basque, et d'un autre côté, l'Etat français qui en tant que véritable modèle d'Etat-nation a réussi « à garder sous son contrôle l'ensemble 'national' » (p.51). Nous avons alors un Etat espagnol qui, ne réussissant pas à atteindre l'idéologie centralisatrice républicaine de la France, va laisser s'exprimer un certain régionalisme pendant que de l'autre côté l'Etat français va s'employer à homogénéiser la culture nationale (entendre par là française) ne laissant place à aucune forme de diversités régionales.

Cependant, si nous suivons ce raisonnement et dans la logique d'une lutte pour la reconnaissance d'un peuple et d'un territoire et son indépendance telles que prônées par certains nationalistes basques, nous devrions nous attendre à constater une violence plus importante sur le territoire français que sur le sol espagnol. En effet, l'Etat français avec la Constitution française de 1958 ne laisse aucune place à

quelque régionalisme que ce soit en ayant fait tomber progressivement, mais depuis longtemps, les cadres juridiques locaux au profit d'un seul droit français, en ne reconnaissant à la République qu'un drapeau : le tricolore bleu, blanc, rouge, et qu'une seule langue : le français, reléguant dès lors les langues régionales au patrimoine culturel français. *A contrario*, l'Etat espagnol, dans sa Constitution de 1978, met en place une organisation territoriale décentralisée avec les communautés autonomes (indépendantes au niveau législatif et exécutif mais pas judiciaire) et co-officialise également les diverses langues régionales avec l'espagnol. Les barrières seraient donc plus grandes en France pour faire accepter la reconnaissance d'un territoire et d'un peuple distincts amenant alors une lutte plus difficile et peut-être donc plus violente. Mais pourtant il n'en est rien. La violence entourant le nationalisme basque en France est pour certains insignifiante voire inexistante alors que nous nous retrouvons sur le sol hispanique avec une violence atteignant son paroxysme.

La géopolitique nous aide alors à comprendre, grâce aux diverses rivalités de pouvoirs qui entrent en jeu, la genèse du nationalisme basque ; elle nous permet de comprendre le régime franquiste, le développement et la mise en place d'un difficile Etat espagnol démocratique qui n'a jamais réussi à instaurer un gouvernement centralisé contrairement à un Etat français très rapidement constitué en République centralisatrice; elle permet d'appréhender aussi un peu mieux la question de savoir pourquoi et comment un mouvement comme ETA existe encore après la transition démocratique effectuée, comment l'organisation se structure, quelles sont les accords et désaccords qui permettent son développement ; elle met en relief une violence

moins importante en France mais bien existante et nous renseigne alors sur les acteurs qui prennent partie à la lutte ; cependant, elle ne fait aucun état de la différence de formes de violence entre le nord et le sud et ne s'interroge en rien sur des facteurs pouvant expliquer cette situation.

En effet, la mise en situation du nationalisme basque dans notre première section nous montre clairement des types de violence bien différents entre l'*Iparralde* et l'*Hegoalde*, pourtant les analyses géopolitiques précédentes ne soulèvent pas ce point qui paraît pour le moins essentiel à analyser, et Loyer et Aguerre (2003) considèrent même les faits de violence en France comme une « lutte terroriste » au même titre que celle qui agit en Espagne. Or, comme vu précédemment, nous avons, d'un côté sur le sol espagnol, ETA qui emploie une véritable lutte armée, c'est-à-dire une violence à la fois physique (personnes cibles, victimes d'attentats...), matérielle (cocktails Molotov, incendies...) mais également psychologique (impôt révolutionnaire¹¹, menaces...) et cela depuis plus de trente ans maintenant¹² ; et d'un autre côté, sur le sol français, bien qu'il y ait eu des morts à ne surtout pas minimiser, IK n'a jamais eu pour objectif de cibler des personnes dans le but de les assassiner puisque les morts qui surviennent seront soit des militants eux-mêmes, soit des policiers et gendarmes tués dans le cadre de leurs fonctions au cours d'arrestations ou de contrôles de routine, l'organisation s'employant plutôt à une violence principalement matérielle. Encore aujourd'hui, la violence de la *kale borroka* en

¹¹ L'impôt révolutionnaire est un moyen d'extorsion utilisé pour financer l'organisation séparatiste basque.

¹² Nous mettons de côté la période franquiste pendant laquelle le soulèvement de l'organisation ETA pouvait être justifié en raison du régime dictatorial lui-même.

Iparralde est une violence avec des objectifs matériels précis et déterminés mais jamais il n'a été question et il n'est encore question d'objectifs humains. Loyer et Aguerre (2003) en décrivant les individus prenant part à ces manifestations de violence dénombrent beaucoup d'« isolés » n'intervenant principalement qu'après une sortie un peu arrosée mais soulève une situation « beaucoup plus sérieu[se], voire inquiétant[e] » avec d'autres groupes plus organisés (p.134). Seulement, même si certains groupes présentent des organisations plus structurés que d'autres, il n'en reste pas moins qu'en *Iparralde* la violence utilisée n'est pas la même que celle qui intervient en *Hegoalde*. Pourquoi alors une telle différence dans les manifestations de la violence ? Des facteurs extérieurs aux organisations et aux structures mêmes des groupes entrent-ils en compte pour expliquer un tel phénomène ?

Ces questionnements nous amènent moins à analyser le conflit basque en s'interrogeant sur ses causes, comme ont pu nous l'apporter des analyses géopolitiques telles que déployées par Loyer ou Izquierdo, qu'à véritablement comprendre un mode spécifique d'affirmation politique (Braud, 1993). C'est donc sur la définition même de violence politique qu'il faut s'interroger pour comprendre plus précisément notre problématique.

1.3 La sociologie politique comme cadre d'analyse

La définition même du terme de violence est bien délicate à aborder et à conceptualiser. En effet, comme nous le rappelle Philippe Braud (2007) « la violence fait l'objet de définitions multiples, d'où le jugement de valeur est rarement absent ». Michaud (2004, p.65) ajoutera que ce terme prendra une « signification variable selon

les normes de référence utilisées ». Braud nous incite alors à nous détacher et à éviter le piège du « nominalisme » puisque qualifier des faits comme violents est déjà un « enjeu politique » en soi. Il nous confronte au fait que, généralement, une tendance se dégage à ne qualifier de violents les seuls comportements jugés illégitimes, réservant dès lors aux autres « l'emploi d'un lexique euphémisant : coercition, contrainte, force, etc. ... » (1993, p.13). Cependant, pour comprendre un « mode spécifique d'affirmation de la violence », il est nécessaire, selon lui, d'apprécier à la fois la violence exercée par le pouvoir d'Etat, celle qu'il régule et celle qui se dirige contre lui. Dès lors, il retient la définition de violence politique proposée par Nieburg¹³ qui consiste en :

« Des actes de désorganisation, destruction, blessures, dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution, et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social. »

Une telle définition offre alors l'avantage d'intégrer la violence de toutes les parties en présence et donc d'envisager la violence comme un « processus interactif », mais elle met également de l'avant l'utilisation de la violence comme un moyen de négociation jouant un rôle stratégique (Fillieule, 1993, p.273). Nous en arrivons sur ce point à distinguer une violence colérique d'une violence instrumentale. Une violence colérique sera caractérisée par une libération d'agressivité soudaine, Braud (1993) mettant alors en avant les théories de la frustration relative de Berkowitz reprises et approfondies par la suite par Gurr ainsi

¹³ Nieburg, « Political violence. The Behavioral Process », New York, St Martin's Press, 1969, p.13, tel que cité par Braud, 1993, p.17.

que les théories portant sur les mécanismes culturels de l'apprentissage et de la valorisation d'attitudes agressives comme développées par Bandura¹⁴. Toutefois, cette violence colérique sera l'apanage pour lui des pratiques protestataires. La violence instrumentale sera bien différente, en revanche, puisqu'elle s'inscrira dans une logique de calcul et d'efficacité en vue d'objectif précis. Cette violence caractérisera dès lors la coercition d'Etat mais elle sera également une ressource pour certaines organisations afin de s'insérer dans le jeu politique.

En outre, Braud (2007) soulève aussi le fait que le concept de violence politique est le plus souvent définie comme une violence physique, selon lui d'ailleurs par simple « avantage méthodologique » permettant ainsi de faciliter pour les chercheurs son « identification empirique puisqu'elle laisse des traces perceptibles ». Il dénonce alors l'inconvénient majeur sur « un plan intellectuel » de ne pas associer « la dimension émotionnelle et psychologique qui s'attache indissociablement à toute violence physique, même mineure ». Au-delà du simple concept de violence psychologique, il nous amène sur le concept de violence symbolique.

¹⁴ Pour plus d'informations sur ces théories, se référer à Braud, « La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. », 1993, p.29.

Le concept de violence symbolique a été théorisé par Bourdieu et Passeron (1970) dans leur analyse de reproduction des hiérarchies sociales. Il sera par la suite développé par Bourdieu dans nombre de ses ouvrages.

Cette violence symbolique fait référence à une « violence douce, invisible, méconnue comme telle, choisie autant que subie... » (Bourdieu, 1980, p.219). Nous sommes dans une situation où un groupe social déterminé impose une domination sur un autre afin de garantir l'ordre existant, avec toutefois, cet assujettissement méconnu et non reconnu comme tel par les dominés. Il s'agit alors d'un processus de soumission perçu comme légitime par les dominés et permettant de maintenir les hiérarchies sociales, non par manipulation mais par croyance collective. Ce mécanisme de domination sera dissimulé car pleinement intériorisé par les dominés et ce sera donc le rôle du sociologue que de le dévoiler. Bourdieu conçoit alors la domination comme « un processus d'inculcation d'une infériorité identitaire ». Toutefois, Braud, loin de désapprouver l'approche de Bourdieu, regrette quand même l'absence d'un critère décisif dans la « définition opératoire de la violence symbolique » : « le critère de la souffrance vécue et perçue par la victime. » (2003, p.34, 2007). Ainsi, la violence n'aura de sens qu'à travers les yeux de la victime, à travers son point de vue, même et surtout subjectif, et elle ne sera réelle que dans le bouleversement psychologique qu'elle induit. « Ce qui autorise à rassembler sous le concept unique de violence des actes qui ont une matérialisation physique et d'autres qui n'en ont pas, c'est donc la souffrance subjective de celui qui subit. » (Braud, 2003, p.35).

Braud (2007) retiendra dès lors que :

« La violence est symbolique en ce sens que le dommage causé opère au niveau identitaire, c'est-à-dire affecte, de manière dépréciative des représentations de soi. Associée ou non à une violence physique, toute violence symbolique entraîne la perception, éphémère ou durable, d'une humiliation, d'une fragilité et d'une impuissance. »

De plus, ce dernier évoque le fait que s'il n'existe jamais de violence physique sans violence symbolique, l'inverse n'est pas pour autant vrai. En effet, la violence symbolique peut émerger sans que des atteintes physiques ou matérielles ne soient portées. Il met aussi, en liens « étroits et complexes », « l'intensité de la violence subie et la probabilité d'émergence de la violence physique » (Braud, 2008, p.495). Néanmoins, pour que cette violence symbolique soit reconnue comme violence politique, il faut qu'il y ait une « perception collective, mobilisatrices de réponses également collectives » (Braud, 2007).

Le constat qui s'impose finalement est le fait que la violence politique ne va pas se réduire à de simples faits objectifs (violence physique et matérielle), au contraire, elle prendra tout son sens au travers des perceptions subjectives (violence symbolique), « socialement construites » (Braud, 2007).

Crettiez (1999) va d'ailleurs développer ce concept de violence symbolique appliqué au cas de l'ETA. Il parlera alors de violence symbolique subie comme mode de légitimation de la violence politique exercée. En ce sens, il soulèvera le fait que l'Etat espagnol, dans son refus de l'expression culturelle basque et sa stigmatisation de l'identité basque, va justifier pour les nationalistes une violence réactive.

Ainsi, au travers de cette recension de littérature, nous avons vu que la question basque était pour le moins complexe faisant intervenir nombres de parties au

conflit et s'étalant également sur deux territoires à l'histoire institutionnelle bien différente. De plus, la littérature s'intéressant au sujet du nationalisme basque a montré certaines limites, notamment en ce qui concerne la compréhension d'une violence exacerbée d'un côté et beaucoup plus modérée de l'autre, et elle s'est également principalement intéressée aussi au seul versant espagnol délaissant alors quelque peu l'*Iparralde*.

L'objectif général de notre recherche qui est de comprendre pourquoi le nationalisme basque sur le territoire français apparaît moins violent que sur le sol espagnol va se décomposer alors en deux objectifs spécifiques :

1. Tout d'abord, au vu des peu nombreuses recherches sur le nationalisme basque côté français et notamment auprès de la population et en ce qui concerne la violence, il faut se demander s'il existe un retentissement avéré de ce phénomène sur la population basque française ou si au contraire rien n'indique qu'il faille aller voir de ce côté-ci.

Notre premier objectif spécifique va alors se décomposer en deux analyses :

- la première analyse sera de voir si le nationalisme basque connaît un certain dynamisme, une certaine intensité auprès de la population basque française ;
- la seconde analyse sera de confronter cet éventuel « sentiment » nationaliste basque avec les différents faits violents entourant le nationalisme afin de voir s'il existe une éventuelle corrélation entre cette violence et l'opinion de la population basque française.

2. Une fois ce premier objectif spécifique opéré et au vu des résultats obtenus, il faudra aller à la rencontre des « perceptions subjectives » pour comprendre dans sa globalité la violence politique et donc demander directement à la population basque française son point de vue et son expérience puisque cette dernière est au cœur de l'enjeu politique qui se joue pour le Pays basque mais surtout, elle reste la première spectatrice et victime de la violence qui s'y manifeste.

Chapitre 2 :

Méthodologie

Au regard de nos objectifs spécifiques et afin de satisfaire au mieux à ces derniers, une analyse qualitative est pleinement motivée.

Ce choix méthodologique est fait selon nos questions posées et l'objet à connaître et non selon une approche méthodologique préférentielle. Comme nous le rappelle Deslauriers (1999, p.6), « une méthodologie est utile pourvu qu'elle soit adaptée à son objet, non à cause de ses qualités intrinsèques. » En effet, nous nous plaçons bien loin de l'éternel débat entourant la dualité quantitatif / qualitatif, préférant une complémentarité des méthodologies, dès lors que c'est envisageable, afin de comprendre plus précisément les phénomènes sociaux étudiés, la plupart du temps définis par une très grande difficulté.

Nous voulons donc éviter, selon l'implacable expression de Bourdieu (1992)¹⁵, un certain « fétichisme méthodologique », étant en accord avec lui lorsqu'il rappelle que c'est un obstacle au progrès de la connaissance.

Nous nous positionnons dès lors près du « pragmatisme méthodologique » de Becker (1993)¹⁶ qui, loin de concevoir le qualitatif et le quantitatif en termes d'opposition, met à jour une différence entre les méthodes provenant plus du questionnement de départ : l'une va chercher à comprendre la particularité des événements ou situations pendant que l'autre va suggérer des lois générales du comportement (Groulx, 1997).

« Les faiblesses d'une méthode sont souvent la force d'une autre, en combinant méthodes, observations on peut atteindre le meilleur de chaque, tout en dépassant leurs déficiences particulières. » (Denzin, 1989, p.117).¹⁷

¹⁵ Tel que cité par Lionel H. Groulx, « Querelles autour des méthodes », *Socio-anthropologie*, n°2, 1997.

¹⁶ Becker H. "The Epistemology of Qualitative Research", Oakland, McArthur Foundation, 1993, idem.

¹⁷ Ibid.

Notre questionnement d'étude nous a donc amené à choisir la méthodologie qualitative, mais il reste encore à déterminer au sein de cette dernière les méthodes de production de données et d'analyses envisagées. En effet, un travail de recherche peut requérir une ou plusieurs méthodes qualitatives.

En l'espèce, nous avons deux objectifs spécifiques distincts mais complémentaires. Aussi, nous plaçons notre étude à un niveau d'observation de type macro-microsociologique, étudiant en premier lieu les « grandes tendances » du nationalisme basque pour ensuite étudier en détail leurs manifestations au regard de la violence (Demuth et Demuth, 2007).

Cette distinction d'analyses à des niveaux différents ne nous paraît pas être un « anarchisme de recherche » (Cipriani, 2009, p.4) mais au contraire nous l'envisageons comme la meilleure démarche pour notre étude afin d'appréhender le plus intégralement possible la réalité des choses.

Dans cette partie, nous allons donc détailler les méthodes qualitatives considérées pour répondre à chacun de nos objectifs spécifiques dans le but final d'apporter une analyse complète sur notre objectif principal.

2.1 Sentiment nationaliste basque et violence

Notre premier objectif spécifique va s'opérer en deux temps, mais nous utiliserons la même technique de collecte de données pour les analyses.

2.1.1 Sentiment nationaliste basque en France et en Espagne ?

Pour notre premier objectif spécifique, nous cherchons à voir, dans une première analyse, s'il ressort un certain « sentiment » nationaliste basque en France, et notamment auprès de la population basque française.

Il s'avèrera également opportun de le mettre par la suite en relation avec ce qu'il se passe côté espagnol pour envisager la réalité du phénomène, puisque nous avons vu grâce à la recension des écrits que de ce côté-ci de la frontière, le nationalisme basque était plus prégnant et se manifestait beaucoup plus.

Pour cela, nous allons procéder à une analyse documentaire, nous permettant comme nous le rappelle Cellard (1997, p.251)¹⁸ d'ajouter la « dimension temps » à la compréhension de notre sujet. Il nous explique alors, citant Tremblay (1968, p.284), que le document va nous permettre d'effectuer une « coupe longitudinale » avantageant alors l'observation d'un « processus de maturation ou d'évolution » de comportements, de pratiques ou même de groupes.

Les sources documentaires que nous allons retenir pour cette première analyse devront porter sur l'opinion publique basque française quant au nationalisme basque. Cependant, nous savons que l'opinion publique est un sujet contesté des sciences sociales. C'est un champ d'investigation large mais qui procure peu de certitudes dans ce domaine (Lazar, 1995). Or comme l'écrivit Tarde¹⁹, « l'opinion est au public ce que l'âme est au corps. »

¹⁸ Dans Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer et Pires, 1997.

¹⁹ Tel que cité par Stoetzel, 2006.

Ainsi, il apparaît que l'opinion publique est « incontestablement une force sociale puissante avec laquelle nulle autorité, nulle institution ne peuvent se dispenser de compter. » (Stoetzel, 2006, p.10).

Bien que certains sociologues, tels que Ross (1920), ou Bogardus (1934)²⁰ aient émis de sérieux doutes quant à la validité des outils utilisés pour rechercher l'opinion publique, voyant alors une « limitation [...] dans l'inconstance, l'incompétence, l'instabilité, la superficialité, et surtout la facilité avec laquelle elle peut être manipulée », il n'en demeure pas moins qu'elle peut nous apporter une vision éclairée sur une problématique à un moment donné.

Ainsi, il sera effectivement nécessaire de multiplier la recherche de l'opinion sur une problématique à divers moments, en ce sens qu'elle apparaît comme « un processus social qui s'articule dans le temps. » (Lazar, 1995, p.3).

Après avoir passé en revue nombre d'archives, journaux, périodiques et travaux relatifs à notre sujet, nous en sommes arrivés à la conclusion que rien ou presque rien n'avait été écrit sur l'opinion publique de la population basque française quant au nationalisme basque, ou du moins tel que nous le cherchions. En effet, nous nous sommes concentrés dès le départ à trouver des sondages d'opinion s'intéressant à l'opinion de la population basque française sans même explorer d'autres pistes. Mais après mûres réflexions, nous en sommes arrivés à considérer les résultats électoraux comme le reflet de l'expression volontaire d'une population. Ainsi, selon

²⁰ Op.cit. Stoetzel, p.10.

Lazar (1995, p.25), « le vote est considéré comme une expression claire de l'opinion et cet acte est traité même comme une forme de participation au débat public. »

Nous avons alors cherché pour la France les résultats aux élections législatives et régionales. Les élections législatives permettent d'élire les députés siégeant à l'Assemblée Nationale qui auront pour rôle de discuter et de voter les lois françaises. Les élections régionales permettent d'élire les conseillers régionaux qui vont siéger au Conseil Régional et qui auront pour rôle de gérer les affaires des Régions.

Ensuite, nous avons choisi d'utiliser les votes *abertzale* exprimés pour les différentes élections citées car c'est à travers les partis politiques de cette tendance que nous allons pouvoir évaluer un éventuel soutien ou non de la part du peuple basque français. En effet, ces différents acteurs nationalistes basques vont être le reflet de l'opinion de l'électorat basque. Les résultats obtenus mélangent tous les partis nationalistes basques sans distinction dans leur tendance, ce qui sera suffisant pour notre première analyse mais nous verrons par la suite qu'il sera nécessaire de les différencier.

Nous avons obtenus les pourcentages des votes *abertzale* aux diverses élections grâce, principalement, à la recension faite par Izquierdo en 2001 à laquelle nous avons ajouté certains chiffres trouvés dans les documents de certaines organisations politiques ou même les travaux d'autres auteurs tel Loyer (1998) ou Massey (2010) afin de compléter et corroborer au mieux ces résultats.

Pour l'Espagne, et en vue d'un rapprochement avec la France, nous avons les résultats aux élections générales (G) permettant d'élire les représentants aux *Cortes Generales* dont le rôle est comparable à l'Assemblée Nationale française ; et les résultats aux élections régionales (R) permettant de former le Parlement régional dirigeant les affaires de la Région dans laquelle il est élu.

Comme vu précédemment, les votes *abertzale* ne sont également ici aucunement différencier selon les tendances des divers partis politiques mais pris dans leur ensemble. Les résultats pour ce côté-ci ont été obtenus grâce au recensement effectué par Basnier en 2002 avec des compléments trouvés dans Massey (2010).

Pour analyser les résultats de notre étude, nous allons détailler les votes *abertzale* en France et en Espagne sous forme de graphiques. Le premier graphique (Graphique 1) présentera les résultats aux élections législatives –ou générales- en France et en Espagne et le second (Graphique 2) exposera ceux pour les élections régionales –ou autonomes- dans les deux pays.

Ces deux premiers graphiques (Graphiques 1 et 2) mettront en évidence la différence importante du poids du nationalisme (tous partis politiques confondus) dans chaque pays, en France et en Espagne, au travers de ces deux élections. Ces résultats ont été en partie développés par Izquierdo en 2004.

2.1.2 Lien entre opinion publique et violence entourant le nationalisme basque ?

Dans cette seconde partie de notre première étude, l'objectif sera de confronter le « sentiment » nationaliste basque français avec les différents faits violents entourant le nationalisme afin de voir s'il existe une éventuelle corrélation entre cette violence et l'opinion de la population basque française.

Egalement, il faudra mettre en rapport, comme pour l'analyse précédente, les résultats que nous obtiendront côté français à ceux révélés côté espagnol.

Pour ce faire, tout d'abord, avec la même méthode d'analyse documentaire citée plus haut, en plus des résultats aux élections françaises déjà sélectionnés, nous allons ajouter les résultats aux élections cantonales et municipales, en distinguant les municipales dans les communes de plus de 3500 habitants et celles de moins de 3500 habitants. Les élections cantonales vont servir à élire les conseillers généraux siégeant au Conseil Général et dont la fonction sera de délibérer et de gérer le domaine du Département. Enfin, les municipales permettent d'élire un maire qui prendra en charge les affaires de la ville dans laquelle il sera élu.

Ces résultats proviennent également de la recension faite par Izquierdo en 2001. Comme mentionné précédemment, ils présentent les partis politiques dans leur ensemble, pourtant, nous savons que certains partis peuvent être plus proches des idées qu'expriment ETA ou IK ainsi que des moyens utilisés par ces mouvements alors que d'autres vont rejeter totalement cette violence. (Voir Annexe 1)

Avant tout, les partis nationalistes basques français connaissent un large éclatement du fait des prises de position de chacun face à la violence associée au nationalisme

basque (Izquierdo, 2001 ; Urteaga, 2007), donc dès lors qu'il sera possible d'avoir les résultats en fonction des partis politiques nous y ferons référence pour mieux cibler l'expression de l'opinion publique face à un éventuel soutien pour une lutte sinon armée, en tout cas radicale.

Pour l'Espagne, nous avons toujours les résultats pour les élections générales et régionales, toutefois, nous les avons cette fois-ci en fonction des partis politiques. Ainsi, trois partis ont été choisis et identifiés : PNV, HB et EA. HB (*Herri Batasuna*) est dans la mouvance d'ETA, il est considéré comme la vitrine « légale » du mouvement, prêt à diffuser les idéologies de ce dernier sans en condamner la violence. EA (*Eusko Alkartasuna*) est le pendant politique espagnol du même parti présent en France. Il est autonomiste mais opposé à la violence d'ETA. Enfin, nous avons choisi d'utiliser les résultats du parti politique PNV (*Partido Nacionalista Vasco*) qui est le premier parti à être créé dans le but d'obtenir l'indépendance du Pays basque. Il va être au départ au côté de l'ETA mais en 1980, un fossé va se créer, le PNV dénonce alors les actions menées par ETA et soutient le statut d'autonomie accordée au Pays basque espagnol alors qu'ETA y est farouchement opposé. ETA parlant du PNV : « si la lutte armée continue, si la lutte populaire et l'organisation de toute la gauche *abertzale* se développent, nous pouvons échapper à la manière pépère de gouverner du PNV » (Domínguez, 2002, p.290).

Ces résultats découlent encore du recensement effectué par Basnier en 2002.

Finalement, ces résultats seront révélés sous forme de graphiques (Graphiques 3 et 4) -un graphique par pays et rassemblant toutes les élections du même pays-, et

afin de mettre en relation la violence et l'expression de l'opinion publique et essayer de voir si la violence aura une influence sur cette dernière ou alors si la population n'en tiendra pas compte lors d'apposer un vote pour une élection, nous construirons une échelle chronologique sur laquelle nous ferons apparaître les diverses actions menées par l'ETA, celles menées par IK et enfin, nous ajouterons des faits qui sont essentiels pour une meilleure compréhension de notre problématique, nous permettant alors d'effectuer une analyse de comparaison entre les graphiques précités et l'échelle chronologique.

2.2 Population, violence et nationalisme basque

Pour notre second objectif spécifique, nous allons entrer directement en contact avec la population basque française afin d'avoir son jugement et son expérience quant à la violence entourant le nationalisme basque.

Pour cela, l'enquête de terrain a été la méthode privilégiée. En effet, un terrain de recherche s'envisage dès lors que la compréhension du rôle, du point de vue et de l'expérience de différents acteurs sociaux prenant part à un phénomène en particulier nous intéresse. Mais un terrain de recherche se prépare aussi car même si la pratique nous réserve son lot de surprises, d'adaptation et de longs moments d'attente, il n'en reste pas moins qu'il faut avoir pris le temps de penser à divers aspects permettant la plausibilité et la validité des données recueillies.

Ainsi, nous avons estimé judicieux de combiner entretiens semi-directifs, observations directes et collectes de documents écrits pour avoir un regard complet sur notre sujet d'étude. Cette combinaison de techniques nous a permis non

seulement d'avoir accès à certaines données auxquelles nous n'aurions pas eu accès avec les entretiens simples par exemple, mais cela nous a également permis de compléter des informations déjà obtenues et de mettre en perspective ou de situer certaines entrevues réalisées.

Dans cette partie, nous allons, dans un premier temps, nous intéresser à détailler ces divers modèles de production de données au regard de notre sujet et de notre terrain en développant l'éthique et les conduites de rigueur s'y rattachant, pour, dans un second temps, retracer notre propre expérience de terrain de recherche et la collecte de données rapportée.

2.2.1 La planification et la préparation du terrain de recherche

Un terrain de recherche, selon Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) est un mode de production de données particulier qui va passer par des interactions prolongées entre le chercheur et le milieu qu'il étudie. Bien qu'il envisage ce dernier comme un « savoir-faire » et une « pratique » difficilement « formalisable », il n'en oublie pas moins de rappeler que malgré cette spécificité, des principes et des règles sont à respecter afin d'en arriver à un niveau de validité nécessaire. Aussi, un terrain de recherche se prépare et se réfléchit avant même d'être en situation.

L'entretien semi-directif

La première méthode envisagée dès notre sujet posé a été l'entretien. En effet, ce dernier permet la « production d'une parole sociale » permettant non seulement la description et la reproduction de ce qui se passe mais aussi et surtout la communication sur le « devoir-être » des choses et le moyen d'échanges privilégié

entre individus (Raymond, 1984)²¹. Ainsi, comme nous le rappelle Blanchet et Gotman (2007) ou Poupart (1997), l'entretien va faire appel au point de vue de l'acteur quant à son comportement, à son expérience de vie, à sa situation lui accordant dès lors une place de premier plan pour la compréhension du phénomène étudié.

Pour l'étude de notre sujet, nous avons choisi de recourir à l'entretien semi-directif. Non seulement ce choix va laisser une certaine liberté de paroles et une spontanéité de l'interviewé sur le sujet abordé mais nous allons pouvoir également servir de guide tout au long de l'entretien afin d'orienter la personne sur des thèmes et sous-thèmes réfléchis auparavant et que nous souhaitons examiner plus en profondeur.

Pour la constitution de notre échantillon, le choix a été fait d'entrer en contact avec les personnes d'un village du Pays basque français prédéfini par avance en fonction des résultats obtenus pour notre premier objectif. En outre, l'étude se situant dans le cadre d'un mémoire, le temps d'enquête sur le terrain étant alors assez réduit, nous avons fait le choix de nous concentrer sur un seul village afin de pousser au maximum et de compléter au mieux notre exploration. Une fois notre terrain dégagé, le recrutement des interviewés se fera par effet boule de neige et nous souhaitons un échantillon de 15 à 20 participants. Nous chercherons également à avoir un échantillon hétérogène car la force de nos résultats se trouvera dans la diversité et la profondeur des propos de nos interviewés (St-Cyr Tribble et Saintonge, 1999). En

²¹ Tel que cité par Blanchet et Gotman, 2007, p.15.

effet, nous pensons qu'une personne âgée (ayant connu le régime de Franco et les différentes vagues de réfugiés en Pays basque français par exemple) nous apportera une vision différente de ses réalités sur le sujet face à une personne plus jeune, et inversement. Mais également, il serait intéressant de voir s'il y a une diversité de discours entre les hommes et les femmes.

Une fois le point de saturation empirique atteint, c'est-à-dire lorsque nos données commenceront à se répéter et qu'aucune nouvelle information ne sera découverte, nous arrêterons notre terrain de recherche et nous commencerons alors nos analyses d'entretiens ; même s'il ne faudra pas considérer cette étape d'analyse comme parallèle à celle de notre collecte mais plutôt comme une combinaison des deux, chacune influençant l'autre comme l'a rappelé Tesch (1990). Nous établirons donc des mémos après chaque entretien afin d'envisager les suivants au mieux et de réajuster nos interventions pour aborder nos différents thèmes et sous-thèmes dégagés.

Finalement, toutes les règles éthiques entourant les entrevues seront à chaque fois rappelées. Effectivement, à partir du moment où nous souhaitons travailler avec des êtres humains, cela va apporter beaucoup d'interrogations quant à la conduite à tenir pour entrer en communication avec l'Autre afin de concilier son respect et nos propres intérêts pour la recherche. Marvasti (2004) dira qu'il s'agit de la même attitude à adopter à partir du moment où nous entrons en contact avec n'importe quelle personne que ce soit, en ce sens que nous devons être poli, nous devons la traiter avec considération et ne pas dire des choses pouvant lui nuire. Mais il

affirmera également que cette simple courtoisie est un bon commencement mais ne pourra suffire dans le cadre d'une recherche.

Ainsi, l'anonymat et la confidentialité seront à chaque fois certifiés, l'autorisation pour l'enregistrement de l'entretien à chaque fois sollicité sinon nous procéderons par prises de notes.

L'observation directe

Cette méthode sera considérée comme le complément parfait aux entretiens que nous voulons réaliser. En effet, par rapport à notre sujet de recherche, cette dernière va nous aider à mieux nous rendre compte de la réalité -ou des réalités- sociale. Ainsi, comme le rappelle Arborio et Fournier (2005, p.5), « aller 'voir sur place', être physiquement présent dans la situation, voilà un privilège du sociologue par rapport à l'historien dans l'observation des pratiques. » Cela permet d'étudier, selon Olivier de Sardan (1995), la réalité d'un phénomène, sinon de « l'intérieur », tout au moins au plus près de ceux qui la vivent et en constante interaction avec ces derniers.

Egalement, l'observation directe possède quelques avantages non négligeables, qui, combinée avec les entretiens, nous permet d'arriver à une analyse plus complète. De ce fait, elle va être parfaitement adaptée dès lors que nous voulons obtenir des informations sur des « comportements qui ne sont pas facilement verbalisés, ou qui les sont trop » (Peneff, 1992, p.233)²² ou bien dans des situations où les réponses sont « convenues ». Aussi, elle peut permettre d'appréhender des « pratiques non

²² Tel que cité par Arborio et Fournier, 2005, p.20.

officielles », qu'elles soient cachées ou « très visible, quoique perçues comme trop peu 'légitimes' par les acteurs pour qu'ils songent à les évoquer », ou alors trop banales pour que ces derniers y prêtent une quelconque attention (Schwartz, 1993, p.267-268)²³. Ainsi donc, pour reprendre les propos de Arborio et Fournier (2005, p.7), « on quitte les analyses à vocation de généralisation immédiate pour établir des constats d'abord fortement contextualisés. »

Pour notre terrain, nous envisageons, tout d'abord, l'observation directe comme une méthode pour entrer en contact avec du monde. En effet, n'ayant pas de connaissances ou « d'informateurs clés » en partant pouvant nous mettre en relation avec des personnes susceptibles de consentir à nous parler, l'observation directe peut nous aider à rencontrer des individus afin de commencer à constituer notre échantillon de recherche. Dès lors, nous supposons que des endroits tels des cafés, des restaurants, des maisons de jeunes et bien d'autres encore seront des lieux relativement bien appropriés pour d'éventuelles rencontres menant à de possibles entretiens.

Cette absence de contacts sur le terrain n'est pas perçue comme une faiblesse en soi, nous considérons plutôt qu'elle peut nous pousser vers une certaine neutralité sur le sujet considéré, amenant peut-être les interviewés à détailler plus leur discours et ainsi nous permettre de corroborer les divers faits énoncés.

Par la suite, nous concevons l'observation du terrain comme pouvant produire des données supplémentaires à prendre en compte pour notre analyse. Ainsi, nous

²³ Ibid.

souhaitons utiliser toutes méthodes additionnelles susceptibles d'apporter une connaissance du monde social toujours plus fine. Dès lors, à l'instar de Becker (2002) ou de quelques autres, tel Philippe Bourgois (2001), nous projetons d'utiliser la photographie à des fins d'analyses, de source d'informations voire même d'objet d'étude pour notre sujet de recherche. En parlant de sociologie visuelle, La Rocca (2007, p.39) nous indique que cette approche permet d'enrichir le projet de recherche et de « mieux analyser la réalité sociale, l'expérience, le vécu et la construction du sens. »

Pour intégrer l'observation directe de notre terrain à l'analyse qui va s'ensuivre, nous procéderons par prises de notes les plus détaillées possible. Nous savons qu'il sera parfois difficile de sortir un carnet pour consigner immédiatement ce que nous observons, mais nous nous y attacherons dès lors que cela pourra se faire, soit le plus souvent en fin de journée. Pour les photographies, nous nous concentrerons sur tout ce qui peut se rapporter à notre sujet, soit des signes pouvant apparaître concernant le nationalisme basque.

La collecte de documents écrits

Sans nous attarder sur cette méthode, il ne faut tout de même pas l'oublier ni la minimiser. Nous pensons donc récolter toutes sources écrites nous donnant toujours plus d'informations sur notre sujet et nous permettant de mieux situer le déroulement de la réalité sociale qui se joue. La presse locale sera donc lue régulièrement, les éventuels tracts et affiches sur notre sujet récoltées dès que

possible. Olivier de Sardan (1995) nous remémore « qu'il n'est pas de sociétés sur lesquelles on n'ait pas écrit, et qu'il n'est plus de société où l'écrit ne joue de rôle. »

Fiabilité et validité

Ayant choisi de recourir à diverses méthodes de récolte d'informations, nous savons que les données produites seront de référence, de nature, de pertinence et de crédibilité variables. Même si nous nous rangeons du côté de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) qui estime que ces multiples données permettent d'appréhender des « morceaux de réel de nature différente », nous nous assurerons de la fiabilité et de la validité de ces dernières en faisant appel à la triangulation et à l'itération.

Tout d'abord, la triangulation consistera à recouper les informations obtenues afin de ne pas « être prisonnier d'une seule source » (Olivier de Sardan, 1995). En outre, nous essaierons d'acquérir différents discours afin d'avoir des idées contrastées sur notre sujet.

Finalement, l'itération, que nous avons vue rapidement dans la section des entretiens, consistera en un va-et-vient régulier dans notre démarche de terrain entre la problématique de départ, nos objectifs spécifiques, les analyses et interprétations. Toutefois, l'itération interviendra également durant notre terrain de recherche car chaque entretien, chaque observation et chaque document recueilli nous permettra de nous ajuster à chaque fois pour mieux envisager la suite. Ainsi, le terrain suivra son propre cheminement, largement imprévisible au départ mais où se reflètent les réseaux « réels » du milieu étudié (Olivier de Sardan, 1995). En effet, les personnes interviewées nous dirigeront peut-être vers d'autres personnes susceptibles d'être

intéressées par notre recherche, nous permettant alors d'accumuler de nouvelles idées d'informations.

Selon Becker (1958, p.653) :

« The first thing we note [...] is that analysis is carried on sequentially, important parts of the analysis being made while the researcher is still gathering his data. This has two obvious consequences: further data gathering takes its direction from provisional analyses; and the amount and kind of provisional analysis carried on is limited by the exigencies of the field work situation, so that final comprehensive analyses may not be possible until the field work is completed. »

2.2.2 Les méthodes à l'épreuve : expérience de terrain

Dans cette partie, nous allons détailler notre expérience du terrain de recherche qui s'est déroulé entre les mois de juin et août 2010. Le choix a été fait d'organiser le récit de façon chronologique, depuis notre arrivée sur le terrain jusqu'à notre départ et de l'écrire à la première personne du singulier. De même, avec l'appui de notre journal de terrain, nous décrirons autant que faire se peut nos impressions et perceptions car le premier apprentissage que nous avons fait lors de notre terrain, c'est qu'il y a théorie du terrain d'un côté et pratique de l'autre. En effet, même en ayant pensé à beaucoup de détails avant de partir, ils arrivent que nos « plans » ne se déroulent pas forcément comme nous l'avions imaginé ; il nous apparaît alors utile de donner un réel aperçu de la pratique du terrain, avec ses imprévus et ses attentes, pour épauler ceux qui souhaitent se lancer dans cette aventure, même si notre expérience paraît somme toute assez restreinte.

Mon arrivée en France s'est faite début mai. Une connaissance, Jean^{*}, proche de ma famille, et habitant le Pays basque, en apprenant mon intérêt de recherche, m'a proposé de me mettre en contact avec quelqu'un de sa famille qui était très intéressé par le sujet et qui « baignait » dans le nationalisme basque depuis tout petit, tout en me précisant par contre que lui ne voulait rien entendre car il ne cautionnait pas ce qu'il se passait et ne comprenait pas ce genre de revendications. En même temps, Jean m'a proposé de m'héberger un temps afin de commencer mon terrain et de me faire rencontrer cette personne. J'ai accepté l'invitation tout en mettant déjà de côté ce que j'avais prévu de faire avant mon arrivée, c'est-à-dire choisir un village et m'y établir durant toute ma recherche. Mais n'ayant aucun contact en partant, il a fallu que je tranche rapidement et que j'improvise dès le départ.

J'ai donc reçu par courriel deux adresses électroniques de la part du membre de la famille de Jean me disant que je pouvais contacter ces personnes pour d'éventuels entretiens (je n'aurais finalement pas l'occasion pendant mon terrain de rencontrer en personne ce membre de la famille de Jean). C'est donc ce que j'ai fait en expliquant ma démarche et mon statut d'étudiante arrivant de l'Ecole de criminologie de Montréal. Les réponses ont été assez rapides et un premier puis un second entretien étaient fixés. Je me suis rendue alors sur le terrain à partir du 19 juin et en attendant le premier entretien fixé le 23 juin, je me suis promené dans différentes villes de la région pour commencer à m'acclimater au contexte qui allait m'attendre.

* Le nom des personnes rencontrées a été changé à des fins d'anonymat.

La veille de mon premier entretien, Patxi* m'a envoyé un courriel pour déplacer l'heure de notre rencontre à 10h30 prévue au départ à 8h30 car il devait faire une intervention à la radio, en me précisant également qu'il ne pourrait s'entretenir avec moi que pendant une heure. En allant taper sur Google son nom, j'ai donc découvert que Patxi était un personnage public très réputé dans le milieu du nationalisme puisque porte-parole d'un parti politique *abertzale*. Le rendez-vous a été donné dans un café, dans le quartier d'une ville réputé pour son activisme politique. En arrivant un peu en avance sur place, j'ai pu constater qu'une grande majorité des conversations se faisaient en langue basque et qu'à part moi, les personnes semblaient être des habitués des lieux. Patxi, boucle d'oreille à l'oreille gauche (signe distinctif chez les nationalistes) est arrivé à son tour, je l'ai reconnu immédiatement et lui aussi s'est dirigé de suite à la table que j'occupais. Après m'être de nouveau présentée et avoir rappelé mon étude, l'entretien a commencé, j'ai procédé par prises de notes, non par enregistrement et cela aura duré au final un peu plus de deux heures, soit une heure de plus que le temps qu'il devait m'accorder. Le discours que j'ai recueilli était très teinté de politique et le thème de la violence, qui est mon sujet principal, a été peu abordé car le plus souvent éludé dès lors que je faisais des relances dessus. Toutefois, me rendant très vite compte que le milieu nationaliste basque pouvait être assez restreint, je n'ai pas plus insisté pour ne pas bloquer son discours ni même me fermer les portes pour de futurs entretiens. Ma dernière question aura été de lui demander s'il pouvait me donner d'autres contacts susceptibles d'accepter des entretiens, chose qu'il a faite sans problème en me disant de dire que je venais de sa part.

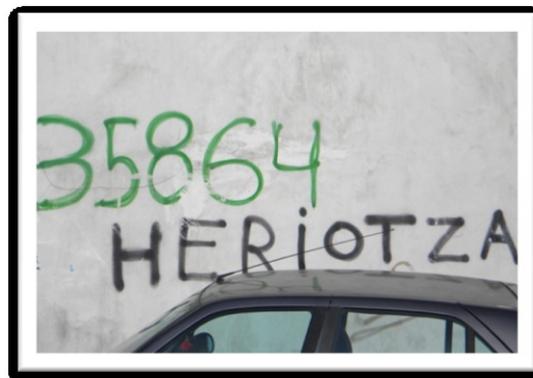
Le deuxième entretien s'est déroulé le 28 juin avec Txaran^{*}, porte-parole également d'un autre parti politique *abertzale*. Cela s'est déroulé sur son lieu de travail, dans le même quartier que pour le premier entretien, permettant alors une écoute plus facile car nous étions seuls dans un bureau. L'entretien aura duré 1h40 et cette fois-ci j'ai effectué un enregistrement avec l'autorisation de l'interviewé. De nouveau, j'ai été confrontée à un discours très politisé avec cependant la question de la violence plus facilement abordée sans pour autant dévoiler beaucoup d'informations quant à son expérience personnelle. A la fin de l'entretien, Txaran m'a donné de nouveaux contacts à appeler de sa part.

La troisième personne que j'ai rencontrée, le 30 juin, m'a été indiquée par Txaran. Il s'agit d'un universitaire s'intéressant au nationalisme basque. François* m'a accueilli dans son bureau se situant toujours dans le même quartier et

l'entretien, qui a été enregistré, a duré 1h. Il a été très intéressé de voir que des criminologues se penchaient sur la question basque et la discussion m'a beaucoup apporté notamment quant à ma question de départ. En effet, mon approche initiale était

de demander directement « pourquoi il y a plus de violence en Espagne qu'en France ? ». Finalement, après avoir eu des discours très politisés n'abordant que très peu la question de la violence et l'expérience des personnes et obtenant des réponses très formatées, j'ai envisagé une question initiale différente permettant une ouverture du sujet. Mes entretiens suivants allaient donc être abordée comme tel : « pouvez-vous me parler de la violence entourant le nationalisme basque ? ». Je reverrai par la suite à deux reprises François, le 21 juillet et le 26 juillet et ce dernier m'aidera beaucoup à comprendre un certain « langage », notamment en m'expliquant à quoi correspondait un chiffre aperçu sur divers murs, pris en photo à différents moments de mon terrain, et ayant une grande signification pour mon sujet

Photo 1 : Le chiffre de la colère



24.07.2010 – ©S.Maury

Ce chiffre est souvent repéré sur les murs, il correspond au nombre de résidences secondaires. Il fait référence au combat actuel de la jeunesse nationaliste basque sur la politique de logement dans la Région, sur le « tout-tourisme ».

Mon quatrième entretien avec Iban*, journaliste ayant beaucoup traité de la question basque, m'a été recommandé par Txaran. Il s'est déroulé le 8 juillet, a été enregistré et a duré 1h. Ma question de départ revue, je me suis aperçue rapidement que la discussion allait m'apporter beaucoup plus d'informations.

« *Moi* : pouvez-vous me parler de la violence entourant le nationalisme basque ?

Iban : de quelle violence vous parlez ?

Moi : celle que vous voyez en abordant ce sujet ? Je vous laisse libre de parler de ce que vous souhaitez...

Iban : les *abertzale* vous diront qu'eux aussi ils subissent une situation de violence... »

Le prochain entretien s'est déroulé le jour suivant, soit le 9 juillet, avec Thierry*, pour qui Txaran m'avait également donné les coordonnées. Cela a été enregistré et a été effectué dans les locaux du parti politique *abertzale* de Thierry. L'entretien a duré 1h environ et pendant celui-ci, Maïa*, une basque espagnole partisane politique affiliée au parti de Thierry, a participé à l'entretien.

Mon terrain a par la suite quelque peu changé d'orientations, car j'ai changé moi-même de logement, me retrouvant alors dans un village plus reculé du Pays basque. C'est ainsi, que les personnes qui m'hébergeaient, des connaissances familiales, ont pu me mettre en contact avec un ami à eux, Matei*, occupant une fonction importante dans un autre village. Ce dernier m'a obtenu un entretien avec un des membres fondateurs de l'ETA, habitant depuis quelques années le Pays basque français. Tenant une place particulière dans le paysage nationaliste basque, je lui attribuerai également une place particulière dans mes analyses. Nos entretiens, car j'ai eu l'occasion de le voir à deux reprises, le 13 et le 27 juillet, m'auront apporté une

vision plus éclairée des enjeux et m'auront permis de contextualiser beaucoup de données déjà recueillies auparavant. Notre première rencontre s'est faite chez lui, Matei m'a amené en voiture à son domicile et a attendu avec moi afin de me présenter. Pendant cette attente, j'ai rencontré trois de ses enfants. La plus jeune d'entre eux, dont la langue maternelle était le basque, semblait toutefois parler aussi français puisque Matei a indiqué en français que je ne parlais pas basque ; les autres ayant fait la conversion de langue pour me parler, elle, a tout de même continué la conversation en basque, Matei servant alors de traducteur. Ça aura finalement été devant une petite fille que j'aurai été le plus impressionnée pendant mon terrain. Il est bien évident qu'une autre personne à ma place au même moment aurait pu avoir une toute autre impression, de mon côté, j'en garde un petit affrontement m'en disant bien long sur ses pensées. Enfin, une fois entrée dans la maison, mon entretien s'est déroulé dans le salon avec en face de moi sur la cheminée, le symbole de l'ETA (une hache enlacée d'un serpent) prenant beaucoup de sens à ce moment précis.

En explorant les environs pour mes prises photographiques et lors d'une visite guidée, le 12 juillet, d'un lieu nous faisant découvrir une partie de la culture basque, et conseillé par mes hébergeurs, j'ai rencontré Gabi^{*}. Il était le guide et en discutant de mon intérêt pour la culture basque, nous en sommes arrivés à parler de mon sujet de recherche. Un sourire en coin, ce dernier a accepté de me rencontrer une fois la visite terminée. C'est ainsi qu'il m'a appris qu'il avait « pris les armes pour la cause » et fait de la prison pendant un peu plus de six ans. Nous avons convenu d'un rendez-vous afin de nous entretenir plus longuement et dans un endroit plus discret. C'est

ainsi que le 17 juillet, Gabi et sa femme Anatxo* m'ont accueilli dans leur maison. Après être venu me chercher sur la place d'un village, Gabi m'a amené chez eux et m'a fait rentrer chez lui par son garage. J'ai découvert alors, beaucoup d'affiches et de tracts relatifs au nationalisme basque dans cet endroit mais non ailleurs dans la maison. Notre rencontre aura duré environ quatre heures et elle aura été enregistrée. Gabi et Anatxo auront beaucoup partagé avec moi sur leur vécu, et en fin d'entretien ils m'ont donné énormément de contacts pour m'aider dans la suite de mes recherches.

Le 14 juillet, je me suis rendue à Biarritz pour une manifestation organisée à l'appel des jeunes de Segi, organisation de la jeunesse de la gauche *abertzale*, illégale en Pays basque espagnol car présumée proche de l'ETA mais autorisée en pays basque français.

Affiches placardées sur tous les murs en vue de la manifestation à Biarritz.

Photo 2 : Rassemblement



12.07. 2010 – ©S.Maury

Le rassemblement était prévu à 17h mais je suis arrivée en avance, vers 16h, pour observer l'organisation et la mise en place de la manifestation. Les premiers sur les lieux étaient les CRS (Compagnies Républicaines de Sécurité) qui avaient déployé un lourd dispositif de sécurité. Sur la place, en revanche, pas signe encore des manifestants. Mais petit à petit, des personnes vont arrivées, par petits groupes et des

drapeaux, tracts, tambours et banderoles vont commencer à être distribués parmi les manifestants. Le basque est la langue la plus utilisée autour de moi, et les personnes présentes sont de tous âges. Le ton paraît enjoué bien que je ne comprenne pas la langue mais cependant, quelques propos tenus en français font état d'un agacement quant aux forces de polices déployées. De leur côté, les boucliers, protections et barrières se mettent en place. Je décide d'aller me présenter à l'un des manifestants qui semble avoir une certaine place dans l'organisation. Je lui explique mon sujet de recherche, lui demande si je peux les suivre et prendre des photos du rassemblement.

« *Lui* : pas de problème... au contraire, autant que possible ! Nous sommes ici, c'est symbolique, le 14 juillet, fête nationale française. Nous manifestons pour dénoncer le fait qu'il n'y a pas de jour pour les Basques ! »

La manifestation s'apprête à partir, les slogans commencent à être scandés : « *independentzia* ! » sera le plus compréhensible de tous. Des affichettes « Le Pays basque n'est pas à vendre » seront collées à quelque endroit que ce soit, une banderole « anti-capitalisme » sera fixée sur la vitrine d'une banque. Près de 300 mètres après le départ de la manifestation, des CRS vont bloquer le passage ; il y aura d'un côté des touristes se demandant ce qu'il se passe, au milieu des CRS et de l'autre les manifestants criant leurs revendications. Parmi la foule, un manifestant crie « surtout pas de violence ! » mais il y aura tout de même quelques échauffourées avec des coups de matraque donnés et beaucoup de bombe lacrymogène pulvérisée par les forces de l'ordre.

Photo 3 : Affrontements

D'un côté les manifestants, de l'autre les touristes et au milieu les CRS. Début des affrontements qui ne dureront pas longtemps, mais des coups seront quand même donnés.

Quelques pétards seront lancés sur les CRS ainsi que des plantes garnissant les bacs publics.



Finalement, les manifestants vont

14.07.2010 – ©S.Maury

reculer, passeront par une petite rue et se retrouveront de nouveau bloqués quelques mètres plus loin, encadrés des deux côtés par des forces de l'ordre. Un discours avec toutes les revendications des indépendantistes va être lu par le dirigeant de Segi, d'abord en basque puis quelqu'un d'autre fera une traduction en français. A côté de ça, certaines personnes vont se demander ce qu'il se passe et il y aura beaucoup de réactions:

« Une passante : c'est pour quoi ?

Une manifestante : c'est pour le Pays basque !

La passante : faut vous soigner vous ! »

« Une petite fille à son père : c'est la guerre ? »

« Une passante : vous, avec votre accent vous êtes espagnole !

Une manifestante : Non je suis basque ; on est au Pays basque ici. »

Le maire de Biarritz, passant par le rassemblement, va se confronter au dirigeant de Segi qui lui demandera pourquoi la manifestation est bloquée par la police. Le maire expliquera dans un brouhaha général qu'il est hors de question qu'il leur laisse

l'accès à la mairie et au Monument aux Morts un 14 juillet, après ce qu'ils ont fait du drapeau français (ce dernier apparaîtra barré sur les banderoles).

« *Un passant* : Segi, vous êtes des réactionnaires ! Pourquoi vous êtes interdit de l'autre côté ? Hein ?!! »

La manifestation coupera court vers 19h, tout le monde repartira de son côté, tant les manifestants que les CRS qui en auront profité pour capturer quelques images des personnes ayant pris part au rassemblement.

J'aurai alors eu l'occasion de parler avec quelques manifestants et obtenir en même temps un rendez-vous avec l'un d'entre eux, Ttole*, sortant tout juste de détention provisoire. La plupart de personnes à qui j'ai parlé pendant cette manifestation ont toutes accepté de répondre à mes questions, sauf une, qui a catégoriquement refusé :

« *Moi* : Faites-vous partie de la manifestation ?

Lui : Pourquoi ?

Moi : Je fais un sujet sur le nationalisme basque...

Lui : Non, je suis là comme vous... non, c'est bon ! »

J'apprendrai par la suite qu'il s'agissait d'un policier en civil.

Après cet événement, il me faudra quelques jours loin de mon sujet et de tout ce qui s'y rapporte car mes sentiments et émotions ont commencé à prendre le dessus : n'étant pas familière des manifestations et encore moins des heurts pouvant se produire avec les forces de l'ordre pendant ce genre de rencontre, mon objectivité et ma neutralité que j'essayais de garder intactes durant mes entretiens ont commencé à s'effriter petit à petit. J'ai eu, d'un côté, un refus ferme d'un policier pour parler de mon sujet avec aussi beaucoup de bombe lacrymogène essuyée lors des altercations et, de l'autre côté, un fort accueil des manifestants consentant à discuter. Je me suis

alors surprise à justifier certaines actions des personnes rencontrées prenant alors position sur mon sujet, chose inenvisageables en tant que chercheuse de terrain. Le recul pris mais surtout les longues discussions avec ma famille au téléphone, la mieux placée pour observer mon changement d'attitude, m'ont permis de repartir dans de meilleures conditions.

J'ai alors rencontré Ttole, le 19 juillet 2010, dans une *gaztetxe* (maison de jeunes). Notre entretien enregistré aura duré 1h et il m'a également donné d'autres coordonnées de personnes à contacter.

J'aurai obtenu, durant mon terrain de recherche, la collaboration de huit personnes pour des entretiens avec pour certaines l'occasion de les rencontrer à diverses reprises.

Malgré les différents contacts donnés par les uns et les autres, le mois d'août n'aura pas été très fructueux pour décrocher des entretiens. Ce mois-ci au Pays basque est un mois de festivités et chaque village et ville organise ses propres fêtes. Aussi, le mois d'août est en France le mois le plus prisé pour les congés d'été. J'aurai donc beaucoup de difficulté à contacter les personnes conseillées en vue d'interviews supplémentaires car soit injoignables, soit non disponible avant le mois de septembre. J'ai alors eu à ce moment là une limite à ma recherche et un imprévu non pensé lors du choix de la période pour effectuer le terrain. Mon terrain s'est donc terminé avec une petite note de frustration même si énormément d'informations m'ont été délivrées.

En plus de ces entretiens formels, une grande partie de mes données auront été produites lors de bavardages et conversations inopinés. Egalement, j'ai découvert une riche littérature sur le nationalisme basque et j'ai récolté quelques journaux et affiches se rapportant au sujet. Tout ceci se retrouvera dans mes analyses de données. En définitive, mon terrain se sera étendu sur l'une des trois provinces basques françaises que j'aurai sillonnées à la recherche de prises photographiques et pour effectuer mes entretiens et il ne se sera pas restreint à un unique village comme prévu dès le départ. Comme nous le rappelle Olivier de Sardan (1995), « l'enquête de terrain [...] procède à coups d'intuition, d'improvisation et de bricolage. »

Alors même que j'ai fait le choix dans mes écrits de plaider pour l'anonymat des personnes impliquées dans ma recherche, toutes sans exception n'avaient aucun problème pour que leur nom soit cité. Mais je m'en tiendrai à l'éthique de l'Université de Montréal qui prône cet anonymat.

Une autre limite qui est apparue, à la lumière des entretiens effectués, est la non présence de femmes interrogées. Je ne compte pas ici Maïa et la femme de Gabi qui n'étaient pas les interviewées principales pendant mes rencontres. Ainsi, si j'ai pu trouver une hétérogénéité dans l'âge de mes participants à l'étude (le plus jeune ayant 21 ans et le plus âgé 79 ans), aucune femme n'a pu être contactée alors même qu'il s'est révélé qu'elles avaient un rôle à jouer.

Chapitre 3 :

Un sentiment nationaliste basque

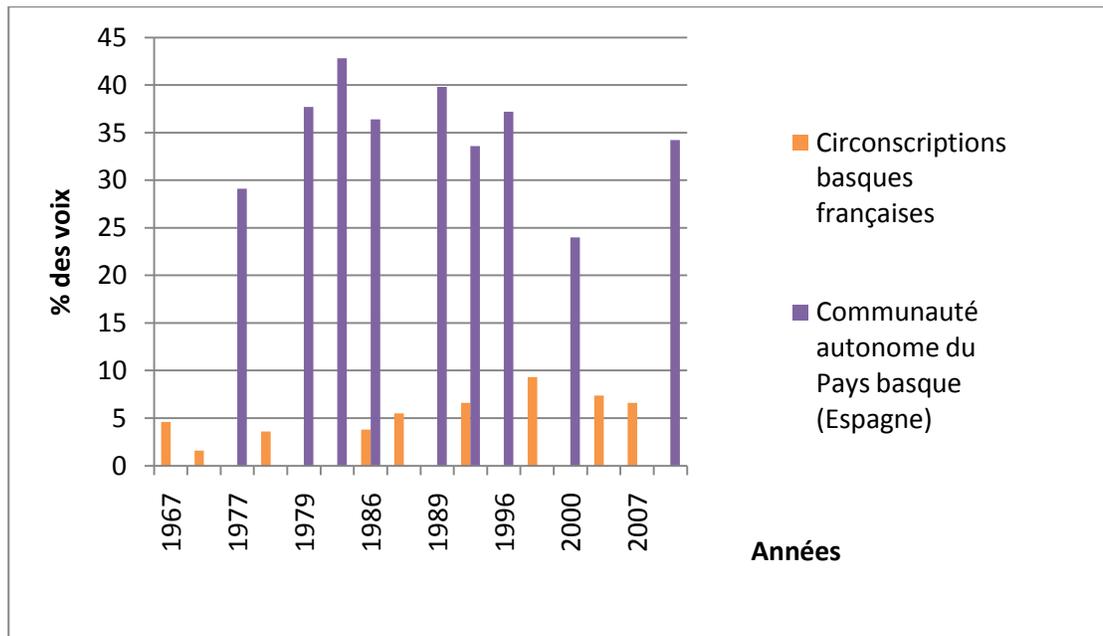
disparate mais prégnant

Dans ce chapitre, nous allons présenter les résultats se rapportant à notre premier objectif spécifique qui est de constater s'il existe un retentissement du nationalisme basque sur la population basque française et de voir si la question de la violence a, ou non, une influence sur ce soutien.

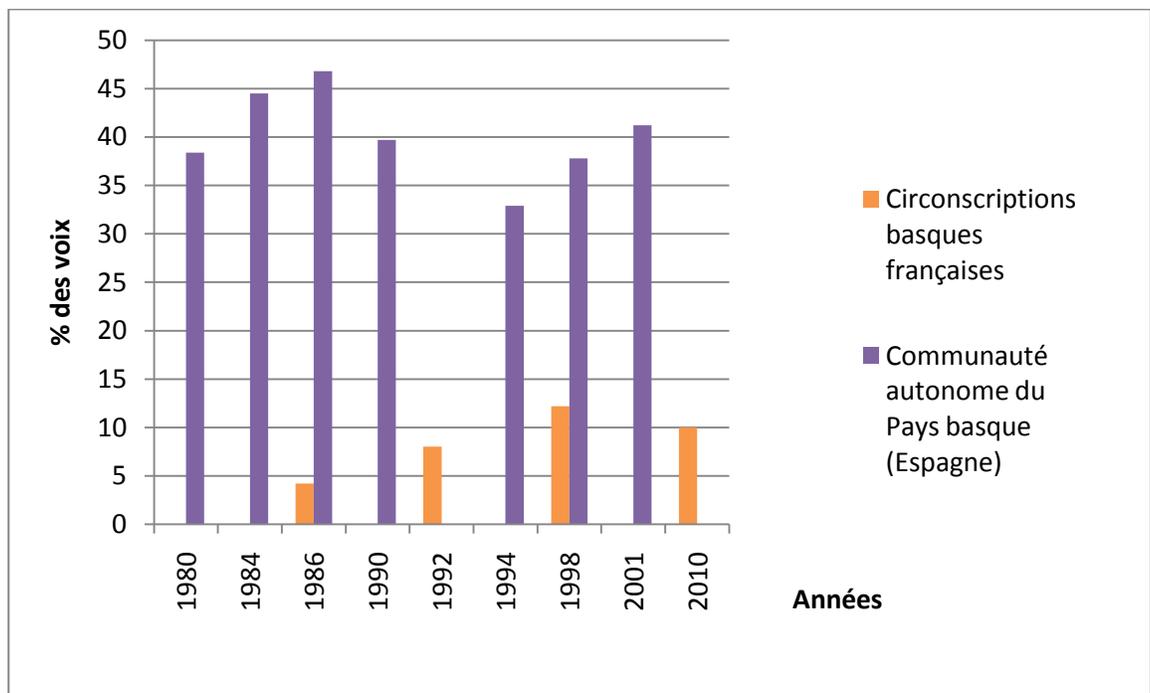
3.1 Existence d'un sentiment nationaliste basque

La première analyse portera sur l'examen de l'intensité de ce nationalisme basque auprès de la population basque française au regard des votes *abertzale* apposés lors des élections législatives et régionales. Pour une meilleure mise en contexte, nous proposons également de rapprocher ces résultats à ceux obtenus, respectivement, aux élections générales et autonomes en Espagne (Graphiques 1 et 2).

Graphique 1: Elections législatives / générales



Graphique 2: Elections régionales / autonomes



Au vu de ces résultats, il est frappant de voir la nette différence de représentation des partis politiques nationalistes en France et en Espagne. Alors qu'en France, les partis nationalistes basques n'ont qu'une faible répercussion tant au niveau national que régional, en Espagne, ils ont un réel poids avec lequel le gouvernement espagnol et la Communauté autonome du Pays basque doivent composer.

L'Espagne, étant aux mains de Franco jusqu'en 1975, année de sa mort, il faudra attendre le rétablissement de la démocratie par Juan Carlos Ier, afin que de nombreux partis nationalistes locaux soient de nouveau légalisés.

C'est pour cela que nous n'avons des résultats aux élections générales qu'à partir de 1977 (Graphique 1). Mais nous remarquons que dès ces premières élections sous un régime démocratique, le pourcentage de voix exprimées pour les partis nationalistes est considérable puisqu'il atteint environ 27%, alors que pour la France, à la même période, il n'arrive même pas à 5%.

La représentation des partis nationalistes aux élections générales va atteindre un pic en 1982 avec plus de 40% de voix exprimées en leur faveur ; elle va ensuite se maintenir à un niveau à peu près stable, entre 33 et 40%, pendant 15 ans mais en 2000, elle est à son plus faible taux depuis les premières élections soit, 24% environ. Elle remontera en 2009 à un taux stable aux environs de 34%.

Côté français, le plus faible appui pour les partis nationalistes aux élections législatives sera en 1968 avec même pas 2% de voix exprimées en leur faveur (Graphique 1). Outre cette élection de 1968, le pourcentage de voix pour les partis

nationalistes français se maintiendra aux alentours de 5% avec un pic à 10% pratiquement en 1997 avant de redescendre à 7% de voix exprimées en 2002 se stabilisant par la suite à ce taux en 2007.

Pour les années 2000, nous constatons donc la même tendance à la baisse des voix formulées à l'avantage des partis nationalistes aux élections législatives/générales tant en Espagne qu'en France. En revanche, auparavant, la fluctuation des pourcentages de voix pour les partis nationalistes en France et en Espagne, est dissemblable. L'Espagne connaîtra un fort taux de représentation de ces partis entre 1982 et 1996 alors qu'en France ce sera plutôt entre 1993 et 2002.

En ce qui concerne les élections régionales/autonomes (Graphique 2), le constat est le même : le poids des partis politiques nationalistes basques espagnols est largement plus important au niveau régional que celui des partis nationalistes français.

Bien que nous n'ayons que quatre résultats pour ces élections en France sur une période de 20 ans, nous constatons que le pourcentage des voix manifestées en faveur de ces partis est faible. Toutefois, à chaque élection, il est toujours plus important atteignant un pic à plus de 10% en 1998 et se stabilisant aux alentours de 10% en 2010. Il y a tout de même une certaine constance dans l'augmentation des voix énoncées.

En Espagne, la représentation de ces partis ne paraît pas comparable avec celle de la France. En effet, le pourcentage des voix exprimées tourne autour de 40% avec un pic en 1986 à 47% environ, alors qu'en France, en 1986, ce sera le plus faible taux pour

ces élections à moins de 5%. La CAPV connaîtra une baisse des votes en faveur des nationalistes entre 1990 et 1994 où ils seront évalués à 32%, mais ils remonteront par la suite et atteindront plus de 40% de nouveau en 2001.

Ces résultats confirment donc que la réalité du nationalisme basque n'est pas la même des deux côtés de la frontière.

Izquierdo (2004) n'aurait donc pas tort de parler des nationalismes basques et de rappeler que « le Pays basque "français" n'est pas l'équivalent du Pays basque "espagnol" » (2004, p.48). De chaque côté, les partis nationalistes se sont construits à travers des pays ayant une culture, des institutions et un passé historique distincts et tout cela a donc une répercussion sur les voix exprimées par la population en leur faveur lors des élections.

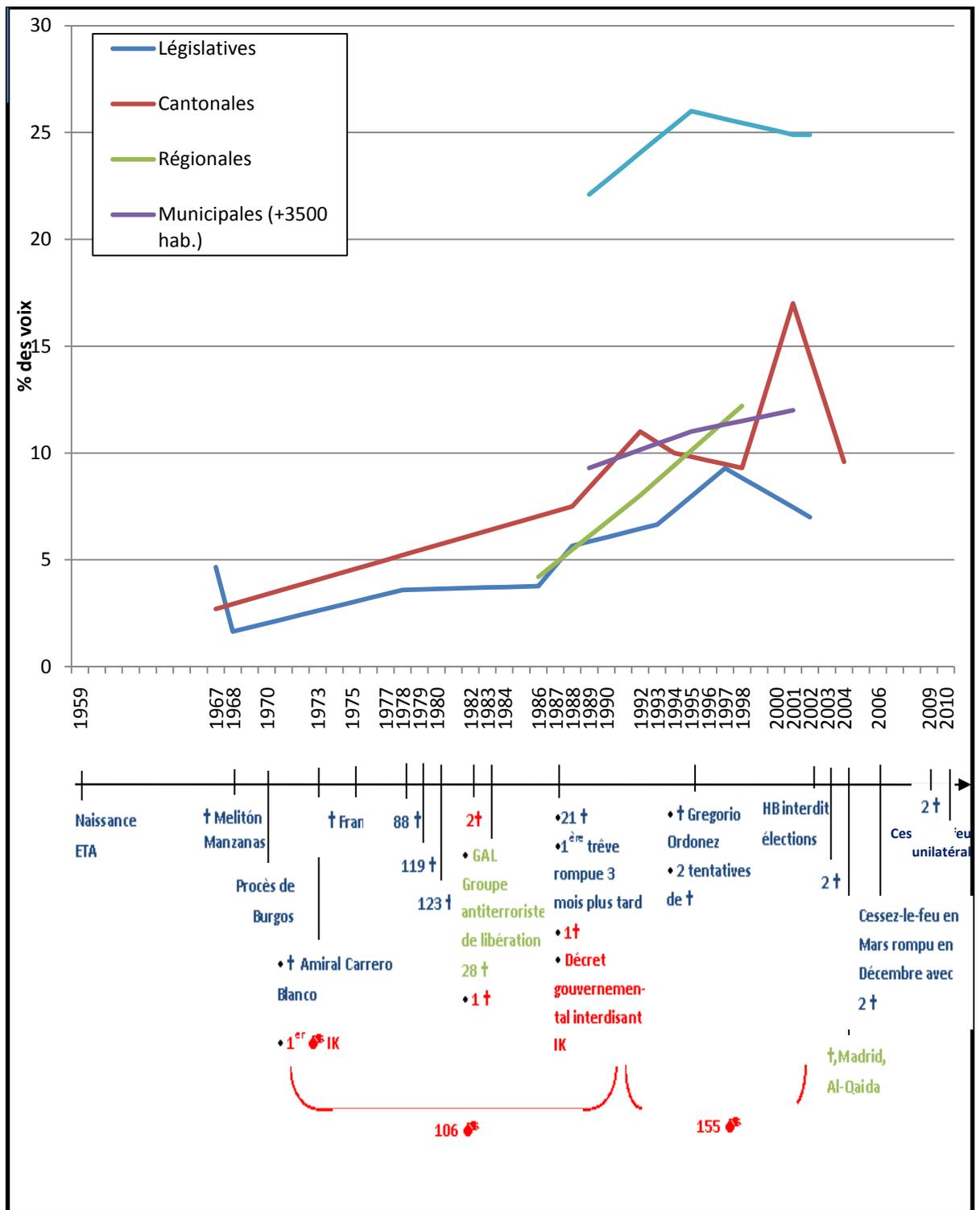
Le nationalisme basque côté français, même s'il n'est pas comparable en terme d'intensité avec celui côté espagnol, n'en demeure pas moins présent et relativement constant depuis maintenant pratiquement 45 ans où il se trouve représenté sur la scène politique française. Il ne faut donc pas vouloir l'ignorer ni même le minimiser car il existe somme toute un sentiment nationaliste basque français à prendre en compte pour les différents enjeux entourant la « question basque ».

3.2 Une interdépendance floue entre opinion publique et violence

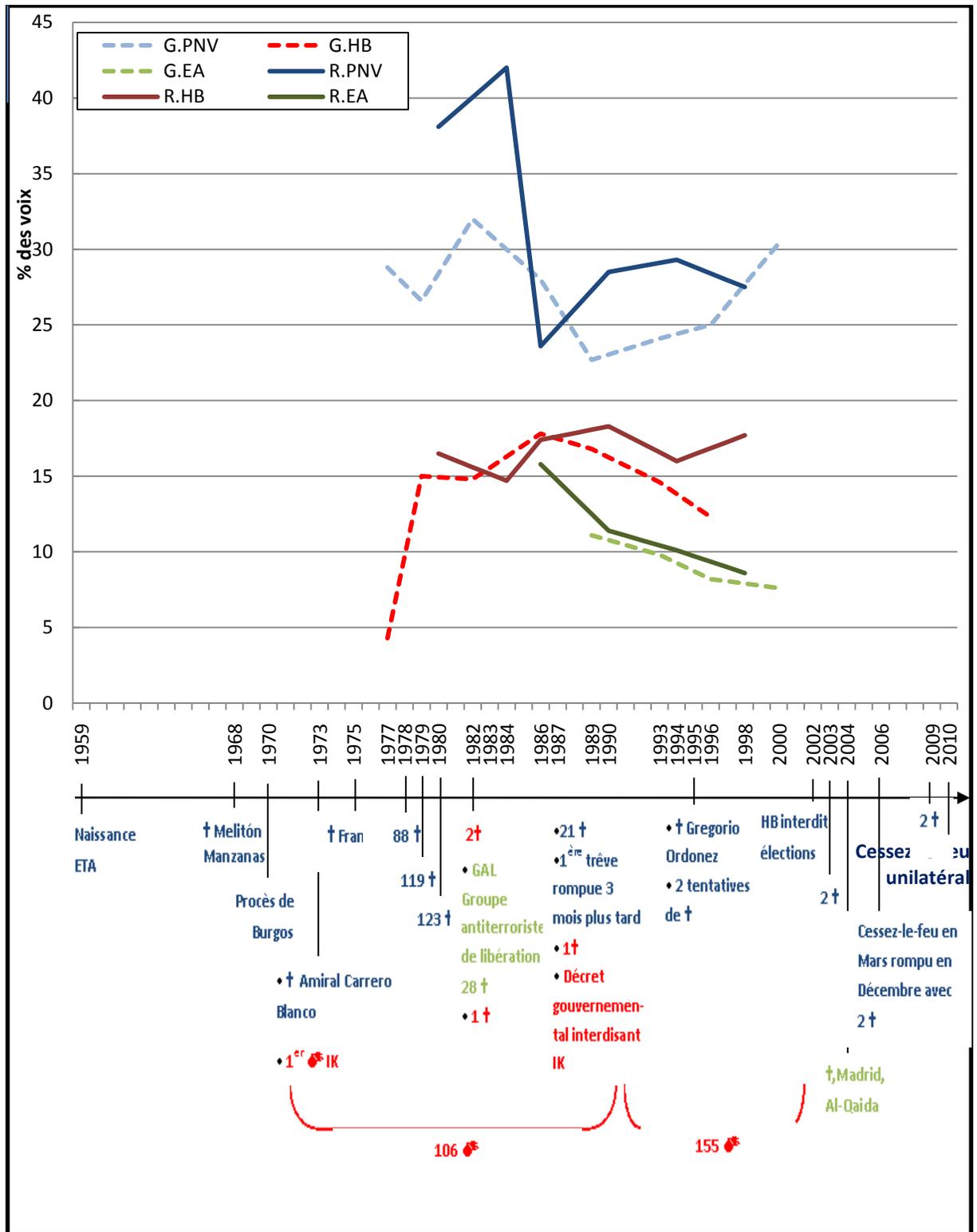
Après avoir observé une disparité du nationalisme basque côté français et espagnol mais une pérennité du sentiment nationaliste basque à travers le temps, notre seconde analyse portera sur l'opinion publique basque française et la violence

entourant le nationalisme basque. Ainsi, nous chercherons à voir si le sentiment nationaliste varie au gré des divers actes de violence rattachés au nationalisme basque (Graphique 3). Comme pour la première analyse, pour une meilleure considération du phénomène dans son ensemble, nous nous proposons de regarder également du côté espagnol et d'établir une comparaison avec ce qu'il se passe en France (Graphique 4).

Graphique 3: Le vote *abertzale* à travers les élections françaises et la violence entourant le nationalisme basque



Graphique 4: Le vote *abertzale* à travers les élections espagnoles et la violence entourant le nationalisme basque



Les résultats comparés entre les votes *abertzale* à travers les élections françaises et espagnoles et l'échelle chronologique des diverses actions violentes menées par ETA et IK principalement, nous indique quelques points importants. (Voir pour une meilleure compréhension de l'échiquier politique *abertzale* en France l'Annexe 1)

Au niveau des législatives françaises, nous remarquons que dès la deuxième élection, le taux de votes des nationalistes diminue de moitié (Graphique 3).

Pour ces deux premières élections, se présentait le parti politique Enbata que nous avons vu comme proche des idéologies et des moyens développés par l'ETA.

Nous constatons qu'en 1968 lorsque le taux de vote pour le parti est à moins de 2%, ETA commet son premier assassinat contre Melitón Manzanos portant alors l'organisation sur le devant de la scène internationale par la suite en 1970 avec le procès de Burgos. Or, en France, les réfugiés *etarras* sont nombreux à venir sur le territoire et comme nous le rappelle Malherbe (1980)²⁴ « les autorités françaises vont se servir de l'ETA et de la peur (le terrorisme) que ce mouvement inspire à la population pour isoler le groupe nationaliste d'Enbata, des notables du Pays basque. » Ce recul du soutien national basque peut alors s'expliquer par ce choix d'intervention du gouvernement français. Nous ne pouvons pas, en revanche, établir de comparaison avec l'Espagne car à cette époque, Franco était encore au pouvoir.

²⁴ Malherbe, « Le nationalisme basque et les transformations socio-politique en Pays basque Nord », dans Bidart, Pierre, *La nouvelle société basque*, Paris, Editions L'Harmattan, 1980, tel que cité par Izquierdo, 2001, p.124.

Toutefois, nous pouvons relever un certain paradoxe dans ces résultats car nous savons que lors du procès de Burgos, l'ETA va recevoir un soutien international manifeste (Elorza et al., 2002 ; Urteaga, 2007) n'allant donc pas de pair avec les votes *abertzale* recueillis.

Par la suite, pendant dix ans en France, aucun parti nationaliste basque ne va se présenter pour aucune élection. « Déçus par l'échec d'*Enbata* et attirés par la lutte révolutionnaire pratiquée par l'ETA [...] » (Urteaga, 2007, p.41), les militants nationalistes préféreront donner des consignes de vote plutôt que de continuer sur une voie électorale.

En outre, en 1974, *Enbata* sera dissous par Conseil des Ministres car considéré trop proche d'ETA, et nous constatons qu'un an auparavant, en 1973, ETA avait commis son deuxième grand assassinat contre l'Amiral Carrero Blanco.

En 1978, de nouveau, des partis nationalistes vont se présenter pour les législatives françaises, atteignant environ le même score que pour la première élection à laquelle ils avaient participé. Mais encore une fois, il va y avoir une interruption de huit ans des représentations des nationalistes à des élections. Nous constatons que cette nouvelle interruption intervient au moment où ETA est très actif au niveau des attentats faisant trois cents victimes en trois ans seulement. De plus, IK a commencé à agir sur le territoire français et tuera par trois fois en deux ans.

Lorsqu'en 1986, nous avons une nouvelle représentation des partis nationalistes basques à une élection législative, ils vont obtenir le même résultat qu'en 1978, soit 4% environ et deux ans après, ils dépasseront la barre des 5%. Nous pouvons remarquer que malgré le fait des attentats en nombre d'IK avec un mort de plus en

1987 et malgré la poursuite d'ETA sur une voie de lutte armée radicale avec toujours des morts et une trêve qui sera rompue trois mois plus tard, les votes pour les nationalistes augmentent. Nous n'avons pas les estimations de votes pour chaque parti nationaliste mais nous savons que pour 1986 et 1988, les partis EMA et EB étaient représentés avec un soutien implicite pour la lutte armée pour le premier parti et un accord sur la violence en territoire espagnol mais pas français pour le second.

Ce soutien peut peut-être s'expliquer par l'intervention des GAL (groupes antiterroristes de libération), à cette époque, qui vont faire beaucoup de victimes au sein des *etarras* mais également beaucoup de victimes parmi les citoyens français sans aucun lien pourtant avec ETA. Ces groupements para-policiers et paramilitaires espagnols agiront entre 1983 et 1987 principalement sur le territoire français pour lutter contre ETA. Dénommée « guerre sale », cette période verra l'Etat espagnol utiliser des méthodes illégales pour arriver à faire plier ETA mais sans succès. Ces groupes auront tout de même fait 29 victimes dont 27 tuées en Pays basque français (Davant, 2008). Il reste que très peu d'études ont pu être réalisées sur le sujet et que la France est soupçonnée d'avoir non pas jusqu'à collaborée avec l'Espagne mais au moins fermée les yeux sur ses pratiques fort douteuses de répression.

Nous voyons ensuite que les votes pour les partis nationalistes basques français ne vont cesser d'augmenter jusqu'en 1997 alors même qu'IK est au maximum de ses attentats et qu'ETA continue de tuer. En revanche, à partir de 1997, les votes vont diminuer bien qu'IK ait été interdit et ne fasse plus partie du paysage français.

Du côté espagnol, ce qui est intéressant à observer c'est que le soutien pour HB lors des élections générales sera à son maximum lorsque les GAL interviendront et tueront des *etarras* (Graphique 4). En outre, ce soutien sera triplé entre 1977 et 1979, passant de 4 à 15% ; et si nous regardons sur l'échelle chronologique, c'est une période pendant laquelle ETA fait beaucoup de victimes. Mais après le pic susmentionné, les votes pour HB vont diminuer jusqu'à ce que le parti soit interdit d'élections en 2002 pour lien avec ETA.

Le PNV, pour sa part, se maintiendra à un même niveau, même s'il diminuera au moment où HB augmentera.

Au niveau régional, les premières élections en France voyant des partis nationalistes basques se présenter ont lieu en 1986 (Graphique 3). Elles vont commencer avec un taux de moins de 5% en faveur de ces partis qui augmentera à chaque fois pour atteindre 12% environ en 1998. Alors même qu'IK commet de nombreux attentats et bien qu'ETA continue également de tuer, les votes pour les partis nationalistes augmenteront. Nous savons qu'en 1986, seul EMA se présentera ; en 1992, EMA partagera les votes avec EB et EA mais EA n'obtiendra que 1% de votes laissant tout le reste pour EMA et EB.

En Espagne, les élections régionales vont confirmer, de nouveau, une prédominance du PNV dans les votes, avec un pic en 1984 à plus de 40%, alors qu'HB, à cette période, obtiendra seulement un peu moins de 15%. La précédente élection montrait un niveau moindre pour le PNV mais était plus élevé pour HB en rapport avec l'élection de 1984.

Nous pouvons supposer un basculement des votes de HB pour le PNV en raison de l'intensité des actions d'ETA à cette période ; le vote de certains radicaux basculant alors vers un parti plus modéré.

Lorsque EA va entrer en scène pour les élections régionales de 1986, on constate une perte de moitié des votes en faveur du PNV alors que les votes pour HB augmentent sensiblement. EA récupère alors une partie de l'électorat du PNV mais ne réussira pas à les garder par la suite car les votes diminueront toujours au fil des élections.

L'électorat semblait attiré par des prises de position plus radicales comme tenait EA, sans pour autant aller jusqu'à la lutte armée que prône HB ; au final, les votes se partageront toujours entre le PNV et HB.

Pour les élections cantonales françaises, nous voyons qu'elles sont plutôt stables au niveau de la représentation des partis nationalistes basques mais elles vont connaître un pic en 2001 avec un taux de 17% (Graphique 3). A cette époque, trois partis sont représentés, soit AB, EA et le PNB. Mais AB obtiendra la majorité des votes avec 10%, le reste étant partagé par EA et le PNB. Ce parti AB a pris position contre le recours aux armes pour arriver à ses idéologies politiques nationalistes mais en 2001, il connaîtra une scission en son sein, créant par la suite un nouveau parti *Batasuna* qui est le reflet d'HB de l'autre côté de la frontière. Alors que ce dernier va être interdit en Espagne, *Batasuna* va se créer en Pays basque Nord, devenant la nouvelle expression politique publique d'ETA (Izquierdo, 2001). Les votes *abertzale* entre 2001 et 2004 vont chuter pratiquement de moitié pour remonter à 15% environ en 2008. Nous pouvons peut être entrevoir dans cette chute plus le reflet du conflit

interne des partis de la gauche nationaliste ayant alors une incidence sur le soutien électoral exprimé aux élections de 2004 qu'un quelconque fait d'armes ou de violence avec une influence sur ce soutien.

Les élections municipales françaises (Graphique 3) montrent clairement une différence entre les communes de plus de 3500 habitants et celles de moins de 3500 habitants quant au nationalisme exprimé. En effet, les communes de moins de 3500 habitants ont un taux de votes en faveur des partis nationalistes basques aux alentours de 25%, alors que dans les communes de plus de 3500 habitants, il se situe plutôt autour de 11%, soit moitié moins.

Le nationalisme est donc plus prégnant dans les petites villes voire villages que dans les grandes villes.

En revanche, la hausse ou la baisse des votes pour les nationalistes, quelles que soient les communes, ne montrent pas beaucoup de variations pouvant avoir un lien ou non avec la violence engendrée par ETA et IK, ou bien, dit autrement, la violence produite par ETA ou IK ne semble avoir aucune influence sur les votes exprimés aux élections municipales.

3.3 Premières avancées dans la compréhension du rapport violence / opinion publique

Bien que ce qui préoccupe à l'heure actuelle les deux gouvernements espagnol et français ce sont les actions de l'ETA sur le sol hispanique, malgré le fait de son engagement à lâcher les armes (voir Annexe 2), la France a également connu une période mouvementée. Il apparaît que la France n'a pas eu de représentations

nationalistes basques sur la scène politique lorsqu'ETA a commencé ses attentats et lorsqu'IK est né. Pourtant, la violence engendrée par ces deux mouvements ne semble pas avoir eu une réelle influence négative par la suite sur les votes *abertzale* français, en ce sens qu'ils se sont toujours manifestés malgré tout (Graphique 3).

Il se peut donc que la population, malgré un niveau de violence élevée pour défendre le nationalisme, est prête à soutenir ce phénomène.

Mais doit-on en arriver à une conclusion si rapide ?

En effet, le nationalisme basque paraît bien plus complexe que ce simple constat comme nous avons pu le voir tout au long de notre interrogation pour l'analyse de ce premier objectif spécifique. Il faut établir une distinction claire et précise entre l'indépendantisme et l'autonomie que certains demandent. Et encore là, il faudra éviter de faire un amalgame entre ces notions et la violence ou le terrorisme qui peuvent y être associés. Aucun sondage, après recension, ne semble s'être intéressé à l'opinion de la population sur la violence rattachée aux notions d'indépendance et d'autonomie du Pays basque et à un éventuel soutien pour un tel phénomène. Le moyen que nous avons trouvé pour cette étude de l'opinion publique face à la violence exercée par des mouvements tels ETA a été d'étudier l'expression de l'opinion publique lors des élections françaises et espagnoles pour avoir une comparaison à travers les votes *abertzale* exprimés.

Mais nous avons été confrontés à un manque de données pour les élections françaises puisque les votes *abertzale* étaient comptabilisés tous ensemble alors que nous avons distingué des divergences entre les nationalistes, notamment en ce qui a trait à la question de l'utilisation de la violence ou non.

En outre, les actes de l'ETA se prolongent jusqu'à nos jours mais nous n'avons les résultats aux élections en France que jusqu'en 2008 (Graphique 3) et 2000 pour l'Espagne (Graphique 4). Or nous savons qu'en 2002, l'Espagne sous le gouvernement de l'ancien premier Ministre Aznar, a créé une nouvelle loi permettant d'interdire tout parti politique dès lors qu'il ne se manifestait pas contre le recours à la violence fait par ETA. Ainsi, HB a été interdit mais il est apparu alors sur la scène politique française sous le nom de *Batasuna*. Il serait donc nécessaire d'avoir les résultats pour ce parti afin de voir si ce dernier fait part ou non d'un soutien de la population.

Nous savons aussi qu'ETA commet ses actes sur le sol espagnol mais cela n'empêche pas les partis politiques nationalistes de peser réellement sur la politique du gouvernement espagnol. HB lorsqu'il était légal avait un rôle à jouer sur cette politique puisqu'il obtenait un certain soutien de la part de son électorat.

En France, le nationalisme basque pèserait plus pour ce qui concerne les communes car au niveau national, il ne représente pas grand chose contrairement à l'Espagne où au niveau national et régional il est important.

Aussi, les attentats de Madrid en mars 2004, d'abord présentés par Aznar comme étant le fait d'ETA, mais revendiqués par la suite par Al-Qaïda, ont eu un réel impact sur l'opinion publique de l'époque ; le premier Ministre Aznar n'a pas été réélu lors des élections suivantes, la population lui préférant Zapatero et dénonçant alors son acharnement sur l'ETA. Il est donc important d'analyser les résultats des nationalistes aux élections après ce fait.

Ce qui se dégage de tout cela, c'est qu'il existe sûrement un soutien pour le mouvement radical qu'a choisi d'utiliser ETA et IK à une certaine époque. Il n'en reste pas moins qu'il paraît difficile à vérifier avec les simples résultats aux élections au vu des problèmes de données que nous avons soulevé.

Et même si ces données peuvent nous éclairer un peu plus sur le sujet, le fait est que la question de la violence n'est pas si évidente que ça pour les partis politiques eux-mêmes et sera souvent cause de scission, elle ne pourra même plus être revendiquée en Espagne, pour le moment, avec l'interdiction de certains partis.

Le second objectif spécifique peut en cela nous apporter une vision plus éclairée sur le phénomène de violence entourant le nationalisme basque et la population, de par son expérience, va pouvoir certainement nous apporter des éléments supplémentaires essentiels pour notre compréhension.

Chapitre 4 :

**La violence : un concept
à envisager dans sa globalité**

Dans ce chapitre, nous présenterons les résultats correspondant à notre second objectif relatif au point de vue et à l'expérience de la population basque française quant à la violence entourant le nationalisme basque.

Aussi, à la lumière des entretiens effectués et au vu des informations apportées nous pouvons d'ores et déjà découper l'analyse de nos résultats en deux parties distinctes qui se rapportent l'une et l'autre au concept de « violence politique » tel que décrit par Braud (1993). En effet, plusieurs fois, la question nous a été posée de savoir de quelle violence nous parlions et notamment la violence provenant de quelle personne.

« Quand on parle de violence au Pays basque, on parle de quelle violence ou la violence de qui ? Généralement on parle de la violence des basques. Quand on regarde ça dans la tête des basques, la violence n'est pas uniquement issue des militants basques, la première violence est considérée comme étant celle de l'Etat espagnol. » *Patxi, 23 juin 2010.*

« Il y a une situation de violence mais faudrait d'abord définir ce qu'est la violence parce que chacun a sa propre violence. »

« Le terme violence est quand même chargé au niveau juridique, moral et éthique parce que la violence c'est toujours celle de l'autre donc quand on parle de violence du mouvement nationaliste c'est toujours d'un point de vue extérieur car les nationalistes basques vous diront qu'eux ne sont pas violents, c'est l'Etat français qui est violent, en retournant la charge péjorative d'ailleurs. » *Iban, 8 juillet 2010.*

« Il faudrait d'abord définir les termes [...] qu'est-ce qu'on entend par violence ? Le mot 'violent' est un thème très très large. » *Thierry, 9 juillet 2010.*

« Il y a plusieurs formes de violence... » *Gabi, 17 juillet 2010.*

Riche de ces enseignements, un chemin semble dès le départ être tracé par nos résultats recueillis et nous allons donc procéder dans cette logique pour l'étude de la violence entourant le nationalisme basque.

Ainsi, dans un premier temps, et grâce à notre entretien mené avec l'un des fondateurs de l'ETA, nous allons examiner ce qui peut mener un individu jusqu'à la lutte armée pour le mettre en exergue avec les propos recueillis de la part de nos autres interviewés et ainsi essayer de mieux comprendre « un mode spécifique d'affirmation politique » (Braud, 1993).

Dans un second temps, nous envisagerons la violence, non plus du côté des militants basques, mais du côté étatique pour arriver à englober toute cette notion de violence politique et ainsi intégrer toutes les parties au conflit pour répondre au mieux à notre problématique.

4.1 Un processus de fabrication de la violence au regard des militants basques

L'entretien réalisé avec l'un des fondateurs de l'ETA nous a permis, comme énoncé au chapitre 2, de mettre en contexte les différents enjeux qui se jouent sur la question basque mais il nous a également permis d'avoir une vision éclairée sur l'engagement des individus dans la lutte armée et donc sur les divers facteurs amenant une personne à prendre les armes. De par sa place privilégiée pour parler de cette question basque mais aussi, de par son expérience et son recul sur l'histoire du mouvement ETA, la perspective de ce fondateur quant à ce processus de fabrication de la violence nous paraît des plus adaptées pour analyser les discours rapportés.

Des critiques pourront être soulevées quant au fait que le discours de ce fondateur ne pourra être neutre et exempt de toute subjectivité, il n'en demeure pas moins qu'au regard de sa fonction au sein de l'ETA, il reste l'acteur le plus à même de nous expliquer un processus amenant à lutter avec les armes, considéré par une grande majorité, encore, comme le fait d'irresponsables et de fous et non comme un fait mûrement réfléchi.

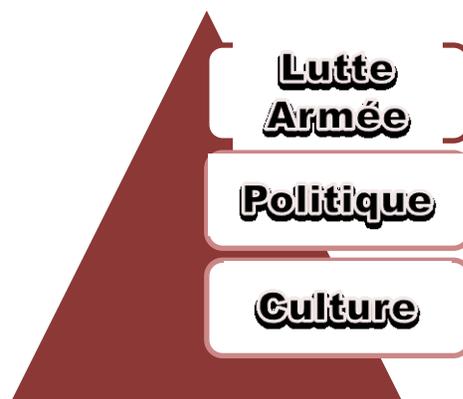
Nous allons donc appliquer ce processus de fabrication de la violence défini par ce fondateur aux propos de nos interviewés pour examiner si du côté *Iparralde*, ce processus fonctionne avec les mêmes facteurs déterminants.

Ainsi, ce fondateur va nous présenter l'arrivée à la lutte armée sous forme d'un schéma très simple comprenant trois étapes :

« Il y a trois étapes, c'est très facile, un schéma. Mais je voudrai que ce schéma là vous le compreniez bien. Si vous êtes capables de l'appréhender, je pense que le reste suivra. Première étape : culturelle ; deuxième étape : politique ; troisième et dernière étape : lutte armée. L'une nous conduit à l'autre et c'est le culturel le plus important ; à mon âge (79 ans) et avec mon expérience je sais que tout repose sur le culturel. » *13 juillet 2010*

Ainsi, à la base de ce schéma se trouve la question culturelle et avec une certaine prise de conscience sur cette question l'individu va atteindre le second palier consistant en un engagement politique qui pourra amener par la suite vers la lutte armée.

Graphique 5: Processus de fabrication de la violence



Mise sous forme pyramidale, la perspective du processus de fabrication de la violence ainsi énoncée paraît plus claire dans le sens où pour le cas basque, la question culturelle étant à la base, elle rassemble beaucoup plus de monde que la lutte armée ; les étapes sont donc franchies par certains individus et non par tous ; certains s'arrêtant à une conscience culturelle, d'autres à un engagement politique et une minorité allant vers la lutte armée.

« C'est un cheminement, c'est progressif mais là ça dépend de l'engagement de chacun »
 « Après ça dépend du tempérament de chacun ou de la sensibilité. Est-ce qu'on peut rester insensible à tout ce qui se passe autour de soi ? » *Gabi, 17 juillet 2010.*

L'une après l'autre nous allons regarder les différentes étapes qui se posent pour permettre de bien intégrer les discours recueillis et voir si du côté basque français, la lutte armée peut arriver selon ce même processus.

4.1.1 La question culturelle à la base d'une prise de conscience nationale

Cette question culturelle fait référence non seulement à l'attachement d'un peuple pour une langue mais également à l'attachement à une terre et surtout un sentiment d'appartenance à un même peuple. Terreau d'une prise de conscience collective devant un panorama national éparpillé, la question culturelle débouche sur un véritable mouvement social amenant à plus d'engagement de la part de certains.

La langue basque, l'*euskara*, est la première réappropriation d'une culture oubliée pour certains, et c'est sûrement la « lutte » qui rassemble le plus de personnes puisque nombre d'entre elles ont l'*euskara* comme langue maternelle:

« Il y a un problème de langue. En France, l'article 2 de la Constitution précise que la langue de la République est le français donc le basque ce n'est pas qu'il n'existe pas, c'est qu'il n'a pas de statut officiel. Donc on ne peut pas l'utiliser à la SNCF, la poste... » *Txaran, 28 juin 2010.*

« Il y a aussi des conflits plus théorisés, plus urbains comme la langue par exemple. » *Iban, 8 juillet 2010.*

« La prise de conscience tenant compte des origines, de la famille... Ma première langue maternelle c'est l'*euskara*, mais apparemment à l'âge de 2 ans on m'aurait dit que ça ne servirait à rien [...] la langue ne sert à rien à part à parler dans la ferme, c'est la langue des paysans. »

« Implication progressive dans des mouvements culturels avec l'importance de l'apprentissage, du réapprentissage de l'*euskara*. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« Rentré très tôt dans le bain, c'est sûr, du fait que ma première langue c'est le basque. »

« C'est naturellement que je me suis dirigé vers tout ce qui est la langue, la culture et beaucoup d'autres choses qui se rapportent à la thématique basque. »

« On a le droit d'avoir notre langue qui est la plus vieille d'Europe, notre culture aussi... » *Ttole, 19 juillet 2010.*

Ensuite, il existe un attachement particulier à la terre qui date déjà depuis des siècles mais qui perdurent encore aujourd'hui, notamment dans les milieux ruraux. Attachement à la terre aussi bien à un niveau individuel qu'à un niveau plus global faisant référence alors à l'origine même du peuple basque.

« Cet attachement à la terre, c'est la culture basque, c'est une des raisons de l'incompréhension. Comment on peut être attaché à la terre ? Par exemple, c'est une anecdote qu'on cite souvent, en Pays basque, les gens en milieu rural portent le nom de leur maison, c'est-à-dire le nom de leur terre. On appartient à la terre sur laquelle on est, c'est pas l'inverse, c'est pas la terre qui nous appartient, il y a donc conflit par rapport à la terre. » *Iban, 8 juillet 2010.*

« On sait très bien que notre peuple il est là depuis tout le temps... »
Tole, 19 juillet 2010.

Et finalement, il s'agira pour tous d'un sentiment particulier, ce sentiment d'appartenance à un même peuple rassemblé autour d'une culture commune.

« Le fait qu'on appartienne à un seul peuple, à une seule famille... et il y a des gens qui vont être vaguement *abertzale* mais qui jamais n'iront dans une manifestation ou quoi que ce soit; mais n'empêche que le jour où le copain avec qui on a fait une colo vient frapper à la porte en demandant 'tu peux pas m'héberger pendant deux-trois semaines ?' ben on va pas le mettre dehors, on va pas lui dire non ; ou la fille qu'on a croisé un soir de fête vous dit 'tiens j'ai un paquet à amener à San Sebastian, tu peux me l'amener ?' ben on va lui dire que oui. » *Iban, 8 juillet 2010.*

« ... et donc ce sentiment, cette appartenance à un peuple, une culture qui jusqu'alors avait été ignorée et tout avait été fait pour qu'elle ne soit pas transmise... »

« Communauté de destins [...] et donc réappropriation de son identité, de son histoire. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

Cette redécouverte d'une culture commune passera également par la danse ou le chant qui tiennent une place très importante dans la communauté basque.

Nous observons dès à présent que le rôle de la culture dans la prise d'une conscience nationale est très forte coté *Iparralde* et semble à la base d'un engagement plus prononcé par la suite comme nous l'avait fait remarqué dès le départ le fondateur de l'ETA. Nombre d'individus se retrouvent au travers de la langue basque qui est aujourd'hui le combat le plus fécond pour obtenir une reconnaissance, et lors de quelques entretiens informels, certains auront parlé de leur regret de ne pas l'avoir transmis à leurs enfants. La transmission de la culture basque est donc très importante pour la plupart des personnes afin que les générations futures perpétuent les traditions et n'oublient pas l'histoire de « leur peuple ».

Toutefois, nous remarquons également qu'une culture de la violence peut se laisser entrevoir dans le discours de certains et se transmettre alors de génération en génération :

« C'est déjà difficile à accepter qu'ETA arrête mais si c'est pour qu'il n'y ait rien d'autre un peu sur le plan clandestin ou violent, là c'est vrai que ce sera dur à faire assumer aux plus jeunes. »

« Une partie des raisons qui font qu'il y ait ces actions ici [en Pays basque Nord] c'est aussi pour donner un petit peu du grain à moudre à ces jeunes pour qu'ils soient moins frustrés de l'arrêt de la lutte armée. »
Txaran, 28 juin 2010.

« On va plutôt être du côté du voleur que du gendarme parce que voilà... c'est un déterminisme familial et social qui va faire ça... »

« Chaque génération répète ce qu'a fait la précédente, c'est –à-dire pour résister à la situation dans laquelle elle se trouve, elle pose des actes qui sont en large de la légalité. » *Iban, 8 juillet 2010.*

A ce stade-ci, une hypothèse culturaliste de transmission de la violence pourrait alors être mise en avant pour justifier et expliquer le passage à la lutte armée. Cependant,

sans laisser de côté cette théorie de culture de la violence qui doit certainement se développer dans des sphères pour le moins circonscrites, nous sommes d'avis, tout comme Wiervioka (1993) que cette dernière paraît très critiquable et est très peu valable en ce qui concerne la question basque. Comme nous pourrions l'observer plus après, le recours à la violence et notamment à la lutte armée est dans la grande majorité des cas un acte réfléchi et rationnel, lui enlevant alors tout son sens à partir du moment où une approche culturaliste est envisagée.

L'étape suivante de la prise de conscience nationale, après avoir abordé la question culturelle, est l'engagement politique et le durcissement des idées ou une conscientisation plus prononcée.

« On découvre sa basquitude à partir du moment où on y est confrontée. » *Iban, 8 juillet 2010.*

4.1.2 La question politique : une conscience nationale plus théorisée et plus engagée

L'engagement politique va se faire en interdépendance complète avec la question culturelle. Aussi, pour certains, il ne suffira pas seulement de prendre conscience d'une culture commune, il faudra également mettre en place un plan d'action pour la défense de cette dernière. Les différents projets politiques s'appuieront alors sur la défense de la langue, sur la défense de la terre, sur la défense d'un peuple. Seront alors mis de l'avant, le droit à l'autodétermination, l'accès à l'indépendance du Pays basque et le refus des inégalités sociales.

« Le problème politique est de plusieurs nature : question de l'autodétermination du Pays basque, c'est-à-dire est-ce que la population du Pays basque a aujourd'hui d'abord en principe le droit de demander à être indépendant comme par exemple les Lithuaniens, les Lettons, les Slovénes... »

« Au nord, la question est encore plus complexe car là le Pays basque n'existe pas. Il est inséré dans le département des Pyrénées Atlantiques créé depuis la Révolution française. Depuis ce moment-là, les Basques ont toujours voulu un département ne regroupant que les Basques mais ça n'a jamais été le cas ; pourtant encore aujourd'hui, la majorité souhaite ce département. Il y a donc un contentieux ici aussi de territorialité irrésolu. » *Txaran, 28 juin 2010.*

« Pour exister, ils ont besoin de politiser la culture. » *Thierry, 9 juillet 2010.*

« Ensuite, ce sera progressivement la découverte des luttes de revendications ; donc vivre et travailler au pays déjà. Ne pas être obligé de s'expatrier comme beaucoup on fait depuis des siècles. Découverte de mouvements qui vont se créer, qui vont revendiquer ça. »

« Il y aura des groupes qui vont se créer contre la spéculation, contre le tout tourisme... » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« Je suis un militant de Segi qui est un groupe de jeunes nationalistes... enfin nationalistes par la force des choses... qui lutte pour la défense de tout ce qui est culture, la reconnaissance du Pays basque, le droit à l'autodétermination. Groupe qui se définit comme socialiste aussi et toute cette lutte qui se bat contre la précarité, la lutte que tous les jeunes doivent mener au quotidien pour le travail, le logement et toutes ces thématiques. »

« Nous, on défend à des niveaux politiques, dans les villages, en travaillant, en interpellant les gens au niveau social et tout ça... » *Ttole, 19 juillet 2010*

Photos 4 et 5 : Lutte pour le logement



24.07.2010, 28.07.2010 ©S.Maury

Les photographies 4 et 5 se rapportent à la lutte pour le logement qui a commencé déjà sous l'époque d'IK et qui perdure encore aujourd'hui avec le combat des jeunes. Le chiffre 35 864, inscrit sur beaucoup de murs, correspond au nombre de maisons secondaires présentes en Iparralde, c'est-à-dire à des maisons occupées que très peu souvent dans l'année par des gens habitant en dehors de la région. Un mouvement de jeunes « Le Pays basque n'est pas à vendre » (Euskal Herria ez da salgai) s'est alors formé afin de protester contre l'inflation des prix et l'impossibilité pour les jeunes de se loger dans au Pays basque nord.

Il faut également ici mettre en relation nos résultats obtenus sur notre premier objectif spécifique. En effet, même si un paysage politique *abertzale* se dessine bien tardivement en Pays basque nord en comparaison avec le sud et même si le poids électoral des ces partis est sans commune mesure, il n'en reste pas moins qu'une véritable tradition de représentation politique s'est mise en place petit à petit en *Iparralde*.

Dès lors, le second palier est atteint pour les militants *abertzale* d'*Iparralde* et selon ce fondateur, nous pouvons en arriver à partir de là à l'engagement dans une lutte

armée. Mais, nous rappelle-t-il, « tout le temps, on pèse nos choix selon l'efficacité et la sécurité. »

Nous arrivons alors ici à une étape importante : le passage à la lutte armée serait un fait purement stratégique et non pas un fait dénué de tout sens, appelant alors à utiliser une violence utilitaire, instrumentale telle que caractérisée par Braud (1993).

A partir de là, la violence instrumentale serait dirigée vers un objectif manifeste et sera donc un moyen permettant à l'individu d'arriver à ses fins, selon Tilly (1978) et les bénéfices de cette stratégies seront réels ajoutera Michaud (2004).

Elle sera pensée comme un moyen d'atteindre, pour le cas basque, une reconnaissance politique. Cette rationalité d'action serait donc un facteur à prendre en considération dans le processus de fabrication de la violence.

4.1.3 La question de la violence instrumentale comme dernière étape avant la lutte armée

Loin d'être une violence colérique décrite par Braud (2002) comme « un acting out destructeur provoqué par une décharge d'agressivité », le recours à la violence serait longuement discuté au sein de l'organisation de l'ETA afin d'envisager une efficacité maximum pour les objectifs à atteindre. De ce point de vue, certains pourraient soulever le fait que sous le régime de Franco en Espagne, cette théorie pouvait tout à fait être valable mais qu'au regard de la transition démocratique qui s'est opérée et au regard des droits d'autonomie concédés, il ne s'agit plus d'envisager la violence comme instrumentale mais plutôt comme colérique et comme le fait d'actes et d'individus incontrôlés et incontrôlables. Il ne faut cependant pas oublier que l'Etat espagnol a interdit l'accès à une représentation

politique à quelques partis voyant alors selon eux la violence comme seul moyen de se faire entendre.

Nous pourrions également mettre en doute cet emploi de la violence à des fins instrumentales du côté français puisqu'aucune représentation sur la scène politique, par exemple, n'est interdite à quelque groupe que ce soit, pourtant, dans les faits, la logique discursive de nos interviewés en est tout autre :

« Au Pays basque nord, il y a eu IK qui a mené une lutte qui a porté ses fruits dans beaucoup de choses car il y a eu certaines négociations ; même par rapport aux mouvements sociaux qui ont pris racine au moment où IK est né qui a boosté un peu ce nationalisme ici... » *Ttole, 19 juillet 2010.*

« La violence est un moyen pour soulever un problème, le poser sur la table, et le faire entendre. »

« La lutte armée c'est pour amplifier, c'est un haut-parleur, mais également la lutte armée sera utilisée comme moyen revendicatif et aussi pour montrer, faire ressortir les contradictions de systèmes ou d'Etats [...] »

« La lutte armée : il n'y aura pas d'autres solutions pour justement exister, faire entendre la voix... » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« Il y a une quinzaine d'années, on a réussi à obtenir le bilinguisme, c'est pas tout en basque, c'est uniquement la possibilité d'avoir du basque sur les panneaux routiers à côté du français ; et ça a été remis en cause donc évidemment les lettres, les demandes ça suffit pas, donc il faut coller des panneaux, ils vont barbouiller les panneaux en noir et c'est quand il y a un 'acte de violence' qui est proposé que là il y a une réponse de l'administration qui va être dans ce cas là 'bon bon ok on va faire des panneaux bilingues'. »

« Depuis les années 60, c'est une pratique qui s'est petit à petit construite qui vise à dire que de toute manière on n'obtient rien sans mobilisation, c'est même pas la peine de faire des courriers, des demandes on n'obtiendra que si on se mobilise, qui si on réclame, que si on pose des actes qui sont à la limite de la légalité [...] »

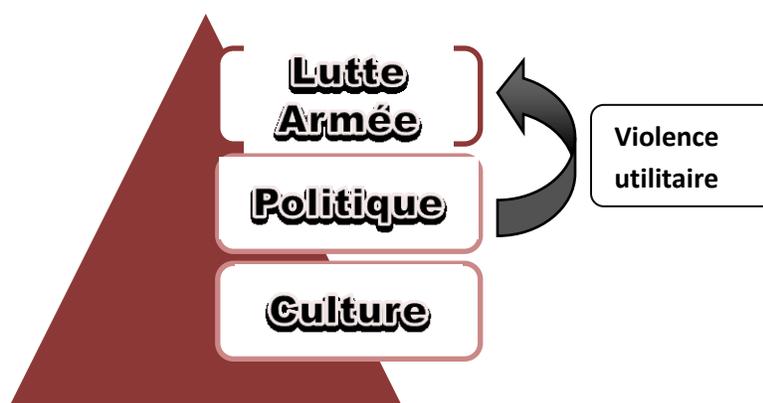
« [...] ça veut dire que ça sert à rien de faire des pétitions, de demander des choses par la voie légale parce que de toute manière ça sera non, et en posant un acte illégal, on obtiendra ce qu'on demande. » *Iban, 8 juillet 2010.*

« Sur le plan politique, ça peut être justifié de répondre aux armes par les armes [...] par contre le politique se posera la question, même si c'est justifié, est-ce que c'est efficace ? » *Txaran, 23 juin 2010.*

« On parle de lutte armée car il n'y a pas d'autres alternatives. » *Patxi, 23 juin 2010.*

La pyramide du processus de fabrication de la violence peut alors se compléter avec le questionnement de l'efficacité du passage à la lutte armée.

Graphique 6 : Processus de fabrication de la violence utilitaire



Nous observons dès à présent que ce graphique mis en place par le fondateur de l'ETA est tout à propos et convient bien aux nationalistes basques en *Iparralde*. La violence, selon cette logique de processus de fabrication, devrait alors se trouver plus ou moins dans les mêmes proportions des deux côtés des Pyrénées au sein des militants *abertzale*, en tenant compte bien évidemment du critère démographique puisque qu'au Pays basque sud nous parlons de 2,7 millions d'habitants environ contre 300 000 au Pays basque nord.

Toutefois, nous savons qu'il en est tout autrement, et nous constatons donc que cette logique ne s'applique pas si facilement. Alors, pour dégager une première réponse à

notre problématique de départ sur le fait que la violence soit moins importante en France qu'en Espagne, il est à noter que la violence est considérée comme utilitaire, mais surtout, et au regard de nos entretiens, côté *Iparralde*, elle a très vite démontré ses limites, les interviewés parlant même de « contre-productivité ».

« Le but d'un processus de libération nationale c'est que par les armes on fasse plier l'Etat. Mais par la violence c'est impossible depuis les années 1980 donc maintenant c'est par la politique qu'on doit arriver à gagner le cœur des Basques. La lutte armée a ça de contre-productif c'est qu'elle nous a aliéné à nous *abertzale* la population. La lutte armée a apporté ce qu'elle avait à apporter, aujourd'hui elle est contre-productive, elle braque le gens, les gens ne la comprennent plus, ne l'acceptent plus y compris dans sa base. »

« La lutte armée ne sert à rien, il faut créer des choses qui fassent rêver les gens, qui les fassent se sentir basque. »

« Si on obtient des résultats avec la lutte armée, il faut continuer la lutte armée ; par contre si on voit qu'on n'obtient plus rien voire même qu'on obtient rien que s'il n'y avait pas la lutte armée, ben faut arrêter et c'est ce que disent les politiques *abertzale* aujourd'hui. » *Txaran, 28 juin 2010.*

« Il ne s'agit pas de renier [son engagement dans la lutte armée] mais en tant qu'instrument, en tant qu'outil, j'ai l'impression à ce moment que ce sera peut-être pas contre-productif mais ce ne sera pas le plus adéquat. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

Reconnaissant donc que la lutte armée a eu son intérêt pendant un certain temps, les interviewés portent tous un regard assez critique sur son recours à l'heure actuelle.

L'organisation ETA est née en *Hegoalde*, elle a été le mouvement déclencheur d'une prise de conscience nationaliste en *Iparralde* voire un « modèle » de lutte mais elle s'est toujours cantonnée à agir au sud. Cet effet miroir a ainsi permis de détecter plus rapidement les limites et inconvénients de la lutte armée dans ce mouvement de libération nationale. Les militants *abertzale* du nord prenant alors plus vite

conscience de l'importance du politique sur la violence vont préférer, de ce fait, poursuivre un combat sans armes.

« Notre peuple est en train de se battre aujourd'hui avec des armes légitimes. » *Ttole, 19 juillet 2010.*

Photos 6 et 7 : La politique comme solution au conflit



9.07.2010 ©S.Maury

Les photos 6 et 7 correspondent à la trajectoire prise par la grande majorité des nationalistes basques afin de régler le conflit aujourd'hui: « Solution au conflit basque = dialogue politique ». Cette ligne d'action est aussi bien intégrée par les anciennes générations qui ont connu l'époque d'IK et qui ont, pour certains, pris les armes pendant une période, que par les nouvelles générations qui y voient un engagement pour des résultats à long terme.

Mais la situation apparaît encore plus complexe dès lors qu'entrent en jeu les violences étatiques françaises et espagnoles, dénoncées par les nationalistes basques et à examiner au même titre que la violence nationaliste pour envisager la violence comme un « processus interactif » entre les diverses parties en présence (Fillieule, 1993, p.293).

« D'une certaine manière, on peut dire que le nationalisme basque est une réponse à une certaine violence étatique. » *Thierry, 9 juillet 2010.*

4.2 La violence d'Etat : un facteur important dans le processus de fabrication de la violence

La violence des Etats français et espagnol a été rapportée par l'ensemble de nos interviewés. Dans l'optique d'une vision des plus objectives sur notre sujet concernant la violence entourant le nationalisme basque, il est essentiel de porter un regard sur cette dernière et ainsi appréhender au mieux le processus de fabrication de la lutte armée basque.

« La violence, personne n'en veut. Quand je rends visite à ma sœur [en prison pour liens avec ETA] ils sont non violents tous, ils ont juste été poussé à ça que ce soit par l'Etat français ou espagnol. » *Ttole, 19 juillet 2010.*

« La grosse responsabilité elle est des Etats... aucun doute là-dessus. »
 « C'est une question de mentalité au niveau de ces Etats. Je ne sais pas s'ils se croient encore à l'heure des Lumières... ils se croient les porte-étendards de la Liberté, de la démocratie, du progrès... ben y'a qu'à voir leur Histoire. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« Les *abertzale* vous diront eux aussi qu'ils subissent une situation de violence. » *Iban, 8 juillet 2010.*

Nous voyons que la violence étatique est pour la plupart de nos interviewés une justification à l'engagement dans une lutte plus radicale, certains parlant même d'une « histoire de domination et d'une résistance » (*Patxi, 23 juin 2010*), le peuple basque résistant face à la domination des Etats français et espagnol au même titre que la Résistance lors de la Deuxième Guerre Mondiale.

Les militants *abertzale* côté *Iparralde* rapporteront non seulement une violence physique, une répression démesurée de la part de l'Etat français sans aucun rapport avec les faits et les actes portés mais également une violence plus insidieuse, non physique mais tout aussi révoltante pour eux.

Nous en revenons alors à la définition de violence politique détaillée par Philippe Braud (2008, p493). Cette violence politique n'est pas à concevoir sous son seul aspect physique, qui serait « l'expression d'un aveuglement scientifique » ; il faut l'envisager avec sa « dimension émotionnelle » qui est ce qui attribue à la violence sa véritable signification politique.

Nous verrons donc dans un premier temps ce que les militants *abertzale* d'*Iparralde* entendent par violence étatique pour ensuite dans un second temps en donner une analyse sociologique et non plus un simple rapport de discours.

4.2.1 La violence étatique subie

Afin de ne pas mélanger tous les contextes et pour avoir une meilleure analyse des faits, nous nous entendons ici pour mettre de côté la période franquiste qui a été reconnue par tous, ou presque tous, comme particulièrement répressive envers le peuple basque côté sud tant au niveau militaire que policier avec des épisodes de torture et une négation totale de l'identité basque.

En outre, beaucoup de nos interviewés sont en accord pour faire une différence de niveau de violence étatique entre l'Espagne et la France. Ainsi, côté répressif, les deux Etats ne jouent pas sur le même tableau et beaucoup de dérives sont dénoncées côté espagnol :

« J'ai étudié deux ans au Pays basque sud et c'est une violence beaucoup plus physique là-bas par rapport à la répression des manifestations des militants. »

« De l'autre côté, ils ont tapé partout, tout le monde, et ils sont à un stade où ils veulent éradiquer le peuple basque niveau physique. Donc il y a des arrestations, il y a de la torture qui est systématique maintenant pour tous les militants, que tu sois militant de l'ETA, de Segi ou quoi que ce soit. Une arrestation avec les mecs de la Garde civile ou de la police Nationale et maintenant de la *Ertzaintza* aussi, c'est 5 jours de torture, t'es entre les mains de tortionnaires et y'a personne qui est au courant de rien. »

« (Côté espagnol) Ils vouent une haine pour les basques qui est sans limite. Quand j'ai été arrêté (en 2009), il y a eu une rafle d'arrestations côté sud de 34 membres de Segi et ils ont tous subi de la torture pendant 5 jours : ça va du viol pour les filles au truc du sac pour les mecs. On te met une poche plastique sur la tête et on attend que tu perdes connaissance, on te réveille après... la baignoire... les électrodes... ils ont mis des caméras mais il reste toujours des coins noirs. En France, c'est beaucoup plus psychologique. » *Ttole, 19 juillet 2010.*

« Ils ont été relativement corrects (en parlant des membre du GIGN – Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale- venant l'arrêter à son domicile). »

« Il y a eu l'arrestation en Espagne d'un militant qui a été torturé et qui va donner des noms (au sujet des circonstances de son arrestation). »

« La répression n'était pas la même. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« C'est à la fois une ancienne dictature qui est devenue une démocratie qui a concédé énormément de choses au nationalisme basque mais qui en même temps a maintenu un niveau de répression extrêmement fort. » *François, 30 juin 2010.*

Certains d'entre eux reviendront aussi sur l'épisode du GAL :

« C'est une réponse para policière créée par le parti socialiste espagnol en 1983 qui pour la première fois dans un contexte 'censé être démocratique', il y a un état démocratique qui utilise des moyens anti-démocratiques, c'est-à-dire des assassinats de militants basques. » *Txaran, 28 juin 2010.*

« Bien évidemment la violence continue : il y a la violence de l'ETA mais également une violence étatique, le gouvernement socialiste a créé le GAL, une guerre sale. » *Thierry, 9 juillet 2010.*

« Le GAL est un facteur déclencheur (de la violence) vous pouvez faire la cartographie des bars dans lesquels le GAL a frappé. » *François, 30 juin 2010.*

Nous touchons ici aux dérives de l'Etat espagnol qui bien qu'ayant le monopole de la violence en tant qu'Etat de droit²⁵ est loin de pouvoir légitimer certains faits allant alors à l'encontre des droits qui lui sont accordés.

Nous abordons aussi le délicat sujet de la torture qui s'est produite et a été reconnue sous Franco mais qui se produirait encore de nos jours de la part de l'Etat espagnol²⁶. Certains auteurs comme Crettiez (1999) ou Loyer et Aguerre (2008) envisageront l'utilisation de la torture sous Franco bien sûr, et seulement pendant les premières années de la transition démocratique espagnole ensuite, et ils la verraient à l'heure actuelle plutôt « mythifiée » et source de mobilisation politique *abertzale*. Ils souligneront l'engagement de l'Etat espagnol pour rétablir les droits des individus incarcérés.

Il est alors bon de rappeler que des dossiers de torture ont été envoyés à Amnesty International qui a expressément exhorté l'Espagne à cesser toute détention au secret et le 30 décembre dernier, le Tribunal pénal de Guipuscoa a déclaré 4 membres de la Garde civile coupable de torture sur un militant basque (voir Annexe 3).

²⁵ Pour plus d'informations sur le concept de monopole de la violence légitime par l'Etat : Weber, « Le Savant et le Politique », 1919.

²⁶ Pour plus d'informations sur le fonctionnement de l'Etat espagnol dans sa lutte contre le « terrorisme » : José María Ortuño, « Douleurs, frustrations et espoirs de l'antiterrorisme espagnol. », dans « Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme. », sous la direction de Bigo, Bonelli et Deltombe, Editions La Découverte, Paris, 2008.

Par contre, loin de parler de torture physique de la part de l'Etat français, il n'en demeure pas moins que les militants basques accusent ce dernier d'autres formes de violence :

« Aujourd'hui, moi, je me sens opprimé, à pas pouvoir me dire basque, à ne parler basque que dans ma famille ou avec mes amis, mais quand je vais à la mairie je suis obligé de parler français là-bas... là oui, je me sens opprimé, j'ai l'impression d'être une identité de deuxième ou troisième division, ça me va pas... »

« Un endroit comme ici où on n'existe pas. Enfin, moi je suis basque mais au regard de la Constitution française, je suis français et uniquement français, même le mot basque il est pas accepté sauf dans l'article 72 sur le patrimoine culturel français... c'est humiliant ! On se sent inférieur, mais pourquoi alors que ça fait 40 000 ans qu'on est ici, avant même que les français ou la langue française arrivent ici, nous on était là à parler basque, c'est injuste. » *Txaran, 28 juin 2010.*

« ...occultation d'une culture à part entière... c'est cette négation qui fait qu'à un moment on se pose des questions. »

« ...ça touche l'identité propre et ça c'est important l'identité personnelle... »

« La négation de l'Autre c'est déjà une répression qui est terrible d'ailleurs. Nier l'identité des autres... »

« C'était un constat d'injustice, de négation d'une identité, qui fait que si on se voile pas la face, si on ne regarde pas à côté, si on se sent impliqué fait qu'on peut arriver justement à pratiquer la lutte armée... mais jamais par plaisir parce que c'est très dur. »

« ...c'est soit du mépris, soit de l'ignorance, soit du rejet... » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« C'est une des autres violences du Pays basque nord c'est qu'on est nié en tant que peuple donc on n'a pas de droits... »

« Ici, c'est la politique d'assimilation et de négation qui est mise en place. »

« La prison ça fait 20 ans que j'y vis... moi, aujourd'hui, j'ai 21 ans, on vit avec des chaînes qui sont pas matérielles mais on vit constamment avec des chaînes au Pays basque. »

« (Lors des diverses gardes à vue) On est attaqué sur la famille, et ça dépend de ton état d'esprit, tu peux sortir détruit de ça. Moi c'était constamment 'ta copine elle va mourir sur la route, tes parents ils vont

payer ça de leur santé, ils mourront dans les voyages, ils auront les pires maladies, ce sera à cause de toi, t'es égoïste... » *Ttole, 19 juillet 2010.*

A cette négation du peuple basque par l'Etat français vécue comme violence pour les *abertzale* et à la pression psychologique intégrée, s'ajoute le combat pour le droit des prisonniers politiques et les conditions d'enfermement dénoncées comme humiliantes :

« La prison c'est beaucoup de douleur...très, très difficile au point de vouloir tout arrêter, de mettre un terme à tout, c'est une façon de lutter aussi... En prison, c'est l'isolement, c'est fait pour détruire la personne, c'est la torture blanche et la France s'y entend très bien pour ça aussi. L'isolement total, c'est-à-dire : dans une cellule, isolé de tout le monde, la cellule de droite vide, la cellule de gauche vide, au quatrième étage, vous sortez une heure le matin, on vient vous chercher à deux, on vous palpe tout le corps... ça c'est pour humilier, pour rabaisser la personne ; vous sortez encadré, toute les portes du couloir sont fermées, vous ne devez voir personne ; vous franchissez les grilles, il y a un corridor et vous avez des vitres et des cages, quelques mètres sur quelques mètres, un grillage au-dessus ; vous passez une heure tout seul ; on vient vous chercher, on vous ramène ; idem l'après-midi. Alors ça peut durer des mois, moi ça a été 3 mois, il y en a ça a été 2 ans... on sait que l'isolement c'est la torture blanche pour faire perdre les repères sensoriels et tout, pour détruire l'individu. Et pour les visites des familles, à l'époque c'était trente minutes, comme j'étais pas passé en jugement, j'étais en maison d'arrêt donc c'était 3 visites par semaine à 900 kilomètres de la famille. Donc la famille fait 900 km avec les enfants tous ensemble au début, puis après ils n'acceptaient plus tous les enfants ensemble donc il fallait faire deux voyages par mois sans contacts physiques donc très dur avec des enfants. C'est très violent pour les enfants. »

« (Amatxo, racontant une visite au parloir accompagnée de sa fille) Je l'avais mise sur le muret au parloir qui nous sépare, et il l'avait prise dans ses bras car c'est trop tentant. Le gardien était venu, je me rappelle sa tête en plus, il était venu, avait tapé au carreau en hurlant 'Gabi...' et la petite a eu peur. (Gabi reprenant la parole)... et je m'étais retourné et je lui avais dit 'qu'est-ce qu'il y a ?' alors on s'était accroché... je lui avais dit 'je te vois dehors, je te chope, je te mets à poil devant tout le monde'. Avec ma fille dans les bras, c'est l'humiliation... la violence

qu'ils engendrent, je voulais lui faire subir cette même humiliation. C'est une violence, c'est fait pour détruire les gens. »

« Les maisons d'arrêt comme Fleury ou Fresnes, c'est l'horreur, quand vous rentrez vous perdez tout espoir, c'est comme Dante, c'est l'Enfer. »

« L'isolement, c'est toute les heures que le maton regarde à l'œil et allume la lumière. Le système carcéral en France comme en Espagne est fait pour casser l'individu et les familles avec, les pousser au suicide... »

« C'est l'humiliation, on n'est plus personne... tout est fait pour ça... c'est la France, patrie des droits de l'Homme... ces violences sont terribles. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« C'est pas soutenable les prisons ; là-bas c'est 22 heures en cellule, il y a deux heures de promenade par jour. C'est pas un centre de vacances, c'est clair et net, c'est constamment la pression avec les matons. »

« Mais c'est vrai que c'est pas facile, éloigné, voir les familles qui, pour 1 heure de visite, enfin ça dépend des fois, des fois 30 minutes, font 14 heures de route, près de 2000 km c'est dur, très dur. » *Ttole, 19 juillet 2010.*

Photos 8 et 9 : Les prisonniers politiques



29.06.2010- ©S.Maury

Les photos 8 et 9 représentent le mouvement de soutien mis en place autour des prisonniers politiques basques. Beaucoup de comités de solidarité ont vu le jour pour dénoncer les politiques françaises et espagnoles et les atteintes qui sont faites aux droits des prisonniers, mais également pour apporter un soutien tant aux prisonniers eux-mêmes qu'à leur famille.

Loin de la notion de violence physique, nous sommes tout de même en présence d'une forme de violence : un « trouble émotionnel », une « souffrance psychologique » qui n'a pas moins d'importance que la souffrance physique, selon Braud (2007), « bien au contraire ». Nous allons être en présence d'une douleur qui va se transmettre et se répercuter bien au-delà du militant *abertzale* engagé :

« C'est traumatisant (la prison au regard des enfants) même si c'est expliqué. La petite n'avait qu'un an, ça a cassé une relation ; elle a le sentiment que je l'ai abandonné et elle l'aura toute sa vie. On n'a pas une relation normale les deux ; ça, ça fait partie des violences... ça rentre, c'est pas un coup, c'est dans le psychisme tout ça. »
 «... et donc la question basque... non, pas la question basque, c'est un problème français et espagnol en réalité... ça fait des générations de douleurs donc ça se transmet. » *Gabi, 17 juillet 2010.*

« La souffrance se transmet... » *Thierry, 9 juillet 2010.*

« Maintenant encore, dès qu'ils voient ma copine (policiers ou gendarmes), ils l'arrêtent sur le bord de la route, pour contrôle soi-disant de stupéfiants... c'est une pression constante. » *Ttole, 19 juillet 2010.*

Ainsi, selon Braud (2008, p.495), le fait d'éprouver et de subir cette humiliation, ce mépris et cette négation va conduire le groupe « dominé » vers deux réactions : la plupart des individus de ce groupe vont intérioriser ce sentiment d'infériorité tandis qu'un petit nombre refusera cette infériorisation les amenant alors vers une affirmation violente de ce refus.

En outre, le fait d'humilier, de nier et de faire éprouver une oppression constante nous amène directement à la notion de violence symbolique.

4.2.2 La violence symbolique : un facteur divergent de poids dans l'expression de la violence politique

La violence symbolique, selon Braud (2008), et non seulement vécue et perçue comme telle par la victime mais également, pour qu'elle soit reconnue comme violence politique elle ne doit pas être perçue par un seul individu mais par un ensemble de personnes qui vont alors se mobiliser pour agir contre cette dernière.

En l'espèce, cette violence symbolique de l'Etat français consistant en un sentiment d'infériorité, un mépris et une négation de l'identité basque a été soulevée par la plupart de nos interviewés. En ce sens, la perception est donc collective et elle entraîne aussi des réponses collectives : pendant une période, une violence illégale prendra le dessus sur un combat politique légal mais très rapidement et jusqu'à aujourd'hui encore, le combat politique est privilégié à quelque violence que ce soit, malgré un faible niveau de violence matérielle observé.

Il apparaît aussi que la violence politique utilisée côté nord a essentiellement été justifiée de par cette négation sur un plan identitaire de l'Etat français bien plus que de par une répression extrême de ce dernier. Ainsi, c'est certainement à ce niveau que la violence du côté *Iparralde* a toujours été moindre en rapport avec ce qui se passe en *Hegoalde*.

En effet, les militants *abertzale* du sud ont, comme ceux du nord, subi une violence symbolique de la part de l'Etat espagnol, que ce soit sous le régime franquiste mais encore aujourd'hui. Cette violence symbolique se matérialisera par une négation de l'identité basque en passant par une stigmatisation de l'identité *abertzale* avec aussi

un rejet par l'Etat espagnol du nationalisme radical dans la sphère politique (Crettiez, 1999). Toutefois, cette violence symbolique s'est toujours accompagnée d'une violence physique de la part de l'Espagne avec une répression importante et des cas de torture encore rapportés aujourd'hui.

Ainsi, ce que mettent en avant les militants *abertzale* en *Hegoalde* pour justifier l'emploi d'une violence extrême ce n'est pas cette violence symbolique subie et intégrée qui sera pour le moins minimisée mais ce sera plutôt la répression physique de l'Etat espagnol qui sera mise en cause (Crettiez, 1999).

Nous trouvons alors là le point de bascule et de différence au niveau de la violence des *abertzale* du sud et du nord. Même si une violence symbolique de la part de l'Etat français peut être constatée, celui-ci n'a jamais basculé vers une violence physique injustifiée malgré une répression accrue ces dernières années.

Nous constatons alors qu'une violence symbolique accompagnée d'une violence physique caractérisée, telle qu'en Espagne, va produire une réponse violente et extrême de ceux qui la subissent.

A l'inverse, une violence symbolique, même fortement ressentie et subie, mais non accompagnée de violence physique va avoir pour effet un faible niveau de violence physique et matérielle. Nous observerons d'ailleurs, plus précisément, en retour à cette violence symbolique, une autre violence symbolique.

4.2.3 La violence symbolique : une utilisation bilatérale

Crettiez (1999) a déjà soulevé cette violence symbolique utilisée non seulement par l'Etat espagnol mais aussi par les nationalistes basques eux-mêmes. Ainsi, selon lui, la violence symbolique des nationalistes radicaux consistant en un discours de haine envers les espagnols, les dévalorisant et les déshumanisant, va expliquer en partie par la suite l'intensité et les formes de la violence politique produite.

En outre, si nous nous référons à l'observation dégagée par Braud (2008, p.495) selon laquelle il existerait des liens entre « l'intensité de la violence symbolique subie et la probabilité d'émergence de la violence physique », nous pourrions en conclure pour notre cas d'étude que la violence symbolique de l'Etat français exercée sur les *abertzale* est faible au regard des répliques commis par ces derniers. Toutefois, nous avons pu constater à travers le discours de nos interviewés que cette violence symbolique était évaluée comme importante alors que la réponse à cette situation ne recourait que très peu à une violence physique. Nous remarquons, en revanche, qu'à une violence symbolique subie s'exerce une violence symbolique et matérielle de retour.

Cette violence symbolique exercée se définit comme celle subie, notamment dans la négation de l'Etat français et de son territoire.



23.06.2010 - ©S.Maury

Ces photographies 10, 11 et 12 représentent une forme de violence symbolique souvent utilisée par les nationalistes basques et qui consiste en la négation du territoire français pour la revendication d'un territoire basque.

Photos 10 et 11: Revendication d'un territoire, négation d'un autre



14.07.2010 - ©S.Maury

Photo 12 : Tout est dit



14.07.2010 - ©S.Maury

Elle se caractérise aussi par le mépris de la langue française au profit du basque :

Photo 13 : La langue



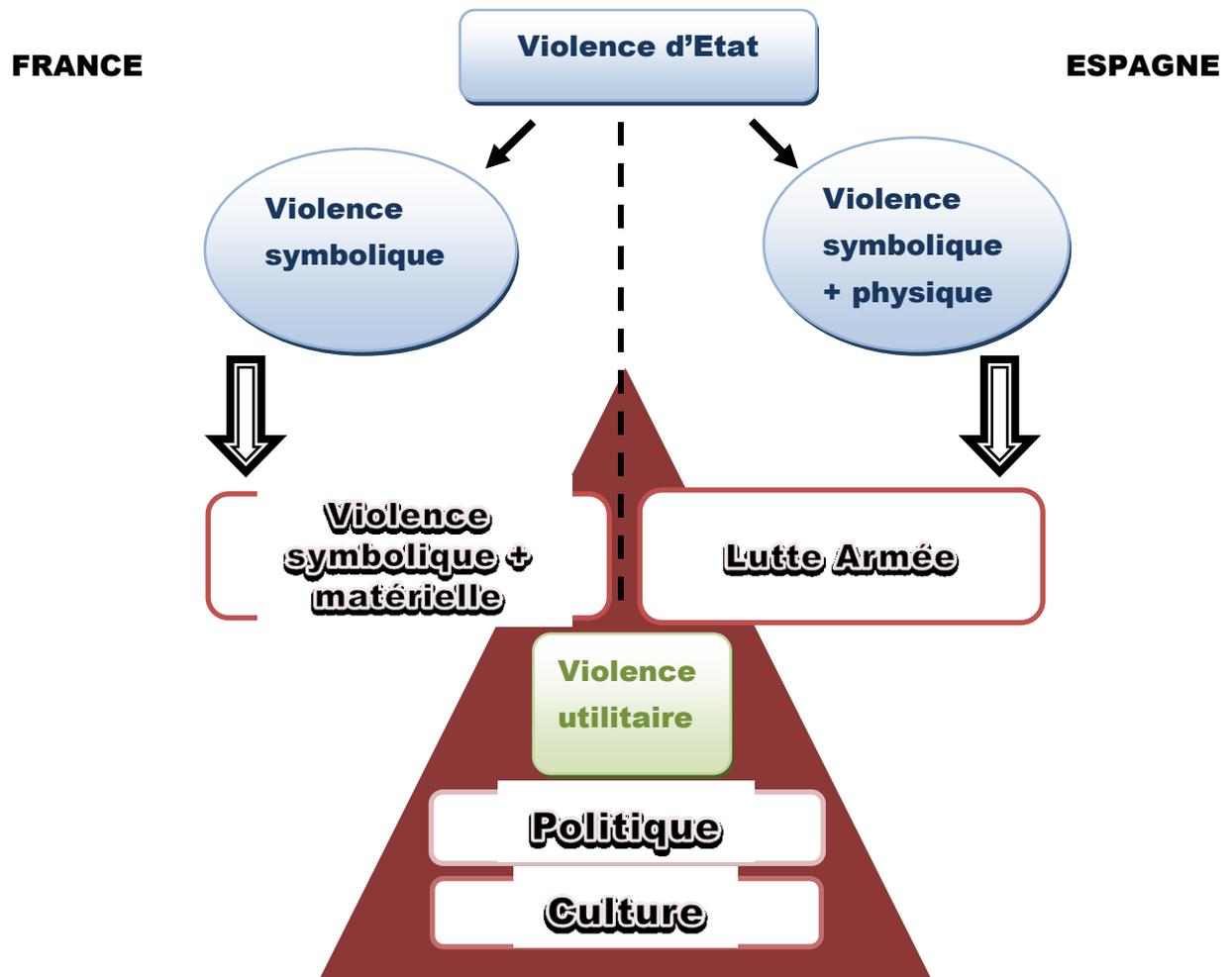
21.07.2010 - ©S.Maury

La photographie 13 montre la dépréciation qui est faite de la langue française au profit de la langue basque. C'est donc une forme de violence symbolique utilisée par les nationalistes basques contre l'Etat français.

Cette violence *abertzale*, côté français, en plus d'être symbolique, prendra également la forme d'une violence matérielle. Ainsi, même lors de la période d'IK, la principale violence se fera par jet de cocktails Molotov visant des objectifs économiques et touristiques et encore aujourd'hui cette violence se manifestera de cette manière avec les mêmes buts poursuivis.

La pyramide du processus de fabrication de la violence peut dès lors être finalisée avec la prise en compte des divers facteurs :

Graphique 7 : Processus de fabrication de la violence *abertzale*



Ce graphique 7 décrit le processus de fabrication de la violence *abertzale*. Ainsi, que ce soit en *Hegoalde* ou en *Iparralde*, à la base de ce processus se retrouve en premier lieu une prise de conscience sur la question culturelle basque par une

grande majorité de la population. Beaucoup de Basques, aujourd'hui, revendiquent leur langue, leur drapeau, leurs traditions mais une partie d'entre eux seulement vont se tourner vers un engagement politique, en second lieu, pour la défense de cette culture spécifique. Enfin, à partir du moment où pour certains, l'engagement politique ne sera pas suffisant pour la défense d'une indépendance ou d'une plus grande autonomie, ils vont se tourner vers une lutte plus radicale. Cette lutte plus radicale sera cependant réfléchie et la violence utilisée sera en grande partie utilitaire et non pas colérique. Mais le facteur de la violence d'Etat va entrer par la suite en compte pour déterminer la forme de violence choisie par les nationalistes radicaux. Et, c'est à ce moment là que la violence *abertzale* côté nord va se différencier de la violence *abertzale* côté sud. En effet, en *Hegoalde*, l'Etat espagnol va utiliser une violence symbolique contre les nationalistes basques mais il utilisera également une violence physique qui entrainera en réaction une lutte armée (violences physique, matérielle, et symbolique) de la part des *abertzale*. En revanche, en *Iparralde*, l'Etat français utilise aussi une violence symbolique mais n'en est jamais arrivé à une violence physique. Dès lors, la réaction des *abertzale* du nord sera d'appliquer une violence symbolique et matérielle mais cela n'ira jamais plus loin.

Chapitre 5 :

Conclusion

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes penchés sur l'épineuse « question basque » qui ne cesse d'alimenter nombre de débats qui cherchent à expliquer encore et toujours comment arriver à une résolution de ce conflit qui perdure maintenant depuis plus de trente ans. Loin de vouloir apporter LA réponse sur ce problème bien plus complexe qu'il n'y paraît, nous nous sommes intéressés à la question de la violence entourant ce nationalisme basque. En effet, nous avons pu constater que malgré le fait que la lutte pour une libération nationale du peuple basque s'étende tant sur le territoire espagnol que français, il n'en reste pas moins que cette dernière ne s'exprime ni au même moment ni de la même manière des deux côtés de la frontière.

Les premiers résultats de notre premier objectif spécifique ont confirmé une réalité contextuelle et situationnelle du nationalisme basque, en ce sens que le poids des partis politiques *abertzale* n'est pas le même en France et en Espagne. Là où en Espagne ils jouent un véritable rôle sur la scène politique, en France, leur influence est bien moindre. Cependant, même si leur représentation est moins importante, un sentiment nationaliste avéré au sein d'une partie de la population basque française a été établi.

Ce qui ressort ensuite des résultats subséquents est que l'opinion exprimée par la population basque ne paraît pas influencée par la question de la violence. En effet, malgré un haut niveau de violence pendant certaines périodes, le sentiment nationaliste basque va continuer à se faire entendre à travers les votes *abertzale* aux différentes élections voire même augmenter selon les situations comme pour la

période des GAL. En revanche, les interventions des différents gouvernements et les querelles et dissensions au sein des partis politiques *abertzale* variés sont des facteurs beaucoup plus aptes à influencer sur l'opinion publique basque lors des élections.

Nous pourrions déduire d'une manière simpliste qu'une partie de la population basque, non négligeable, est prête à défendre, envers et contre tout, un certain nationalisme radical tant sur un plan idéologique que matériel, ne condamnant pas l'utilisation de la violence voire l'encourageant en apportant son soutien par voie électorale. Même si cette conclusion n'est pas à écarter, il faut tout de même tempérer les propos et ne pas tomber dans des déductions trop rapides puisque ce qui définit le nationalisme basque au vu des premières analyses c'est sa complexité à l'appréhender.

Pour notre second objectif, le terrain de recherche envisagé nous aura permis de récolté beaucoup d'informations utiles pour comprendre un mode spécifique d'affirmation politique. Ce dernier se sera déroulé sur deux mois (juin – août 2010) et se sera étendu sur l'ensemble territorial d'une province basque française. La collaboration de huit personnes pour des entretiens formels aura été obtenue et pour certaines d'entre elles nous les auront rencontré à plusieurs reprises. Beaucoup d'entretiens informels auront été une source riche en informations additionnelles et des prises photographiques en rapport avec l'étude auront été effectuées.

L'analyse de ces résultats nous a dirigé vers la notion de violence politique à concevoir dans sa globalité autant comme une violence physique que symbolique comme l'a mentionnée Braud (2007) mais également à envisager comme présente au

sein des différentes parties en conflit et non simplement comme provenant des seuls nationalistes basques. Dès lors, nous avons pu faire ressortir un processus de fabrication de la violence au regard des militants *abertzale* qui mis sous forme pyramidale présente bien le cheminement d'une étape à l'autre avec les différents facteurs influant sur ce dernier. A la base de ce schéma nous trouvons la question culturelle qui est le facteur primordial d'une prise de conscience nationale basque. Cette étape fait référence à un attachement à une langue, à une terre, à un peuple, et elle rassemblera beaucoup de personnes. Le second niveau de la pyramide sera l'engagement politique pour la défense de cette culture, il réunira une partie moins importante de la population mais une réelle représentation politique *abertzale* sur le territoire français pourra être observée comme l'ont montré les résultats sur notre premier objectif spécifique. A cette étape-ci du schéma, un facteur important est apparu permettant de mieux comprendre l'engagement de certains vers la lutte armée. En effet, bien loin de rencontrer des individus emplis de haine avec un besoin irrémédiable de décharger leur agressivité, le passage de l'engagement politique à la lutte armée d'un individu s'est avéré au contraire réfléchi nous faisant accéder alors à la notion de violence utilitaire. Plutôt que de se jeter sans objectif dans une violence colérique, la violence de la lutte armée basque est pensée de manière instrumentale et rationnelle, comme une bonne stratégie pour atteindre un but précis. Nous comprenons alors mieux le soutien qui a été dégagé de nos premiers résultats : il ne s'agit pas d'un encouragement de la violence par voie électorale mais plutôt d'une acceptation du recours à la violence à des fins utilitaires. Ce consentement pour une violence choisie ne veut pas pour autant dire que toutes les personnes se situant à

l'étape de l'engagement politique vont sauter le pas vers la lutte armée, mais également ça ne veut pas dire que toutes les personnes à l'étape de l'engagement politique approuvent l'utilisation de la violence même à des fins d'efficacité.

Une première partie de réponse à notre problématique a pu être produite à partir de ces premiers éléments d'analyse : la lutte armée choisie d'abord par ETA, utilisée à des fins utilitaires et stratégiques mais limitée au simple territoire d'*Hegoalde* a permis par un effet miroir -les nationalismes basques des deux côtés de la frontière s'influençant l'un l'autre- de faire prendre conscience plus rapidement au peuple basque d'*Iparralde* de ses limites en terme d'efficacité permettant alors un niveau de violence moindre.

Toutefois, un autre facteur intervenant sur le processus de fabrication de la violence *abertzale* est ressorti des entretiens effectués venant aussitôt complexifier l'analyse des résultats et la réponse à notre problématique. La logique discursive de l'ensemble de nos interviewés nous a amené à considérer la violence d'Etat comme le facteur déterminant dans ce processus. Cette violence étatique s'est révélée être une source de justification dans l'engagement vers une lutte plus radicale. Dès lors, nous avons soulevé le problème de violence symbolique subie par les *abertzale*. Cette notion, largement développée par Bourdieu (1980), a été reprise et modifiée par Braud (2003) dans le but d'apporter une définition exhaustive au concept de violence politique. Nous nous sommes appuyés sur cette définition pour tenter de résoudre notre problématique et nous considérons donc la violence symbolique comme « une atteinte à l'estime de soi, vécue comme une source de souffrance sur le plan identitaire ». En outre, la violence symbolique peut exister sans une violence

physique associée mais l'inverse n'est pas vrai, une violence physique ne peut exister sans une violence symbolique de départ. Aussi, Braud (2008, p.495) a dégagé des liens étroits mais compliqués entre « l'intensité de la violence [symbolique] subie et la probabilité de l'émergence de la violence physique ». L'émergence de la violence physique proviendra tant des individus dépréciant un groupe – en l'espèce les Etats français et espagnol- que du groupe déprécié lui-même –les *abertzale*-.

La distinction d'intensité de violence des *abertzale* au nord et au sud se situe, selon nos analyses, sur ce point précis. En effet, la France fait preuve de violence symbolique envers les militants basques mais n'a jamais dépassé en termes de violence physique les normes qui lui sont imposées de par la loi française. En revanche, l'Espagne non seulement utilise la violence symbolique mais elle a basculé vers une violence physique illégitime, comme la torture, ne se bornant pas seulement à respecter les seuls droits qui lui sont conférés pour faire respecter l'ordre public.

En réaction à cette situation, en *Iparralde*, la violence politique employée par les *abertzale* sera principalement matérielle et symbolique alors qu'en *Hegoalde*, la violence politique sera symbolique, matérielle et physique, en d'autres termes la lutte armée.

Ainsi, plutôt que d'envisager notre étude sur un plan géopolitique nos résultats de terrain nous ont conduit vers une approche sociopolitique de notre sujet puisque la grande majorité de nos interviewés aura soulevé la violence des Etats, et plus précisément l'oppression, c'est-à-dire, la violence symbolique de l'Etat français. Notre problématique s'intéressait à la différence d'intensité de la violence politique

entourant le nationalisme basque en France et en Espagne cherchant alors un sens à la pratique de la violence et les facteurs pouvant influencer sur cette dernière. De notre « pourquoi » de départ, nous sommes passés par un « comment » pour en arriver à une explication. En effet, notre terrain de recherche nous a permis de faire ressortir un processus de fabrication de la violence politique et c'est en se demandant comment ce processus se mettait en place et quels facteurs entraient en compte que nous avons pu répondre au pourquoi il existait des niveaux de violence différents sur un même phénomène.

Nous n'excluons donc pas les approches géopolitiques pour l'analyse de notre recherche même si, selon l'angle d'attaque de notre problématique, elles semblent moins pertinentes que la sociologie politique appliquée ici.

Aussi, toute recherche a ses propres limites, et nous n'avons pas été épargnés dans notre étude. Tout d'abord, la première limite rencontrée a été le parti pris relevé dans la plupart de la littérature portant sur le nationalisme basque. Bien que le sujet soit très politisé, c'est un fait, nous avons été confrontés à des prises de positions subjectives même de la part de certains « spécialistes de la question basque » permettant une analyse neutre et objective plus difficile. Par la suite, lors de l'analyse de nos résultats aux élections, nous avons été limités dans une pleine interprétation puisque beaucoup de résultats importants étaient manquants. Le nombre de nos entretiens est également en lui-même une limite puisqu'il serait difficile de généraliser sur le sujet, apportant dès lors plutôt une tendance sur le phénomène. De même, pour avoir un point de vue entier sur notre problématique, il aurait été

intéressant de rencontrer des personnes se situant du côté de l'Etat français. Pourtant, le manque de temps mais aussi une raison de « sécurité nationale » ne nous aura pas permis d'y arriver. Le peu d'entretiens effectués avec des femmes peut également être considéré comme une limite et la période de notre terrain de recherche en est une aussi. Enfin, le fait d'avoir rencontré seulement des personnes impliquées dans la « cause basque » à quelque niveau que ce soit sera également une grande limite puisque nous savons qu'il s'agit d'une minorité de la population du Pays basque français. Cependant, ces premières pistes dégagées par cette recherche pourraient tout à fait servir de base pour une étude de plus grande envergure qui prendrait en compte non seulement le point de vue des Etats français et espagnol mais également le point de vue de la population basque française et espagnole réunissant dès lors toutes les parties au conflit.

Lorsqu'un conflit éclate entre plusieurs parties, il paraît des plus judicieux d'aller voir le point de vue et l'expérience de chaque partie pour mieux appréhender la situation. Nous privilégions dès lors une approche de « configurations d'affrontement » qui va permettre de prendre en compte l'ensemble des parties engagées dans le combat afin d'examiner leurs interactions qui vont jouer sur les diverses actions et réactions des uns et des autres (Crettiez, 2000).

Nous n'avons pas cherché à justifier un quelconque comportement violent ni même à prendre position pour l'une ou l'autre des parties mais notre objectif de recherche était de laisser la parole aux principaux intéressés pour arriver à une analyse des plus objectives. Nos résultats, pris sommairement, pourront alors toujours être interprétés

de manière à ce que ce soit les Etats français et espagnol qui apparaissent comme les seuls fautifs de la situation actuelle mais ce n'est pas dans ce but que nous avons construit notre analyse. Les discours de nos interviewés ont fait apparaître une violence d'Etat et, pour être des plus neutres dans notre étude, nous ne pouvions pas l'exclure et ne pas en tenir compte. Cela ne veut donc pas dire que les actions des *abertzale* n'ont pas conduit aussi les Etats à intervenir de la manière dont ils l'ont fait et ils le font encore, mais cela ne veut pas dire non plus que l'attitude des Etats n'a pas joué un rôle sur l'expression d'une violence affirmée.

Comme l'a écrit Michaud (2004, p.24), et à juste titre, en parlant de la violence : « Nous nous indignons d'elle, nous la contrôlons mais, s'il le faut, nous l'utilisons, de préférence proprement. »

Il existe un véritable paradoxe entourant le concept de violence. C'est une notion qui se laisse difficilement saisir et définir en ce sens qu'elle décrit non seulement des faits mais qu'elle intervient également dans le domaine des représentations puisque selon la perspective de chacun elle sera appréhendée différemment. Nous en arrivons là au même problème que pose la définition de terrorisme avec l'« avènement du double langage » : un terroriste pour un individu sera un héros de la liberté pour un autre (Gomez del Prado, 2009, p.242). Des considérations politiques, économiques et juridiques entrent en ligne de compte dès lors qu'un gouvernement aura à définir ce qu'est le terrorisme et il utilisera ce terme afin de légitimer ses mesures antiterroristes (Vanasse et Benoit, 2007). En d'autres termes, le concept de terrorisme sera source

d'instrumentalisation par l'Etat, la violence terroriste sera toujours celle de l'autre tandis que celle de l'Etat sera légitime en réponse à l'agression subie (Bigo, 2005).

Sans aller jusqu'à développer une théorie du complot des Etats, il ne faut pas négliger le fait que la réalité de la situation a démontré que « la question basque » associée au concept de terrorisme a plusieurs fois servi les intérêts des Etats français et espagnol.

Nous soulevons alors une limite des études géopolitiques envisagées dans notre premier chapitre puisque ces derniers conduisent leurs analyses à partir de la définition de « terrorisme » proposée par les Etats français et espagnols ayant ainsi un point de vue biaisé dès le départ et faisant dire à Loyer et Aguerre (2008) par exemple : « Sans doute y-a-t-il eu des cas de torture dans les locaux de force de police, mais l'État montre aussi sa volonté d'éradiquer les manquements aux droits des individus incarcérés. [...] A contrario, la cruauté des militants de l'ETA [...], n'en apparaît que plus vivement » (p.114).

Finalement, en analysant notre étude comme un processus de fabrication d'une violence politique, nous touchons aux théories de l'action collective et des mouvements sociaux. Ainsi, à l'instar des travaux de della Porta (2004,2010), nous pensons que le cas basque pourrait être analysé selon la recherche sur le répertoire d'action contestataire qui, au-delà d'examiner les instruments de contestation, reflète également les valeurs des activistes. Ce cadre d'analyse, bien que difficilement applicable à « d'autres réalités répertoriées sous le label de terrorisme » (Rapin, 2008, p.196), paraît tout à fait adapté ici et permettrait une analyse détaillée sur trois niveaux : un premier niveau macro-contextuels (structure des opportunités

politiques), un deuxième organisationnels intermédiaires (dynamiques internes des organisations) et un dernier micro-individuels (motivations des acteurs) (della Porta, 2010, Rapin, 2008). Ce cadre d'analyse permettrait de se détacher de l'impossible définition de terrorisme et ainsi de mieux comprendre certaines logiques comme celles d'un mouvement tel ETA.

Bibliographie

Arborio, A-M., et Fournier, P., « L'enquête et ses méthodes : l'observation directe », (2^{ème} édition), Armand Collin, Coll.128, Paris, 2005.

Basnier, E., « Systèmes de partis politiques et comportements électoraux en Espagne de 1977 à 2001 », Vingtième Siècle, Revue d'histoire, n° 74, p.43-55, 2002.

Becker, H.S., « Les ficelles du métier », Editions La Découverte, Paris, 2002.

Bigo, D., « L'impossible cartographie du terrorisme », Cultures & Conflits, Articles inédits, 2005

Blanchet, A., et Gotman, A., « L'enquête et ses méthodes : l'entretien », (2^{ème} édition refondue), Armand Collin, Coll.128, Paris, 2007.

Bourdieu, P., « Questions de sociologie », Editions de Minuit, Paris, 1980.

Bourdieu P., « Le sens pratique », Editions de Minuit, Paris, 1980.

Bourdieu, P., et Passeron, J-C., « La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement », Editions de Minuit, Paris, 1970.

Bourgois, Ph., « En quête de respect. Le crack à New York », Le Seuil, Paris, 2001.

Braud, Ph., « La violence politique dans les démocraties européennes occidentales », L'Harmattan, Paris, 1993.

Braud, Ph., « L'émotion en politique », Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Braud, Ph., « La violence politique : repères et problèmes », dans « La violence politique dans les démocraties occidentales », *Revue cultures et conflits*, 09-10, 2002.

Braud, Ph., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, n°9, p.33-47, 2003/1.

Braud, Ph., « La violence symbolique dans les relations internationales », 9^{ème} congrès de l'AFSP, Toulouse, 2007.

Braud, Ph., « Sociologie politique », LGDJ, Paris, 2008.

Chalvidant, J., « ETA, l'enquête », *Cheminements, Part de Vérité*, 2003.

Cipriani, R., « L'analyse qualitative comme approche multiple », *Sociologies, Théories et recherches*, 2009.

Crettiez, X., « La violence symbolique subie comme mode de légitimation de la violence politique exercée. Le cas de l'ETA basque », *Labyrinthe*, n°2, 1999.

Crettiez, X., « Les modèles d'appréhension du terrorisme », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°38, 2000.

Davant, J-L., « Le 'problème basque' en 20 questions », Elkar (3^{ème} édition), Bayonne, 2008.

Della Porta, D., « Social Movements, Political Violence, and the State », Cambridge, CUP, 2004.

Della Porta, D., « Mouvements sociaux et violence politique. », dans Crettiez et Muchielli (dir.) « Les violences politiques en Europe », Editions La Découverte, Paris, 2010.

Demuth et Demuth, « Les devenirs iraniens. Etude sociologique à distance de l'évolution de la société iranienne », 2007.

Deslauriers, J-P, « La recherche qualitative : le cadavre est-il sorti du placard ? », Recherches qualitatives, vol.20, 1999.

Elorza, A., Garmendia, J.M., Jauregui, G., Dominguez, F., Unzueta, P., « ETA, une histoire. », Denoël, Impact, 2002.

Fillieule, O., « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue éléments pour une analyse étiologique », dans Braud (dir.) « La violence politique dans les démocraties européennes occidentales », L'Harmattan, Paris, 1993.

Gomez del Prado, G., « Le langage du terrorisme dans la sphère géopolitique », dans Lemay-Langlois et Brodeur (dir.), « Terrorisme et antiterrorisme au Canada », Les Presses de l'Université de Montréal, 2009.

Groulx, L.H., « Querelles autour des méthodes », Socio-anthropologie, n°2, 1997.

Izquierdo, J-M., « Le Pays basque de France : la difficile maturation d'un sentiment nationaliste basque. », L'Harmattan, Horizons Espagne, collection Horizons, 2001.

Izquierdo, J-M., « Trajectoires nationalistes. Les nationalismes en Pays basque français et espagnol. », Pôle Sud, n° 20, p.47-61, 2004.

Jaureguiberry, F., « Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque Sud. », thèse de doctorat en sociologie, Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, 1983.

Lacoste, Y., « Dictionnaire de géopolitique », Flammarion, 1995.

La Rocca, F., « Introduction à la sociologie visuelle », Revue Sociétés, n°95, 2007/1.

Lazar, J., « L'opinion publique. », Editions Sirey, Dalloz, Paris, 1995.

Letamendia F., « Les Basques. Un peuple contre les Etats. », Editions du Seuil, Paris, 1977.

Loyer, B., « Géopolitique du Pays basque. Nations et nationalismes en Espagne », L'Harmattan, Paris, 1997.

Loyer, B., « Les coulisses du peuple basque », Hérodote n°91, « La question de l'Espagne », p.139-155, 1998.

Loyer, B., « Identités et pouvoir local : le cas de la revendication d'un département Pays basque », Hérodote n°110, « Les pouvoirs locaux, l'eau, les territoires », p.103-128, 2003.

Loyer, B., et Aguerre, C., « Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan. », Hérodote, La Découverte, n° 130, p.112-145, 2008.

Marvasti, A.B., « Qualitative research in sociology : an introduction », Sage, London, 2004.

Massey, J., « ETA : histoire secrète d'une guerre de cent ans », Flammarion, 2010.

Michaud, Y., « La violence », 6^{ème} édition, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 2004.

Moruzzi, J-F., et Boulaert E., « Iparretarrak : Séparatisme et terrorisme en Pays basque français. », Librairie Plon, Paris, 1988.

Olivier de Sardan, J.P., « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie. », Enquête, Les terrains de l'enquête, n°1, 1995, p.71-109.

Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires, 1997

Rapin, A-J., « L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », Les Cahiers du RMES, Volume V, n° 1, été 2008.

St-Cyr Tribble et Saintonge, « Réalité, subjectivité et crédibilité en recherche qualitative : quelques questionnements », Recherches qualitatives, n°20, p.113-125, 1999.

Stoetzel, J., « Théorie des opinions. », L'Harmattan, Paris, 2006.

Tesch, R., « Qualitative Research : analysis types and software tools », The Falmer Press, New York, 1990.

Tilly, C., « From Mobilization to Revolution. », Reading (Mass.), Addison Wesley, 1978

Urteaga, E., « La question basque en France. », Milan, Les Essentiels Milan, Toulouse, 2004.

Urteaga, E., « Le vote nationaliste basque. », L'Harmattan, Logiques sociales, Paris, 2007.

Vanasse, V.M., et Benoit, M-O, « La définition du terrorisme : un état des lieux » dans David et Gagnon (dir.), « Repenser le terrorisme. Concepts, acteurs et réponses », Les Presses de l'Université Laval, 2007.

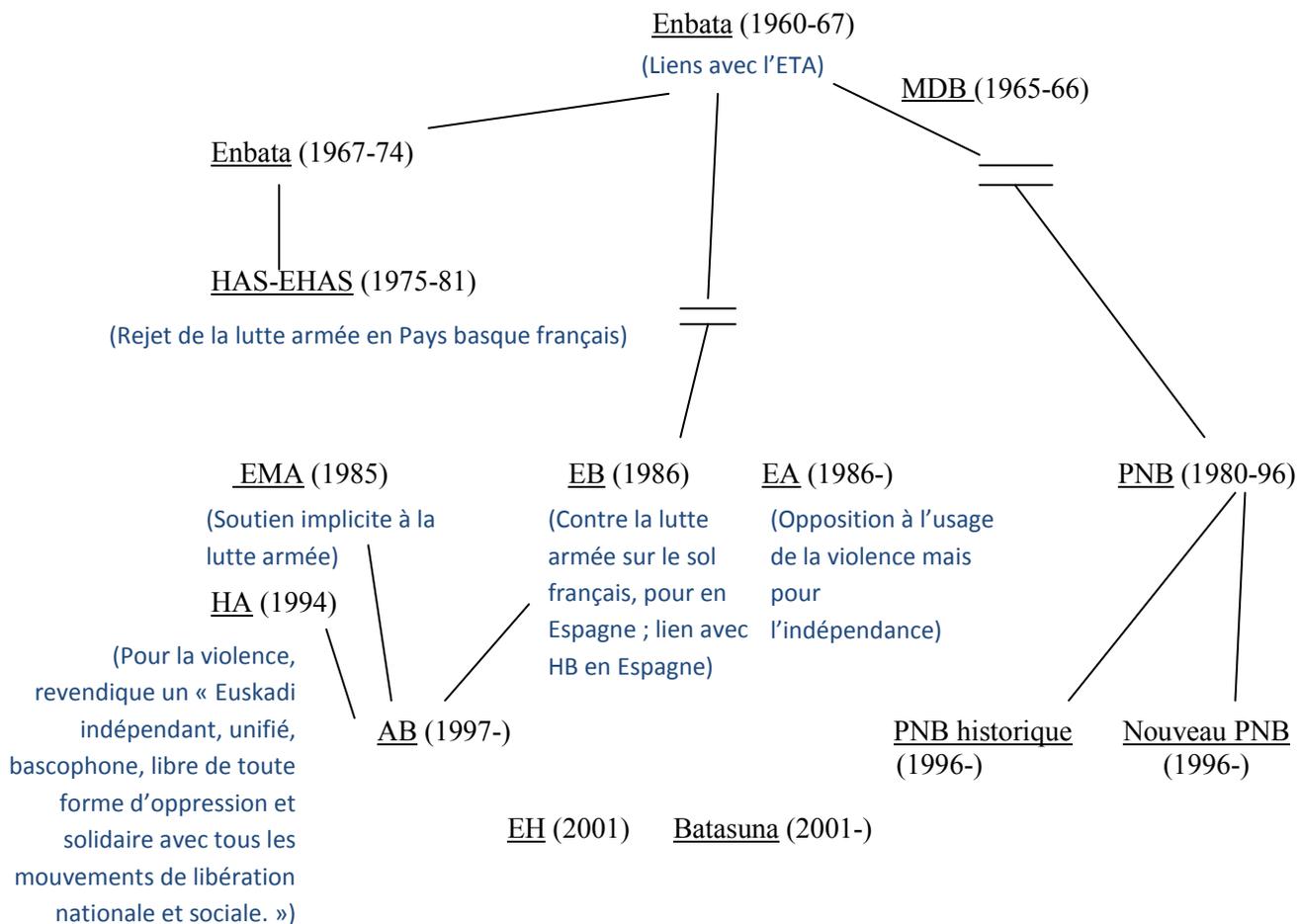
Vrignon, B., « Les années oubliées. Jalons pour une histoire du mouvement abertzale au Pays Basque Nord 1968-1978 », Gatuzain, 1999.

Vrignon, B., « Une simple existence sentimentale. Jalons pour une histoire du mouvement abertzale en Pays Basque Nord 1978-1988 », Gatuzain, 2007.

Wiervioka, M., « ETA et la violence politique au pays basque espagnol », Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 1993.

Annexe 1 : Echiquier politique *abertzale* en France

(Selon un schéma d'Izquierdo, 2001)



Légende :

AB : Abertzaleen Batasuna (Unité des Abertzales)

EA : Eusko Alkartasuna (Solidarité basque)

EB : Euskal Batasuna (Unité basque)

EMA : Eskerreko Mugimendu Abertzalea (Mouvement de la gauche patriotique)

EH : Euskal Herritarrok (Citoyens basques)

HA : Herriaren Alde (Pour le Pays)

HAS-EHAS : Herriko Alderdi Sozialista- Euskal Herriko Alderdi Sozialista (Parti socialiste du Pays Basque)

MDB : Mouvement des Démocrates Basques

PNB : Parti Nationaliste basque

Annexe 2 : Déclaration de l'organisation ETA du 8 janvier 2011

<http://www.mondialisation.ca>

ETA, organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale, souhaite, par le biais de cette déclaration, faire connaître sa décision :

Ces derniers mois, de Bruxelles à Guernica, des personnalités de grande notoriété internationale et un grand nombre d'acteurs politiques et sociaux basques, ont défendu la nécessité d'offrir une solution juste et démocratique au conflit politique séculaire. ETA est pleinement en accord avec eux. La solution arrivera par le biais d'un processus démocratique, qui aura comme référence majeure la volonté du Peuple basque, et le dialogue et la négociation comme outils pour y parvenir.

Le processus démocratique doit surmonter les tentatives de déni et d'affaiblissement des droits. Il doit également résoudre les thèmes de la territorialité et du droit à l'autodétermination, qui sont au cœur du conflit.

Il appartient aux acteurs politiques et sociaux basques d'arriver à des accords pour obtenir un consensus autour de la formulation de la reconnaissance du Pays Basque et son droit à décider en assurant la possibilité de développement de tous les projets politiques, y compris celui de l'indépendance.

Toutes les parties doivent s'engager à respecter les accords adoptés et les décisions prises par les citoyen(ne) s basques, en offrant des garanties et des moyens pour sa mise en œuvre.

En conséquence :

ETA a pris la décision de faire une déclaration de cessez-le-feu permanent et général, vérifiable par la Communauté internationale. Ceci est l'engagement fort d'ETA en vue du processus de solution définitive et de la fin de la confrontation armée.

C'est le moment d'agir avec une responsabilité historique. ETA lance un appel aux autorités de France et d'Espagne pour qu'elles mettent un terme définitif aux mesures répressives et à la négation du Pays Basque. ETA poursuivra son effort et sa lutte pour impulser et mener à terme le processus démocratique, jusqu'à obtenir une véritable situation démocratique en Pays Basque.

**VIVE LE PAYS BASQUE LIBRE ! VIVE LE PAYS BASQUE SOCIALISTE !
COMBATTONS JUSQU'À OBTENIR L'INDÉPENDANCE ET LE SOCIALISME**

Au Pays basque, le 8 janvier 2011

EUSKADI TA ASKATASUNA (Pays basque et Liberté)

ETA

Annexe 3 : Rapport d'Amnesty International sur des cas de torture en Espagne

<http://www.amnesty.ch/fr/pays/europe-asie-centrale/espagne/docs/2011/gardes-civils-coupables-de-torture/>

DES GARDES CIVILS RECONNUS COUPABLES DE TORTURE

Amnesty International demande une nouvelle fois à l'Espagne d'abolir immédiatement la détention au secret et de faire le nécessaire pour que des enquêtes efficaces et impartiales soient menées sans délai sur toutes les allégations de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Le 30 décembre 2010, le tribunal pénal de Guipúzcoa a déclaré quatre membres de la Garde civile coupables d'avoir torturé Igor Portu et Mattin Sarasola au cours de leur détention au secret, du 6 au 10 janvier 2010. Le tribunal a condamné ces quatre gardes civils à des peines allant de deux à quatre ans de prison pour avoir torturé, insulté et menacé de mort Igor Portu et Mattin Sarasola, et à leur verser une indemnisation de 24 000 euros. Les 11 autres gardes civils jugés ont été acquittés.

Igor Portu et Mattin Sarasola affirmaient avoir subi des mauvais traitements aux mains de gardes civils alors qu'ils se trouvaient en détention au secret à Mondragón (Guipúzcoa); ils étaient alors soupçonnés d'appartenir au groupe armé Euskadi Ta Askatasuna (ETA, Pays basque et liberté). Igor Portu a par la suite reçu des soins à l'hôpital de Saint-Sébastien; il avait deux côtes cassées et un poumon perforé. Il a déclaré que des gardes civils lui avaient plongé la tête dans une rivière et l'avaient obligé à y boire de l'eau. Mattin Sarasola a, quant à lui, dit qu'un pistolet avait été pointé en direction de sa tête et qu'il avait reçu des coups sur tout le corps.

Dans son jugement de décembre 2010, le tribunal a observé que les deux hommes avaient été reconnus coupables d'appartenir à l'ETA et d'avoir commis de graves actes terroristes. Le tribunal a cependant précisé que cela ne rendait pas leurs déclarations invraisemblables pour autant.

Amnesty International est préoccupée par le fait que le système de détention au secret, dans le cadre duquel Igor Portu et Mattin Sarasola ont connu la torture, continue à exister. Le droit espagnol prévoit qu'une personne peut être détenue au secret pour une période pouvant aller jusqu'à cinq jours dans tout type d'affaire et jusqu'à 13 jours si elle est soupçonnée d'infractions liées au terrorisme. Au cours de cette période, les détenus ne peuvent choisir leur propre avocat ni consulter leur avocat commis d'office en privé, ils ne peuvent être examinés par le docteur de leur choix ni indiquer à leurs proches où ils se trouvent.

Amnesty International et plusieurs organes internationaux de défense des droits humains ont demandé à de multiples reprises à l'Espagne d'abolir la détention au

secret, au sujet de laquelle le Comité des Nations unies contre la torture a déclaré en 2002 qu'elle favorisait la commission d'actes de torture et les mauvais traitements, quelles que soient les garanties juridiques encadrant son application. Dans ses observations finales du 19 novembre 2009, le Comité a déploré le fait que le régime de détention au secret appliqué par l'Espagne dans les affaires relatives aux activités de terrorisme ou aux groupes armés affaiblissait les garanties juridiques nécessaires contre la torture et les mauvais traitements.⁽¹⁾

En mai 2010, cependant, le gouvernement espagnol a rejeté les recommandations découlant de l'Examen périodique universel mené par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui préconisaient l'abolition de la détention au secret.

11 janvier 2011

⁽¹⁾. Observations finales du Comité contre la torture sur l'Espagne, CAT/C/ESP/CO/5, paragraphe 12.

© Amnesty International, Section Suisse

Annexe 4 : Quelques repères pour les différents groupes cités

Groupes	Définitions	Existence	Espagne	France
ETA <i>Euskadi Ta Askatasuna</i> Pays Basque et Liberté	Organisation armée de libération nationale et sociale. Mouvement considéré comme terroriste.	1959 jusqu'à nos jours	✓	
IK <i>Iparretarrak</i> Ceux d'ETA du Nord	Organisation armée qui lutte pour l'indépendance du Pays Basque. Mouvement considéré comme terroriste.	1973 jusqu'à 2000		✓
GAL Groupe Antiterroriste de Libération	Organe d'actions terroristes espagnol agissant sur le territoire français.	1983 à 1987	✓	✓
PNV <i>Partido Nacionalista Vasco</i> Parti nationaliste basque	Mouvement politique basque créé d'abord en <i>Hegoalde</i> par Sabino Arana Goiri.	1895 jusqu'à nos jours	✓	✓ Depuis 1996
Enbata	Première formation politique en <i>Iparralde</i> . Sera interdite par le Ministre de l'Intérieur français pour atteinte à l'intégrité du territoire et violence ; liens présumés avec l'ETA.	1960 à 1974		✓
EMA <i>Ezkerreko Mugimendu Abertzalea</i> Mouvement de la gauche patriotique	Mouvement de la gauche <i>abertzale</i> du Nord.	1985 à 1997		✓
EB <i>Euskal Batasuna</i> Unité Basque	Mouvement politique de la gauche <i>abertzale</i> du Nord.	1986 à 1997		✓
EA <i>Eusko Alkartasuna</i> Solidarité basque	Parti indépendantiste de centre droit né de la scission du PNV.	1986 à nos jours	✓	✓
HB <i>Herri Batasuna</i> Unité Populaire	Coalition basque indépendantiste de gauche. Dissolution par l'Etat espagnol pour liens avec ETA ; nombreux sont ceux qui rejoindront Batasuna.	1978 à 2000	✓	

Batasuna Unité	Parti politique indépendantiste d'extrême gauche. Interdit en Espagne car considéré comme le bras politique de l'ETA.	2000 à nos jours	✓ Interdit en 2003	✓ Depuis 2001
Segi Continuer	Organisation de la jeunesse de la gauche <i>abertzale</i> . Interdit en Espagne du fait de liens présumés avec l'ETA.	2000 à nos jours	✓ Illégale depuis 2003	✓